

Université de Montréal

Discours et politique du répertoire public de délinquants sexuels
La « Loi de Megan » au New Jersey

par
Patrick Laurin

École de criminologie
Faculté des arts et sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade
M.Sc. en criminologie

Décembre 2010

© Patrick Laurin, 2010
Université de Montréal

Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

Discours et politique du répertoire public de délinquants sexuels
La « Loi de Megan » au New Jersey

Présenté par :

Patrick Laurin

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Marc Ouimet
président-rapporteur

Benoît Dupont
directeur de recherche

Stéphane Leman-Langlois
co-directeur de recherche

Dominique Robert
membre du jury

RÉSUMÉ

Le 29 juillet 1994, Megan Kanka, une jeune fille de sept ans de la municipalité de Hamilton au New Jersey, est enlevée, agressée sexuellement et tuée par ce qui se révélera être son voisin d'en face, Jesse Timmendequas. À l'époque, l'assaillant de Megan avait déjà fait l'objet de deux condamnations pour agression sexuelle. Suite à cette tragédie, les parents de Megan luttèrent pour la création d'une loi qui révélerait automatiquement au public l'identité et le lieu de résidence des délinquants sexuels. Moins de trois mois plus tard, la « Loi de Megan » était ratifiée. Ainsi un répertoire étatique centralisé de délinquants sexuels en partie disponible au public fut créé. Notre étude se centre sur ce cas et tente de comprendre comment une construction particulière de la délinquance sexuelle comme problème social mena à la réponse pénale spécifique qu'était la Loi de Megan. Pour ce faire, nous analysons les discours et argumentaires politiques en lien avec l'affaire. Huit entretiens avec différents acteurs impliqués dans le débat politique menant à la création de la loi de Megan furent effectués. Une analyse de plus de 150 articles de journaux et de quelques projets et textes de lois fut également effectuée. Nos résultats soulignent d'abord le rôle primordial qu'avait le contexte sociopolitique autant sur la construction du problème social de la délinquance sexuelle que sur la solution qui lui était liée. L'analyse du cas nous indique également que la dyade problème-solution s'élabora en conjonction, dans un cadre temporel uniforme, dont les seules étapes détectables sont celles du narratif de la mort de Megan et de l'élaboration concrète de la loi. En d'autres mots, la mort de Megan ne constituait qu'un point focal qui permit à des acteurs de mettre en pratique des concepts déjà largement partagés. L'étude conclue en liant le contexte sociopolitique du Canada à celui retrouvé dans notre étude de cas et suggère qu'une construction similaire de la délinquance sexuelle comme problème peut facilement être envisageable chez nous. Si personne ne souhaite l'occurrence d'une situation comparable à celle vécue par Megan Kanka et sa famille, cet élément nous apparaît comme étant celui qui propulserait réellement cette construction sur la place publique, à condition bien évidemment qu'une personne ou un groupe de personnes en fassent une question à débattre.

MOTS-CLÉS : Répertoires de délinquants sexuels, Loi de Megan, avis au public, contrôle social, société du risque, politiques criminelles, surveillance, processus politique

ABSTRACT

On July 29th 1994, Megan Kanka, a 7 year old girl from Hamilton Township in New Jersey, is kidnapped, sexually molested and killed by what will prove to be the Kanka's front door neighbor, Jesse Timmendequas. At the time, Megan's assailant had already been twice convicted of sex crimes. Following this tragedy, Megan's parents fought to obtain a law that would notify the public on the identity as well as the residency of sex offenders. Less than three months later, "Megan's Law" was ratified. A state-wide sex offender registry was thus created, for which public notification was partly available. Our study focuses on this case, as we try to understand how the construction of sexual offending as a social problem led to the specific penal response that was Megan's Law. To accomplish this, we analyzed the political discourse and arguments inherent to the case. Eight interviews with different political actors involved in the political debate leading to the implementation of Megan's Law were conducted. Over 150 newspaper articles and some pieces of legislation were also analyzed. Our results highlight the essential role that the sociopolitical context had on the construction of sex offending as a social problem as well as the solution to which it was linked. Analysis of this case also indicates that the problem-solution dyad was constructed in conjunction, in a uniform time frame, for which the only detectable stages were those of the narrative concerning the death of Megan and the actual development of the law. In other words, Megan's death was only a focal point that allowed certain political actors to turn into action already widely shared concepts. The study concludes by linking Canada's sociopolitical context to the one found in our case study, and suggests that a similar construction of the sex offender problem can easily be considered. Though nobody wishes for the occurrence of an event comparable to that experienced by Megan Kanka and her family, this element appears to us as one that would propel this construction to a public arena, provided of course that a person or a group of people make the issue the topic of a public debate.

KEY-WORDS: Sex offender registry, Megan's Law, public notification, social control, risk society, justice policies, surveillance, political process

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	11
CHAPITRE 1	18
LA LOI DE MEGAN EN CONTEXTE SOCIOPOLITIQUE.....	18
1.1 La notion du risque dans la société occidentale.....	19
1.1.1 <i>La naissance du risque</i>	<i>20</i>
1.1.2 <i>La conscience du risque : Les yeux grands ouverts dans l'ère de l'information</i>	<i>21</i>
1.1.3 <i>L'incertitude dans le risque : La peur de ce que l'on ne connaît pas</i>	<i>22</i>
1.1.4 <i>Calcul, prévention et contrôle du risque comme réponse à l'anxiété</i>	<i>23</i>
1.1.5 <i>Crime et société du risque</i>	<i>24</i>
1.1.6 <i>Conclusion de section: Gérer le crime dans la nouvelle société du risque ...</i>	<i>26</i>
1.2 Contrôle du crime et culture répressive : Pour la sécurité et pour la conformité ?	28
1.3 Quiétude publique : l'action politique et le public	29
1.3.1 <i>La création de la quiétude : Influence de l'action politique sur le public</i>	<i>29</i>
1.3.2 <i>La force du langage.....</i>	<i>31</i>
1.4 La construction de problèmes sociaux.....	34
1.4.1 <i>L'analyse des problèmes sociaux : limites de certains cadres d'analyse</i>	<i>34</i>
1.4.2 <i>Le constructivisme et les problèmes sociaux.....</i>	<i>36</i>
1.4.3 <i>L'arène politique : La lutte et les acteurs impliqués</i>	<i>40</i>
1.5 Les victimes comme entrepreneurs moraux modernes.....	42
1.5.1 <i>Le retour de la victime.....</i>	<i>42</i>
1.5.2 <i>Les groupes d'intérêt dans l'arène politique : Qui gagne et qui perd ?</i>	<i>43</i>
1.5.3 <i>La nouvelle construction sociale de la victime</i>	<i>44</i>
1.5.4 <i>La victime et son nouveau pouvoir</i>	<i>45</i>
1.6 Les délinquants sexuels	46
1.6.1 <i>« L'agresseur sexuel » comme construit social.....</i>	<i>46</i>
1.6.2 <i>Crimes sexuels et panique morale : Les années 1980-1990</i>	<i>48</i>
1.6.3 <i>Représentation symbolique de l'agresseur sexuel d'enfants : La création du prédateur sexuel</i>	<i>50</i>
1.7 Les lois sur les crimes sexuels des années 1980 et 1990.....	51
1.8 La Loi de Megan : Pour un répertoire public de délinquants sexuels.....	53
1.8.1 <i>Historique</i>	<i>53</i>
1.8.2 <i>Objectifs visés par la Loi de Megan</i>	<i>55</i>
1.8.3 <i>Fonctionnement de la loi</i>	<i>55</i>
1.8.4 <i>Diffusion rapide du modèle de la Loi de Megan</i>	<i>57</i>
1.9 Élaboration du problème	58

CHAPITRE 2 MÉTHODOLOGIE	62
2.1 Utilisation d'une méthodologie qualitative	63
2.1.1 <i>Utilisation de l'entretien semi-directif</i>	64
2.2.2 <i>Utilisation de l'analyse documentaire</i>	64
2.2 Cueillette des données	65
2.2.1 <i>Échantillonnage</i>	65
2.2.2 <i>Caractéristiques des participants et du matériel documentaire</i>	67
2.2.3 <i>Conditions de la cueillette de données</i>	70
2.3 Traitement des données	72
CHAPITRE 3 L'ARÈNE POLITIQUE HISTOIRE, JOUEURS ET ARGUMENTAIRES	75
3.1 Historique de l'adoption de la Loi de Megan et présentation des acteurs principaux	76
3.2 Argumentaires dans l'arène politique	84
3.2.1 <i>Le délinquant sexuel</i>	86
3.2.2 <i>L'accès à l'information</i>	94
3.2.3 <i>Sécurité et protection du public</i>	99
3.2.4 <i>Surveillance</i>	106
3.2.5 <i>Justice</i>	110
3.2.6 <i>Processus politique</i>	117
CHAPITRE 4:.....	122
CONSTRUCTION PARTICULIÈRE DE LA DÉLINQUANCE SEXUELLE ET SA RÉPONSE	122
4.1 Contexte sociopolitique	123
4.1.1 <i>Contexte social</i>	123
4.1.2 <i>Contexte politique</i>	124
4.1.3 <i>Contexte situationnel : Abus sexuel et meurtre de Megan Kanka</i>	124
4.2 Définition et publicisation du problème	125
4.2.1 <i>Définition du problème par un entrepreneur moral</i>	125
4.2.2 <i>Publicisation du problème</i>	126
4.3 L'anatomie du problème social et le débat	131
4.3.1 <i>La construction du délinquant sexuel</i>	132
4.3.2 <i>Menace à la sécurité du public</i>	137
4.3.3 <i>Absence d'information concernant les délinquants sexuels</i>	139
4.3.4 <i>Un système de justice criminelle défectueux</i>	141
4.3.5 <i>Inaptitude des lois à répondre au problème social</i>	142
4.4 La Loi de Megan comme solution à la construction dominante du problème social	143
4.4.1 <i>Protection et sécurité de la population : L'utilisation d'un modèle de gestion du risque</i>	144
4.4.2 <i>Pour la justice des citoyens</i>	148

4.4.3 Discours alarmiste et opportunisme politique	151
CONCLUSION.....	154
ANNEXES.....	161
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	165

LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES

Tableau 1: Ensemble des projets de lois signés le 31 octobre 1994.....	54
Tableau 2: Répartition des participants	68
Tableau 3: Quotidiens recensés et articles retenus	69
Tableau 4: Liste des personnes interviewées	70
Tableau 5: Répartition des principaux acteurs	77
Tableau 6: Réactions aux arguments contre la Loi de Megan	150
Figure 1: Dyade problème-solution pour la Loi de Megan	155

REMERCIEMENTS

Bien qu'il existait certains obstacles dans l'atteinte d'objectifs fixés dans le cadre de cette recherche, plusieurs personnes m'entourant ont su m'aider à faire d'apparentes barrières des lieux d'apprentissages et de progrès. D'abord, je voudrais remercier mes parents, qui m'ont non seulement encouragé et supporté dans ce que j'accomplissais, mais qui m'ont également forcé parfois malgré eux à clarifier certaines idées ou concepts, suite à de nombreuses discussions que nous avons eu parfois entourés de la famille en entier. Surtout, merci de toujours m'avoir supporté, peu importe vers quelles avenues je me dirigeais. Votre support en ce qui concerne ce mémoire n'est qu'un exemple parmi tant d'autres où je sentais une fierté qui m'épaulait à tout moment.

Je voudrais également remercier mon directeur Benoît Dupont et mon co-directeur Stéphane Leman-Langlois. J'ai énormément appris au cours de ces deux années. Tout au long du processus, je savais que je pouvais compter sur vous pour m'éclairer à chaque fois où je me questionnais par rapport à de nombreux aspects du travail. Cette expérience m'a définitivement encouragé à poursuivre mes études.

Ensuite, je voulais remercier mes amis que j'ai depuis tant d'années. Votre présence m'a fait oublier, parfois littéralement, certaines épreuves qui se présentaient dans mon cheminement académique. Je remercie particulièrement Mélissa qui a démontré une écoute exceptionnelle, en m'offrant son point de vue extérieur et ses conseils si précieux.

Enfin, et ceci touche plus particulièrement les gens et les entités qui ont su me guider ou m'aider lorsque j'étais sur le terrain au New Jersey, j'aimerais remercier tous ceux qui ont accepté de me laisser entrer dans leur bureau ou domicile, afin que je puisse réaliser mes entretiens. Sans vous, cette étude aurait été impossible. Je remercie également le personnel d'information générale de la législature du New Jersey qui a été si généreux de son temps, ainsi que les bibliothécaires de la bibliothèque juridique du New Jersey qui ont été extrêmement réceptifs et aidant. Finalement, merci au personnel de sécurité du *New Jersey State House*, qui ont su me guider au travers les innombrables corridors et bureaux de l'établissement.

INTRODUCTION

Le 29 juillet 1994, Megan Kanka, une jeune fille de la municipalité de Hamilton au New Jersey, est enlevée par un individu qui, quelques jours plus tard, se révélera être son voisin d'en face, Jesse Timmendequas. Le même soir, ce dernier l'agresse sexuellement et la tue. On se rendra rapidement compte que Timmendequas avait fait l'objet dans le passé de deux condamnations pour agressions sexuelles sur des jeunes filles. Suite à cette tragédie, les parents de Megan, et principalement sa mère Maureen Kanka, luttèrent pour la création d'une loi qui révélerait automatiquement au public l'identité et le lieu de résidence des délinquants ayant fait l'objet d'une condamnation pour un crime sexuel. Dans l'espace d'une semaine, 100 000 signatures avaient été obtenues sur une pétition distribuée par les Kanka. Moins de trois mois plus tard, soit le 31 octobre 1994, la « Loi de Megan » était ratifiée. Ce terme parapluie se constituait de deux lois complémentaires qui allaient dans un premier temps créer un répertoire étatique centralisé de délinquants sexuels et dans un deuxième temps, rendre public une partie de l'information contenue dans ce registre.

Notre étude se centre sur ce cas et tente de comprendre comment une construction particulière de la délinquance sexuelle comme problème social mena à la réponse pénale spécifique qu'était la Loi de Megan. Pour ce faire, nous analyserons les discours et argumentaires politiques en lien avec l'affaire. À cette étape, nous tentons de saisir l'ampleur mais surtout la définition particulière du problème perçu. Ensuite, nous cherchons également à répertorier les divers discours en lien avec le répertoire public lui-même. Finalement, l'étape cruciale consiste à analyser les liens entre la perception particulière de la délinquance sexuelle et la solution qui lui était rattachée.

Le crime dont Megan fut victime, ainsi que la réponse qui fut jugée appropriée, prennent place dans un contexte historique, social et culturel particulier aux États-Unis. À partir du début des années 70 (que nous qualifierons dorénavant de modernité tardive¹), la période de grande prospérité économique d'après-guerre prenait fin (Higgs, 1992), notamment avec la crise du pétrole en 1973. Du même coup, l'État-Providence qui jadis

¹ traduit de *late modernity* de plus en plus reconnue comme étant la période débutant au milieu des années 70 et se poursuivant jusqu'à nos jours (Garland, 2001 ; Simon, 2000 ; Crawford, 2001b).

tentait de palier aux inégalités sociales et économiques présentes dans l'économie capitaliste, était fortement critiqué, plus spécifiquement en ce qui regarde la bureaucratie perçue comme étant inefficace, lourde et trop coûteuse (Cohen, 1985 : 34 ; Garland, 2001 : 94). La gestion du crime par l'État n'échappait pas au contexte social qui l'entourait, alors qu'un pessimisme généralisé s'installait quant au modèle étiologique réhabilitatif qui jadis, avait peu été questionné (Levenson et D'amora, 2007). Ce modèle, issue d'une criminologie positiviste, mettait l'accent sur les causes psychologiques et socioéconomiques du crime. Dans ce contexte, l'État s'investissait dans la réhabilitation des criminels ou encore des déviants par diverses formes de thérapies, afin de les replacer dans la « normalité ». Le désenchantement face à ce modèle, se résumant par l'expression de Martinson (1974) devenue célèbre « nothing works », provenait de plusieurs études indiquant des résultats peu encourageants concernant une panoplie de programmes à visée réhabilitative. Face à cet apparent constat d'échec, Garland (2001 : 55) propose que l'idéal de la réhabilitation perdit une partie de son attrait. Bien que l'on ne puisse parler d'une véritable disparition du modèle réhabilitatif, son abandon partiel laissa tout de même un certain vide autant idéologique que pratique. Cet espace fut graduellement rempli par deux idéologies différentes, voire quasi-paradoxaux : D'une part, l'arrivée de la criminologie du contrôle (que Garland nomme *control theories* ou encore *criminologies of everyday life*), qui met désormais l'accent non pas sur les causes du crime mais sur les risques qui lui sont associés ; d'autre part, une culture répressive qui s'installe dans les années 80 et 90.

La « crise étiologique », identifiée par Young (1986) laissait présager qu'à défaut d'intervenir sur les causes du crime, nous devrions maintenant l'accepter et vivre avec le risque qu'il engendre (Garland, 2001 : 15). Une façon de le faire est de tenter de gérer les risques associés au crime à l'aide de divers outils, dont plusieurs qui sont reliés à la surveillance. Par exemple depuis les années 80 on peut parler d'une augmentation prononcée de personnel provenant de compagnies de sécurité privée ou encore de l'utilisation accrue de modes technologiques de surveillance tels les caméras de surveillance, les bracelets électroniques et l'écoute électronique (Brodeur, 2003 : 328). En matière de délinquance sexuelle, mis à part la présence d'outils tels la surveillance à

distance à l'aide de systèmes GPS ainsi que l'exclusion de délinquants sexuels de certaines zones résidentielles (Levenson et D'Amora, 2007), les répertoires de délinquants sexuels sont communs, spécialement dans les pays anglo-saxons. Toutefois, à l'exception des États-Unis, ces répertoires ne sont pas disponibles au public. Généralement réservés à un usage policier (par exemple au Canada et en Grande-Bretagne), ces outils permettent aux autorités de savoir où résident certains délinquants sexuels en liberté après avoir purgé leur peine et contiennent de l'information sur leurs crimes et leurs sentences passées. L'objectif principal en est un de sécurité publique, puisque le répertoire faciliterait le travail policier dans des affaires d'agressions sexuelles en permettant à la police d'accéder rapidement à une banque de données de potentiels suspects déjà fichés².

Les années 80 et 90 sont aussi une période marquée par une culture répressive envers le crime, du moins dans certains pays du monde occidental dont les États-Unis et l'Angleterre (Garland, 2001 : 98 ; Hudson, 2003 : 61)³. À cette époque, les gouvernements américains et anglais, largement soutenus par la population, prônent le retour de la discipline morale et des valeurs traditionnelles. Ils s'attaquent ouvertement au crime avec des politiques pénales plus dures et répressives, créant l'image du criminel fondamentalement méchant qui mérite d'être dissuadé ou puni⁴.

Le délinquant sexuel est un exemple intéressant de cette évolution. En effet, la façon dont la société perçoit le délinquant sexuel a énormément changé au travers les époques, et avec elle la réponse pénale qui lui est réservée. Au même titre que d'autres comportements ou manières d'être plus souvent qu'autrement jugés moins graves, comme par exemple l'homosexualité, la consommation de tabac, de drogues, d'alcool et la prostitution, les comportements sexuels déviants, incluant ceux plus graves aux yeux

² Sur ce point, voir la brochure de la Gendarmerie Royale du Canada (2004).

³ Aux États-Unis se succédèrent les présidents néo-conservateurs Ronald Reagan (en poste de 1981-1989) et George Bush (en poste de 1989-1993) et en Angleterre, la conservatrice Margaret Thatcher demeurait en poste de 1979 à 1990.

⁴ Au Canada, cette approche de la « loi et ordre » est plus observable aujourd'hui au travers une ligne de pensée « tough on crime » (Conservative Party of Canada, 2008) adoptée par le gouvernement conservateur qui incluait dans sa plateforme électorale de 2008 l'augmentation de la sévérité des peines ainsi que l'augmentation des contrôles sur la criminalité (lutte contre les drogues par exemple).

de la loi, ont fait l'objet d'une attention et de réactions fortement différentes d'une époque à l'autre, ce qui pourrait sembler contre-intuitif pour plusieurs (Jenkins, 1998). Si certaines périodes dans les derniers siècles se caractérisent par une quasi-indifférence généralisée envers les actes de déviance sexuelle, d'autres se démarquent par la peur et le dégoût envers les mêmes comportements (Angelides, 2003 ; Zgoba, 2007 ; Jenkins, 1998). Ceci ne veut pas dire pour autant que certaines conduites sexuelles déviantes comme l'agression sexuelle par exemple ont déjà été jugées complètement acceptables. Toutefois, c'est plutôt au niveau de l'intensité et la nature de la réaction sociale face à l'acte que l'on peut véritablement parler de variations considérables. Non seulement le niveau de désapprobation sociale change, ce qui par conséquent influence la réponse pénale, mais la façon de définir la catégorie « délinquance sexuelle » change tout autant d'époque en époque. Ainsi, si l'on perçoit le délinquant sexuel comme étant directement et totalement responsable de ses actes à une certaine époque, on le définit comme étant atteint d'une maladie et nécessitant de la thérapie dans une autre. En bref, si un court historique de la délinquance sexuelle peut nous apprendre une chose, c'est que le caractère apparemment « problématique » d'un comportement comme la déviance sexuelle ne provient pas seulement de la nature du comportement, mais surtout d'un processus continu de construction sociale. En d'autres mots, comme pour toute autre forme de déviance, le facteur qui détermine la plupart des caractéristiques est la forme que prend la réaction de la société, la manière dont est défini le problème social de la délinquance sexuelle. D'un point de vue académique, il devient donc intéressant d'aller explorer cette construction afin de comprendre comment et pourquoi une réaction sociale et surtout en ce qui nous concerne, une réponse pénale spécifique, est alors mise sur pied.

Le premier chapitre de cet ouvrage se consacre à la littérature existante sur les divers aspects de notre sujet, entre autres sur le contexte social et politique présent à l'époque où la Loi de Megan fut adoptée, sur l'impact du discours et de l'action politique sur le public et sur la théorie de la construction des problèmes sociaux, qui est le cadre d'analyse que nous avons adopté. Nous explorons également la construction particulière de la victime et du délinquant sexuel vers le début des années 90. Enfin, nous faisons

l'inventaire des multiples lois qui portaient sur les délinquants sexuels dans les années 80 et 90, dont bien sûr la Loi de Megan.

Le deuxième chapitre porte sur la méthodologie utilisée afin de répondre à nos objectifs, une approche qualitative fondée sur les archives journalistiques, les textes de lois et d'entretiens avec des acteurs politiques (ayant activement participé au débat sur la Loi de Megan au New Jersey) compose le matériel nécessaire à l'analyse.

Le chapitre 3 consiste dans un premier temps à faire un historique du cas en s'assurant d'énumérer les événements marquant dans le temps. Cette première étape nous donne également l'occasion de présenter la grande partie des acteurs activement impliqués dans le débat politique menant à la Loi de Megan. Dans un deuxième temps, une énumération des argumentaires et discours politiques en lien autant avec le problème social perçu que le répertoire public est faite et structurée selon certains thèmes.

Finalement, le chapitre 4 consiste à analyser les divers liens entre une perception particulière du problème social de la délinquance sexuelle avec la solution identifiée qu'était la Loi de Megan. Plus spécifiquement, nous témoignons dans un premier temps du contexte sociopolitique permettant en partie à notre cas d'exister. Nous abordons ensuite la façon dont le problème social de la délinquance sexuelle est devenu l'objet d'un débat public. Nous déconstruisons ensuite la perception collective du problème social et tentons d'expliquer comment elle se liait naturellement avec la solution.

Avec cette étude, nous cherchons à informer un cadre théorique déjà existant, soit celui de la construction des problèmes sociaux. Elle permet de valider, d'invalidier ou encore de mitiger certains aspects liés à un cadre théorique déjà bien en place. Elle permet également de contextualiser les divers éléments théoriques dont nous traitons. Ensuite, sur le plan pratique, l'étude met en lumière sur des situations semblables à celle étudiée dans le cas. Ainsi, dans un contexte sociopolitique similaire et avec un cas similaire, la présente étude pourrait éclairer le corps législatif d'un État quelconque concerné par le cas. En outre, bien que notre étude se prête à l'analyse d'un cas sur le sol américain, il

est clair pour nous qu'elle est fortement utile chez nous. Même si le répertoire de délinquants sexuels n'est pas disponible au public au Canada, cela ne veut pas dire qu'aucun débat n'existe sur la question. Bien au contraire, dans la province de Québec en juin 2008, moins d'un an après la disparition fort médiatisée de la jeune Cédrika Provencher, l'ADQ proposait que le répertoire soit rendu public (Radio-Canada, 3 juin 2008). Au niveau fédéral, au début du mois de juin 2009, le ministre de la Sécurité publique Peter Van Loan proposa un renforcement du répertoire (Sécurité publique Canada, 2009). Sans pour autant demander à ce qu'il soit rendu public, certaines nouvelles mesures telles l'inclusion automatique de tous les délinquants sexuels au registre, l'obligation pour les accusés de fournir un échantillon d'ADN ainsi que le renforcement de l'accès des policiers au répertoire furent adoptées. Bref, au Canada, il est clair que dans le cas de ces répertoires, nous parlons de renforcement et presque jamais d'affaiblissement ce qui suggère que la question n'est toujours pas réglée. Finalement, cette étude contribue de façon à la fois théorique et pratique, puisqu'elle permet un rattachement avec des études habituellement quantitatives visant à évaluer les effets concrets de la mesure. Si plusieurs études traitent des effets de la mesure, cette présente étude est la première que nous pouvons répertorier qui traite des discours et argumentaires qui ont permis à la loi d'exister. Considérant ce qu'amène l'étude, il devient donc possible d'affirmer : voilà ce qui est arrivé, voici comment le discours politique a construit le problème ainsi que la solution, et en voici ses conséquences.

CHAPITRE 1

LA LOI DE MEGAN EN CONTEXTE SOCIOPOLITIQUE

Au cours de ce chapitre, nous allons premièrement chercher à mieux comprendre les diverses théories du contrôle social et du risque. Pour ce faire, nous allons principalement nous inspirer de la pensée d'Ulrich Beck, qui amène entre autres la notion du risque comme nouvelle façon de percevoir le réel dans la société contemporaine. Si plusieurs éléments qui nous entourent sont perçus comme étant des menaces ou des risques potentiels, la solution en devient une de gestion du risque. Nous verrons en quoi le crime n'échappe pas à cette nouvelle façon de penser et d'agir. Ensuite, nous explorerons la culture répressive des années 1980 et 1990 à l'aide de la pensée de Murray Edelman, qui explique comment l'action gouvernementale (création de lois) vise à créer et à maintenir une quiétude relative au sein de la population. En d'autres mots, nous voudrions comprendre comment l'action gouvernementale se déploie dans son contexte social. Après cette mise en contexte général, nous explorerons un cadre théorique plus spécifique à notre objet, celui de la construction des problèmes sociaux. Nous explorerons ensuite la façon dont la victime de crime fut construite dans ce même contexte des années 80 et 90. Par la suite, nous traiterons de la construction de la délinquance sexuelle et du délinquant sexuel lui-même, pour ensuite témoigner de l'émergence de multiples lois qui visaient à réprimer ou punir le délinquant sexuel en particulier. Nous terminerons le chapitre en problématisant le cas à l'étude.

1.1 La notion du risque dans la société occidentale

Plus tôt, nous avons effleuré la question du risque et de sa gestion en ce qui concerne la réponse pénale. Or, cette importance donnée au risque ne se limiterait pas seulement au crime. Bien au contraire, Beck (1995, dans Eldridge et Reilly, 2003 : 138) mentionne que dans les sociétés occidentales contemporaines, nous sommes quasi-obsédés par les risques inhérents aux accidents, aux erreurs technologiques, aux désastres écologiques et aux avancées scientifiques. En ce sens, l'importance donnée au risque dans la réponse pénale n'est qu'une ramification ou encore un symptôme d'une plus grande réalité qu'Ulrich Beck (1992a) a nommé *La société du risque*. Cette réalité telle que la voit l'auteur sera dans un premier temps discutée et dans un deuxième temps, des liens

importants seront tissés avec le crime et la réponse pénale étant donné le fait qu'au travers son œuvre, il n'est pas question de crime comme tel.

1.1.1 La naissance du risque

S'il existe plusieurs éléments qui définissent ce qu'est la société du risque, Hudson (2003), dans son analyse de la justice au sein de la société du risque, nous dit que dans la société contemporaine, le risque est devenu « [...] central, une préoccupation globale jusqu'au point où il configure les institutions contemporaines ainsi que la conscience collective contemporaine » (traduction libre : 43). Ceci ne signifie pas que la notion du « risque » est une nouveauté en soi, simplement qu'elle définit d'une certaine manière la modernité tardive.

Certes le risque a toujours existé, mais dans les périodes qui précèdent la nôtre, le risque avait cette particularité d'être perçu comme étant extérieur à la société (Beck, 1992b). Par exemple, il y avait toujours un risque qu'une ville soit victime d'un désastre naturel. Toutefois, on concluait n'avoir que peu, sinon aucun contrôle sur la force et l'effet de la catastrophe. La différence avec les époques passées et celle de la *seconde modernité* selon Beck (1992a), c'est que dans la plus récente, les risques sont en grande partie le produit de la *surproduction industrielle*, c'est-à-dire une création entièrement humaine (p.21). Beck (1996) nous parle même de « l'incertitude fabriquée » (*fabricated uncertainty*⁵) dans un ouvrage subséquent. Nous pouvons penser aux multiples risques qui proviennent de la pollution de l'environnement, tels certains risques liés à l'alimentation (aliments contaminés), à l'émergence ou la propagation de nouvelles maladies (pandémies), à l'extinction de certaines espèces quasi-vitales au bon fonctionnement de la chaîne écologique, au réchauffement de la planète qui amène avec lui une multitude de problèmes connexes, ou encore à la possibilité de catastrophes nucléaires comme celle de Tchernobyl.

⁵ Cette notion peut être comprise de deux façons différentes. Si la première, plus réaliste, a été expliquée dans le texte, la deuxième est celle qui suit. Beck s'inspire tout de même d'une approche socio-constructiviste quand il parle du risque comme étant une incertitude fabriquée. Pour lui ainsi que d'autres auteurs comme Kaspersen, Kaspersen, Pidgeon et Slovic (2003 : 15), le risque doit d'abord et avant tout être reconnu, perçu et interprété comme étant un véritable risque sans quoi il reste invisible et à la limite inexistant à nos yeux.

1.1.2 La conscience du risque : Les yeux grands ouverts dans l'ère de l'information

Maintenant, si nous savons d'où proviennent ces « nouveaux risques », cela ne veut pas dire pour autant que l'on peut maintenant les ignorer. Au contraire, Beck (1992a) souligne le fait que les sociétés occidentales contemporaines sont devenues fortement consciente des risques qui l'entoure. Au niveau politique, cette tendance est claire selon Vandenberghe (2001), qui résume la pensée de Beck en disant que la société du risque « [...] n'externalise plus ses problèmes écologiques mais au contraire, les prend en compte et s'autopolitise pour éviter le pire » (p.25). La population en général est également fortement préoccupée par les divers risques auxquels elle fait face (Beck, 1992a). Alors qu'elle était auparavant peu inquiétée par les divers « risques » l'entourant, elle est graduellement devenue plus inquisitive. En somme, on veut obtenir l'information nécessaire afin de prendre des décisions éclairées quant aux divers risques que l'on court.

Or, cette quête constante d'information ne s'applique pas qu'au risque, mais s'appliquerait de façon plus large. Plusieurs chercheurs suggèrent qu'avec les récentes avancées technologiques, nous serions entrés dans une « ère de l'information » (Webster, 1995 : 1 ; Masuda, 1980 : 49 ; Kumar, 1995 : 9). L'information a pris une telle importance qu'elle serait devenue un symbole majeur de la société dans laquelle nous vivons (Martin, 1988 : 303 dans Webster, 1995 : 1). Premièrement, l'ère de l'information se caractériserait par une quantité énorme d'information en circulation et disponible pour tous (Webster, 1995 : 21). Non seulement elle est disponible, mais elle est adaptée à tous les types de publics. Si auparavant, l'information (par exemple, les nouvelles) était standardisée et livrée au public en général par les mass médias, il existe depuis les années 80 d'innombrables types d'informations disponibles à partir d'innombrables sources, ce qui fait que chacun y trouve son compte dans sa quête d'information (Kumar, 1995 : 10). De plus, Webster (1995 : 21) ajoute que l'information est de plus en plus facilement accessible via la technologie. Les télécommunications permettent à tous d'avoir un accès rapide à l'information désirée, sans avoir besoin de se déplacer (Kumar, 1995 : 10). Finalement, l'ère de l'information

se caractériserait par une diffusion prononcée du savoir (Kumar, 1995 : 12) où l'importance de ce savoir surpasserait celle du capital, du travail (Kumar, 1995 : 12). Il faut « savoir avant l'autre », être à l'affût des nouvelles technologies, prédire ce que l'autre fera et agir en conséquence. L'accès à l'information dans ce contexte est donc primordial. Le savoir devient donc une valeur ou un *capital* (Kumar, 1995 : 12) nécessaire à la réussite.

Si nous baignons, depuis plusieurs dizaines d'années, dans une société où le fait de « savoir » est une valeur sûre, où nous sommes accoutumés à avoir l'information à portée de main, l'information quant aux divers risques encourus ne devrait pas y faire exception. Beck (1992a) le dit lui-même : « La société du risque dans ce sens en est une de sciences, de médias et d'information » (traduction libre : 46). Ce que l'on peut comprendre de cette phrase, c'est que la société du risque analyse et rend compréhensible le risque (science) et le distribue via différents canaux (information/médias). Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que la population demande à être constamment informée sur les diverses menaces qui l'entourent. Ceci permet un questionnement, un « double regard » (*double gaze*) sur tout ce que nous voyons et consommons, dans un monde où tout ce qui est visible est perçu comme étant accompagné d'un danger invisible (Beck, 1992a : 72). Même les experts en risque sont questionnés (Beck, 1992a : 156 ; Hudson, 2003), c'est-à-dire que ceux qui détiennent le pouvoir de reconnaître, d'analyser et de dévoiler un risque potentiel sont à la fois écoutés et questionnés. Ils ne sont dorénavant plus vus comme étant les seuls véritables sources de savoir. Bref, la société contemporaine est fortement consciente des diverses menaces qui l'entourent. Maintenant, nous pourrions nous demander ce qui résulte de cette nouvelle vigilance.

1.1.3 L'incertitude dans le risque : La peur de se que l'on ne connaît pas

How to live in the shadow of global risks? How to live, when old certainties are shattered or are now revealed as lies?

Beck (2006 : 331)

Comment vivre dans un monde où tout est une menace potentielle ? Il est évident que cette question soulève l'anxiété chez plusieurs. Beck (1992a) le soulève à plusieurs reprises. Pour lui, l'anxiété est un corollaire à la société du risque. Le vide laissé par la

quasi-absence de certitudes est rempli en partie par l'anxiété, la peur, l'incertitude et l'insécurité. Beck (1992a) résume cette réalité par l'expression *I am afraid* (p.49) ou « j'ai peur ». Or il semble évident que des émotions telles que la peur, l'insécurité ou l'anxiété provoquent un certain inconfort. Il semble également logique qu'un individu ou un groupe d'individus affligés par de telles émotions souhaitent s'en sortir. Beck (1992a : 49) se pose certaines questions à ce sujet. Il se demande d'une part jusqu'à quel point un groupe d'individus peut endurer l'anxiété ? L'anxiété conduira-t-elle la population à l'irrationalité, à l'extrémisme voire même au fanatisme ? En somme, il se demande jusqu'à quel point un groupe d'individus ira afin d'éviter cet inconfort quasi-existential.

1.1.4 Calcul, prévention et contrôle du risque comme réponse à l'anxiété

Pour Beck, un risque, même s'il est fabriqué ou encore construit socialement, devient néanmoins un enjeu ou un obstacle tout à fait réel. Si cette idée d'une menace environnante provoque de l'anxiété, de l'insécurité, on peut penser que la population souhaite que des mesures soient prises afin d'apaiser ces émotions. Or le risque est d'abord une probabilité qu'un événement non souhaitable se produise (Rosa, 2003 : 55). Cette probabilité, aussi minime soit elle par moments, est tout de même existante. En ce sens, il semble que l'on ne puisse réellement empêcher le risque comme tel. De surcroît, on se doit également de considérer le degré de sévérité associé à chaque risque. Tout risque comporte sa conséquence potentielle qui peut être plus ou moins grave. En d'autres mots, les conséquences de certaines situations ou comportements à risque sont perçues comme étant plus graves que d'autres, sans égard à la probabilité que le risque devienne réalité. Dans ce cas, n'est-il pas possible d'analyser, de calculer, de minimiser, voire de contrôler les risques jugés les plus graves ?

Ainsi nous sommes, depuis environ 40 ans, entrés dans l'ère du risque. Notre réponse à cette conscience accrue des différentes menaces est la *gestion* de ce risque. Au niveau des politiques (*public policy*), la gestion du risque (*risk management*) est devenue un élément primordial (Breakwell et Barnett, 2003 : 80). Des experts en risque viennent en aide aux décideurs afin de bien gérer le risque et les effets qu'il a sur la population (Kasperson et coll., 2003 : 38). Malgré l'ambivalence du public face aux experts, ces

derniers sont devenus indispensables, et pour le public et pour le gouvernement en place (Beck, 1992a : 53). D'une part, ils répondent aux questions anxiogènes et d'autre part, ils cadrent et calculent le problème, ce qui crée plus de certitude et par conséquent, abaisse le niveau d'anxiété (Beck, 1992a : 54 ; Beck, 2006). Paradoxalement, en cadrant ledit « problème », cette même expertise, cette science, a également pour effet de *créer* le risque puisque leurs activités consistent en l'identification et l'évaluation des risques (Beck, 1992a : 155). Ces mêmes experts informent ensuite les décideurs sur ce qui devrait être fait afin de gérer les risques (p.156). Par exemple, en ce qui concerne la menace terroriste, certains experts se doivent de proposer des solutions appropriées advenant une attaque. On met ensuite en pratique certaines de ces stratégies en tentant de prédire ce qui peut parfois sembler imprévisible et *contrôler ce qui peut sembler incontrôlable* (Beck, 2006 : 41).

1.1.5 Crime et société du risque

Bien que Beck ne se réfère que très minimalement au crime au travers ses écrits, il n'en demeure pas moins que plusieurs chercheurs ont utilisé les théories liées à la société du risque afin d'enrichir la pensée sociologique et criminologique.

Peur du crime dans la société du risque

Si l'idée du risque est partout présente dans la modernité tardive, il ne devrait pas être surprenant que ceci s'applique également au risque d'être victime d'un acte criminel. D'une part, l'information concernant le crime n'échappe pas à l'ère de l'information. Plusieurs auteurs s'entendent pour dire qu'un intérêt médiatique grandissant pour le crime est présent depuis les 30 dernières années (Garland, 2001 : 153 ; Elias, 1993 : 7 ; Hollway et Jeffersson, 1997). L'information quant au crime dans la modernité tardive circule ardemment, ce qui expose le public à la menace potentielle qui les entoure.

Or cette incertitude, nous l'avons établi précédemment, risque de créer de l'anxiété et l'insécurité. Si certains risques demeurent tout de même minimalement calculables, le risque qu'un acte criminel soit perpétré est extrêmement difficile à prédire et encore plus difficile à calculer (Hollway et Jefferson, 1997). Étant donné le caractère quasi-imprévisible d'un acte criminel, on peut penser que l'anxiété, l'insécurité voire la peur

du crime sont des réactions plus ou moins naturelles à la menace, comme c'est le cas pour les autres types de risques. Si la population dans la modernité tardive est de plus en plus marquée par diverses insécurités (Crawford, 2001b ; Hind et Daly, 2001 : 260), le crime en fait définitivement partie si nous nous fions aux propos de Garland (2001 : 10) :

Since the 1970s fear of crime has come to have a new salience. What was once regarded as localized, situational anxiety, afflicting the worst-off individuals and neighborhoods, has come to be regarded as a major social problem and a characteristic of contemporary culture.

Devant cette peur du crime, plusieurs se sentent vulnérables face à la menace (Garland, 2001 : 164 ; Proctor, Badzinzi et Johnson, 2002). Ils souhaiteraient presque à tout prix que « quelque chose soit fait » et que « quelqu'un soit blâmé » (Garland, 2001 : 164).

La gestion du crime

Nous avons effleuré la question de la gestion du crime lors de l'introduction. Si dans les paragraphes précédents, nous avons établi l'importance relative du risque dans la société, cette gestion du crime s'insère dans ce cadre de pensée. Ainsi, il s'agit de gérer le risque qu'une récidive ou un acte criminel se perpétue. S'il est vrai qu'il existe différentes façons de définir la gestion du crime, nous voulons tout de même éviter des complications d'ordre sémantiques et conceptuelles. La gestion du crime pour nous chapeautera deux approches majeures que nous séparerons dans notre ouvrage : l'évaluation du risque ainsi que le contrôle du crime.

En premier lieu, l'évaluation du risque réfère au calcul du risque, plus spécifiquement le risque de récidive criminelle. De façon plus large, les différents gouvernements dans la société du risque ont de plus en plus recours à des systèmes experts qui adoptent un modèle de gestion similaire à celui utilisé par les compagnies d'assurance, ce qui fait en sorte que les décisions institutionnelles deviennent de plus en plus dépendantes de la production du savoir scientifique lié au risque (Simon, 1988 ; O'Malley, 1996 dans Rigakos et Hadden, 2001). On parle ici d'une « [...] perspective managériale, un langage actuariel (la probabilité et le risque) appliqué à des populations (distributions

statistiques) » (Mary, 2001 : 35). Au niveau pénal, cette approche mathématique et statistique est mieux connue sous le nom de « justice actuarielle » (Mary, 2001 ; Hudson, 2003 : 49). Elle s'applique quasi-exclusivement au calcul du risque de récidive. En somme, la justice actuarielle permet aux fonctionnaires de l'État de classer le niveau de risque des individus à partir d'outils développés en grande partie dans les milieux universitaires. La réponse pénale (correspond souvent à une décision de libérer un détenu ou non) est ensuite administrée en fonction de cette classification (Mary, 2001). Le contrôle du crime est donc fortement lié avec les évaluations du niveau de risque car plus souvent qu'autrement, cette justice actuarielle déterminera le niveau de contrôle et/ou de supervision à octroyer à un individu. Toutefois, la visée du contrôle du crime est différente de celle de l'évaluation du risque (Hudson, 2001).

En contraste à l'évaluation du risque, le contrôle du crime tente d'éliminer le risque en considérant plus spécifiquement la protection de la société (Garland, 2001 : 12). En d'autres mots, le contrôle du crime est un effort d'élimination de la possibilité de la perpétration d'un crime. Nous avons déjà nommé, lors de l'introduction, différentes méthodes de contrôle du crime, entre autres les divers moyens technologiques. Cependant, il existe bien d'autres moyens de « neutraliser » l'individu. Certains peuvent sembler simplistes tels que l'augmentation de la longueur et de la fréquence des peines privatives de liberté et l'augmentation d'agents de police/sécurité sur un territoire donné. D'autres sont un peu plus innovatrices comme c'est le cas pour la modification de l'architecture d'établissements, de quartiers et même de villes afin de rendre la perpétration d'un crime plus difficile (Katyal, 2002). Les répertoires publics de délinquants sexuels font partie de ces instruments de contrôle du crime. Ils cherchent moins à évaluer le risque qu'à l'éliminer (bien qu'il y ait évaluation lors de l'enregistrement), par le biais entre autres d'objectifs poursuivis tels que l'augmentation de la vigilance de la communauté. Bref une panoplie d'outils s'offrent à ceux qui oeuvrent dans le domaine du contrôle du crime.

1.1.6 Conclusion de section: Gérer le crime dans la nouvelle société du risque

Au cours de la dernière section, nous avons premièrement tenté de mettre de la lumière sur un concept théorique relativement nébuleux qu'est la société du risque. En bref, ce

concept se résume par le fait que la société contemporaine pense en fonction des risques qu'elle court de s'exposer à diverses menaces environnantes. Ce qui est plus important toutefois, c'est la façon dont cette même société répond à sa nouvelle façon de percevoir la réalité. Elle tente de gérer le risque en le calculant, en le mesurant et en développant des outils lui permettant de s'en protéger. Bref, les divers acteurs de la société adoptent une approche rationnelle face au risque. Ces outils proviennent habituellement de la science et sont de plus en plus utilisés par l'État (Pidgeon, Kasperson et Slovic, 2003), comme c'est le cas pour la gestion du crime. D'une part, les outils actuariels permettent un calcul du risque de récidive. La réponse pénale s'adapte souvent à ce calcul. D'autre part, le contrôle du crime renvoie à l'idée d'empêcher le risque qu'un crime soit commis. Cette double stratégie d'attaque se démarque comme étant la forme de réponse pénale en vogue notamment depuis les années 90. Dans ce contexte, le crime se voit vidé de sa caractérisation « moralement répréhensible », pour être redéfini comme étant un risque calculable et contrôlable (Ericson et Haggerty, 1997: 40).

En parallèle à cette approche scientifique, rationaliste, existe également un courant moraliste anti-crime, une culture répressive. Cette approche répressive vise à punir l'individu (le méchant) qui menace la cohésion du groupe (Tyler et Boeckmann, 1997). Au niveau pratique, toutefois, ces deux approches apparemment différentes se sont complétées, voire confondues jusqu'à un certain point dans la modernité tardive. Le contrôle du crime s'est fondu dans cette culture répressive, ou « expressive » pour utiliser l'expression de Garland (2001 : 8). Si la justice expressive ne vise aucunement le calcul et la gestion du risque, les mesures de contrôles du crime conviennent souvent à cette approche, puisque l'individu contrôlé est tout de même souvent puni du même coup. D'autre part, dans un contexte de société du risque, la gouvernance vise principalement à assurer la sécurité de la population, où l'on tente de réduire ou de s'attaquer aux dangers environnants (Ericson et Haggerty, 1997: 85). Cet objectif est en partie partagé par une culture répressive.

1.2 Contrôle du crime et culture répressive : Pour la sécurité et pour la conformité ?

Garland (2001 : 8) souligne que le début des années 80 est marqué par un retour de la justice expressive et un durcissement des peines qui se poursuivra pendant les années 90 aux États-Unis et en Angleterre. Alors que les gouvernements conservateurs états-uniens et britanniques accédèrent au pouvoir, une nouvelle politique de « loi et ordre » émergea (Elias, 1993 : 1). Ces gouvernements, par l'entremise de diverses lois et actions politiques, adoptèrent et prônèrent une position « dure sur le crime ». Souvent, cette approche se traduisait par une réponse directe aux demandes de la population. L'État, dans le but de rassurer la population, adoptait alors une approche plus punitive et sévère envers la criminalité, ce que plusieurs auteurs qualifient de punitivisme populiste (Crawford, 2001 ; Simon, 1986 ; Garland, 2001 : 172 ; Levenson et D'Amora, 2007). D'ailleurs, Il est à noter que selon plusieurs auteurs (Garland, 2001 ; Levenson et D'Amora, 2007 ; Tyler et Boeckmann, 1997), la population réclame de plus en plus les mesures punitives et sévères et participe donc activement à la pénalisation plus dure. Plusieurs politiciens utilisent et mobilisent des groupes luttant dans l'intérêt des victimes afin de faire accepter certaines lois sévères contre diverses formes de crime (Elias, 1993 : 4).

Plusieurs lois et actions témoignent de cette réalité. Nous pouvons entre autres penser aux lois « Three Strikes You're Out » dans certains États des États-Unis (début des années 90) qui introduisaient la sentence obligatoire à longue durée à tout individu ayant commis un troisième crime grave (Tyler et Boeckmann, 1997). Nous pensons aussi aux diverses guerres contre le crime chez nos voisins du sud. En 1982, le président Ronald Reagan déclara la « guerre contre les drogues », faisant des substances illicites et des individus impliqués dans leur trafic et usage de véritables ennemis de l'État (Badgley, 1988). Pendant les années 90, la cible principale devient les délinquants sexuels, qui font alors l'objet de multiples lois permettant un contrôle plus serré ainsi que des peines plus sévères à leur endroit (Hinds et Daly, 2001). Les répertoires publics de délinquants sexuels instaurés aux États-Unis font partie intégrante de ces lois.

Il semble qu'à cette époque, un objectif clair se dégage des différentes politiques et lois : sécurité et conformité morale et sociale. Une « guerre contre le crime⁶ », c'est ni plus ni moins une expression forte en sens qui signifie une attaque contre ce qui donne à la population un sentiment d'insécurité, ce qui l'apeure et ce qui est à l'encontre des valeurs sociales. L'objectif symbolique est clair : En éliminant le problème criminel, nous obtiendrons la sécurité et la conformité de la population. Si les moyens pour arriver à cet objectif sont plus durs pour certaines tranches de la société (punition, répression, justice expressive, contrôle), la prémisse de départ, du moins celle qui est soumise à la population, est généralement acceptée.

1.3 Quiétude publique : l'action politique et le public

1.3.1 La création de la quiétude : Influence de l'action politique sur le public

Au travers son œuvre de 1971, *Politics as symbolic action: mass arousal and quiescence*, Murray Edelman démontre efficacement l'effet escompté de toute action politique sur le public : la quiétude, l'apathie de la population. Pour Edelman, l'expression « quiétude politique » renvoie à ce qui suit :

Political quiescence toward a policy area can be assumed to be a function either of lack of interest — whether it is simple indifference or stems rather from a sense of futility about the practical prospects of securing obviously desirable changes — or the satisfaction of whatever interests the quiescent group may have in the policy in question (1960: 695)⁷.

De ce terme émerge donc cette idée d'apathie généralisée dans la population. On ne peut toutefois supposer que cette apathie est atteinte à tout coup, que le corps politique, de par son action, atteindra nécessairement ses objectifs. Ici, nous tenterons tout de même d'expliquer la façon dont une relative quiétude a pu être créée par l'action politique aux États-Unis lors des années 80 et 90. Afin de le comprendre, nous nous inspirerons essentiellement du cadre théorique d'Edelman, qui propose trois réponses majeures.

D'une part, l'auteur avance que les actions gouvernementales génèrent des cognitions sur des thèmes ou des situations qui n'offrent peu sinon aucune alternative (*few or no*

⁶ Elias (1993) explique plus en détails au chapitre 2 à quel point l'expression « crime wars » est lourde de sens puisqu'elle amène avec elle cette idée de la défiance du mal.

⁷ Ici, nous comprenons qu'au travers la quiétude politique, il peut quand même y avoir une approbation du peuple ou encore une certaine « satisfaction » comme l'entend Edelman.

competing cues) à leur action spécifique. Par exemple, si le gouvernement américain a décidé d'entreprendre une guerre contre les drogues dans les années 80, il se devait de fournir des arguments qui justifiaient sa position. Ainsi, tous les discours, actions et lois allaient dans la même direction, offrant peu de façons alternatives de concevoir le « problème de la drogue ». Dans le cas qui concerne plus spécifiquement notre étude, l'appellation même de la « Loi de Megan » est symboliquement très parlante puisque la loi porte le nom de la victime qui l'a malgré elle initiée. Or, comment s'y opposer sans que ceci semble indiquer un manque de courage dans la lutte contre l'abus sexuel et l'enlèvement d'enfants ? En ce sens, il était très difficile voire dangereux politiquement parlant de s'opposer à une telle loi, puisque son appellation même symbolisait la protection et la sécurité de l'enfance.

D'autre part, une autre raison pour laquelle les « [...] actions gouvernementales sont des forces puissantes de modification des perceptions réside dans la légitimité du régime » (Edelman, 1971, traduction libre: 101). Depuis le début de l'enfance, l'individu est socialisé dans un monde où divers processus politiques deviennent récurrents, tels des élections, des demandes pour le support politique, des actions officielles et leurs justifications ainsi que les successions de leaders politiques. L'État, le gouvernement, mais surtout le processus politique est dans ce cas respecté et écouté selon l'auteur.

Finalement, Edelman (1971 : 102) nous signale qu'il ne faut pas oublier l'identification à l'État. Il parle du fait que plusieurs sont fiers de faire partie de l'État dans lequel ils vivent. L'État les identifie d'un côté et les représente de l'autre. L'ego autant individuel que social a donc un rôle à jouer dans l'influence qu'a l'action politique sur la population.

On peut se questionner sur la véritable applicabilité des deux derniers points soulevés, plus spécifiquement dans un contexte de sociétés occidentales dites individualistes et inquisitives. D'ailleurs sur ces deux points, on ne peut ignorer le background néo-marxiste d'Edelman, qui teinte d'une certaine façon sa vision de l'État et de son pouvoir sur la population. Néanmoins, il semble que le premier point est plus facilement

transférable au contexte étudié. Ainsi en ce qui a trait à la Loi de Megan et certaines autres lois sur les délinquants sexuels nées dans les années 90, peut-être que la perception du délinquant sexuel comme « prédateur » (clairement reflétée dans son texte de loi) prédisposait en quelques sortes la population à accepter des actions gouvernementales répressives envers le phénomène entier de la délinquance sexuelle. Ceci reste à vérifier. Maintenant, si ces trois points nous informent quant à la prédisposition de la population à être influencée par l'action politique, au point de demeurer apathique face à celle-ci, ils n'expliquent pas nécessairement la façon d'y arriver. Ainsi, explorons plus en détails le « comment ? ».

1.3.2 La force du langage

Pour Edelman, le langage, de par sa forme et son contenu, est capital dans la compréhension de la quiétude politique. La force du langage réside d'abord et avant tout dans le fait qu'il permet d'organiser la réalité selon la perception et non de la miroiter objectivement (Edelman, 1971 : 66). Il est créateur de réalité (et de savoir par rapport à la réalité) puisqu'il l'organise et la communique (Cohen, 1985 : 174). Si Foucault nous renseigne sur la liaison quasi-intime entre le savoir et le pouvoir⁸, Edelman intervient plutôt à la base, à ce qui permet cette relation. Plus précisément, il se penche sur le langage utilisé par les politiciens afin de communiquer un message quelconque : le « [...] langage sert le pouvoir (1974 : 297). Comme le font plusieurs autres auteurs (qui s'inspirent beaucoup de sa pensée d'ailleurs), il souligne à quel point le choix de mots du politicien dans la communication d'un message est d'une grande importance, mais surtout d'une grande puissance (Edelman, 1971 : 67 ; Elias, 1993 : 23 ; McMahon, 2008 : 6).

D'une part, Edelman souligne l'importance de l'utilisation des métaphores et des mythes quand le politicien communique avec le public. Ces tournures de langage simplifient, donnent un sens et rendent intelligibles des observations difficilement saisissables. Pour ce qui est de la métaphore, elle frappe l'imaginaire du public puisque la pensée humaine est d'abord et avant tout métaphorique. Edelman donne l'exemple de

⁸ Foucault écrit entre autres que « [...] pouvoir et savoir s'impliquent directement l'un sur l'autre ; qu'il n'y a pas de relation de pouvoir sans constitution corrélatrice d'un champ de savoir, ni de savoir qui suppose et ne constitue en même temps des relations de pouvoir » (1977 : 36).

la guerre. Si un politicien parle d'une guerre comme étant un meurtre légalisé, on comprendra que cette guerre est un véritable massacre. Si, au contraire, il en parle comme une lutte pour la démocratie, on comprendra que la guerre sera faite au nom d'un idéal plus important, voire essentiel (Edelman, 1971 : 67). De surcroît, les métaphores politiques sont souvent le reflet des valeurs de la population. Elles simplifient grandement la réalité, faisant d'une action politique spécifique une démarche vers un objectif meilleur. Du même coup, elles empêchent, de par leur formulation, une argumentation qui s'y opposerait (Edelman, 1971 : 71). Reprenons l'exemple de la « guerre contre les drogues », expression qui connu ses débuts avec le président Reagan. D'une part, l'expression est non seulement frappante, elle sur-simplifie une réalité fort complexe (Bagley, 1988). D'autre part, cette métaphore n'offre peu d'alternatives puisqu'une guerre est plus qu'une prise de position, elle est sa mise en action concrète. De plus, cette métaphore n'est pas non plus vide en valeurs, puisqu'elle rallie le public dans un objectif commun d'une lutte contre un *ennemi universellement haï*. Il est donc difficile de se ranger contre cette « guerre » puisqu'elle suggère une lutte pour un monde meilleur. Ce langage de guerre a donc tendance à amener avec lui une vague de support politique (Elias, 1993 : 23)⁹.

Maintenant, le mythe vient renchérir ce langage métaphorique. Pour Edelman, cette idée du mythe renvoie à une « [...] croyance incontestée tenue par un grand groupe d'individus et qui donne à des actions et des événements une signification particulière » (Edelman, 1971, traduction libre : 53). Ce mythe politique découle de la métaphore, mais a souvent cette particularité de peindre un portrait fort polarisé d'une situation ou d'un événement (Edelman, 1971 : 60). L'utilisation du mythe place les « bons » d'un côté et les « méchants » de l'autre, laissant peu de place aux zones grises et donc au questionnement. Un exemple moderne de l'utilisation du mythe politique est celle où George Bush utilisa pour la première fois en 2002 l'expression « guerre contre l'axe du mal » en se référant au régime iraquien et à la Corée du Nord (Office of the Press Secretary, 2002). Cette métaphore recyclée de la seconde guerre mondiale créait, sinon

⁹ Elias (1993 : 23) donne un autre exemple parlant quant à cette réalité en indiquant que pendant les années 80 et le début des années 90, le titre de plusieurs policiers changeait pour celui d'*officier de la paix* (*peace officers*).

renforçait l'idée que les États-Unis d'Amérique se situaient d'un côté de la médaille et que « l'axe du mal » se situait de l'autre. Le mythe a donc cette particularité de simplifier les rôles et à la limite, de les rendre attrayants (Edelman, 1971 : 60). Il parvient également à personnifier des concepts abstraits, comme ceux du bien et du mal (Edelman, 1971 : 115). Placée devant ce portrait manichéen, il est évident qu'une bonne partie du public voudra se ranger du côté des « bons ». Toutefois, un autre élément important fait que le public est encore plus porté à mordre à l'appât du mythe politique, tel qu'Edelman (1971) le souligne à plusieurs reprises. Le mythe, par sa simplification des rôles, des événements et des situations, répond en grande partie à l'anxiété du public par rapport à ces mêmes éléments (Edelman, 1971 : 33). Si certaines histoires ou idées reçues à propos du crime créent chez le public un sentiment d'insécurité ou de peur (comme nous l'avons établi précédemment), le mythe tend à fournir une réponse claire, certaine et forte. Il peut faire d'un concept infiniment compliqué comme celui du crime, une cible claire, limitée et combattable. De cette manière, le public devient plus rassuré, ayant l'impression que la situation est prise en main. Ainsi, lorsque la nouvelle cible des autorités devint la délinquance sexuelle dans les années 1990, l'idée du « prédateur sexuel » fit surface, autant dans l'imaginaire collectif que dans certains textes de lois, comme nous l'avons vu. On créait le mythe de l'homme qui ne s'arrêterait à rien pour faire des victimes, incapable, de par sa nature, de se contrôler. Suivait de tout près la réponse : l'on devrait l'éliminer afin que le public soit mis hors de danger (Simon, 2000 ; Jenkins, 1998 : 193).

Pour conclure, il est important de comprendre que pendant la période des années 1980 et 1990, le langage utilisé par le monde politique et plus particulièrement celui des États-Unis, n'était pas sans influence. Avec l'aide des médias qui reproduisaient et même embellissaient le langage de « guerre contre le crime », le gouvernement réussit à rendre la population « assoiffée de sang » (à partir de sondages) comme l'affirme Elias (1993 : 23) de façon dramatique. Ou, pour utiliser le langage d'Edelman, prête à accueillir en sauveur tout politicien « dur contre le crime ». Des expressions telles que « combattre le crime », « combattre la terreur », « combattre la pauvreté » « guerre contre la drogue », « officiers de la paix », « lutte contre les forces du mal », « lutte pour

la paix », « loi et ordre », « prédateur sexuel », « Three Strikes You're Out » et « tolérance zéro » rendent intelligibles des situations ou concepts trop complexes pour le discours télévisuel.

Voilà pourquoi et comment la population américaine, lors des années 80 et 90, demeure relativement passive face à l'inflation pénale et aux coûts astronomiques qui commencent à drainer les trésors publics. Cependant, les gouvernements, seuls, peinent à identifier des problèmes sociaux sans la participation d'une partie de la population, aussi petite soit-elle. Dans le cas de la criminalité, plusieurs acteurs de la société civile sont très actifs dans l'identification, la définition et la promotion d'états de faits qu'ils présentent comme des problèmes sociaux.

1.4 La construction de problèmes sociaux

« Whether an act is deviant, then, depends on how other people react to it. »

Howard S. Becker (1963: 11)

Certes, l'action gouvernementale a certains effets non négligeables sur la population, comme on a pu le voir avec Edelman. Toutefois, il s'avère que le contraire est également vrai, c'est-à-dire que différents acteurs dans la société ont une influence réelle sur le monde politique en identifiant certains faits comme des menaces à la paix sociale. Spector et Kitsuse (1977) témoignent de cette réalité en parlant de la construction collective de problèmes sociaux, que nous verrons sous peu. Joseph Gusfield sert de complément aux deux auteurs précédents, puisqu'il démontre le lien clair et quasi-obligatoire entre un problème et sa solution.

1.4.1 L'analyse des problèmes sociaux : limites de certains cadres d'analyse

Qu'est-ce qui fait d'un objet social un *problème* social ? Est-ce la nature de cet objet (approche normative)? Un problème social est-il le résultat d'éléments objectifs qui provoquent un déséquilibre social (approche fonctionnaliste)? Est-il plutôt le résultat d'un consensus social (théorie du consensus)? Si à chacune de ces questions, il existe une réponse par l'affirmative et un cadre théorique lui appartenant, il semblerait que chacune de ces positions se heurte à certains obstacles méthodologiques et théoriques irrémédiables (Spector et Kitsuse, 1977 : 74). Si on met de côté la dernière question relative au consensus social, les deux précédentes nous renvoient à l'idée qu'un

problème social est une condition objective d'existence, c'est-à-dire qu'une réalité quelconque est fondamentalement problématique de par sa nature même ou de par le fait qu'elle crée un déséquilibre social par rapport à la norme.

Cette idée, nous pouvons la réfuter, en soulignant le caractère essentiellement arbitraire de telles définitions (Spector et Kitsuse, 1977 : 26). À la base, si un problème social provient d'un écart à la norme, ceci implique qu'une norme existe. Or cette norme n'existe pas d'elle même, mais provient d'abord et avant tout de la pensée subjective de l'humain. Par exemple, prenons la période de la prohibition de l'alcool aux États-Unis entre les années 1920 et 1933. À l'époque, l'Église protestante définissait l'approche légitime et morale que devait prendre la population envers la consommation d'alcool (Gusfield, 1996 : 249). Bref, elle fixait la norme (celle de ne pas consommer) pour la population et du même coup, construisait et définissait le problème social de la consommation d'alcool (Gusfield, 1996 : 249). En somme, un groupe d'individus créait la norme et la défendait. Or, cette norme sociale n'existe plus aujourd'hui, ce qui démontre qu'elle ne va pas de soi. Ainsi, nous pouvons constater l'évolution des problèmes sociaux dans le temps (Becker, 1963 : 12¹⁰ ; Gusfield, 1996 : 12). Ils se modifient, se façonnent, ils apparaissent et disparaissent ; bref, ce qui constitue un problème social aujourd'hui ne le sera peut-être pas dans 30 ans. À l'époque où Howard S. Becker (1963) écrivait son ouvrage *Outsiders*, l'homosexualité était encore vue comme une déviance, voire une maladie. Dans le DSM-II (Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux) de 1966, l'homosexualité figurait dans la catégorie des troubles sexuels, côtoyant d'autres troubles tels la pédophilie, le sadisme et l'exhibitionnisme (American Psychiatric Association, 1968). Bref, à l'époque l'homosexualité demeurait une pathologie, une dysfonction pour laquelle il existait diverses formes de traitements¹¹ (Macculloch et Feldman, 1967). Or aujourd'hui, il est impossible de trouver la mention du mot homosexualité dans le DSM-IV-TR. L'homosexualité n'est plus une pathologie, elle n'est plus un problème que l'on se doit

¹⁰ Becker se réfère plus spécifiquement à la déviance, mais capture néanmoins la même idée.

¹¹ Parmi ces formes de traitement, les auteurs Macculloch et Feldman (1967) nomment le traitement hormonal, la psychothérapie, la psychanalyse et plusieurs types de techniques aversives telles que l'utilisation des chocs électriques lors de réponse à certains stimuli que l'on tentait d'éliminer.

de guérir, elle est moins marginale qu'elle ne l'était et plus acceptée. Bref, même au niveau médical, la réponse envers l'homosexualité a complètement changé, soulignant la nature changeante, voire volatile de plusieurs problèmes sociaux. Il faut dire cependant que les réactions envers certains comportements, comme le vol de biens, le meurtre et le viol par exemple, demeurent généralement négatives à toutes époques et dans la grande majorité des sociétés. Toutefois, même si la réponse sociale demeure relativement négative, c'est le degré d'intensité de celle-ci qui est changeant. Étant donné la nature variable des problèmes sociaux, nous devons donc nous tourner vers un autre cadre d'analyse qui a une portée méthodologique et conceptuelle plus grande, soit celui du constructivisme.

1.4.2 Le constructivisme et les problèmes sociaux

Sans nier l'existence de toute chose, aussitôt que l'humain entre en contact avec une chose, un événement, une situation « réelle et objective », il subjectivise immédiatement l'information reçue en l'interprétant selon ses croyances, ses intérêts et ses engagements (Gusfield, 1996 : 4). En communiquant cette information interprétée à d'autres (et ainsi donnant lieu à d'autres interprétations au travers de diverses interactions), les individus parviennent à construire une réalité collective, intersubjective.

Sous l'angle du constructivisme, les problèmes sociaux ne sont pas des réalités tangibles, mais plutôt le résultat « [...] d'actions d'individus ou de groupes faisant des plaintes et des revendications à partir de réalités subjectives » (Spector et Kitsuse, 1977, traduction libre : 75). Les problèmes sociaux émergent donc d'une activité humaine de définition et de construction d'un objet. Si aucun individu ou groupe d'individus n'identifie une condition objective quelconque (i.e. : la consommation d'alcool) comme étant un problème qui touche la société dans son entièreté, il ne peut s'agir d'un problème social.

On parle donc ici d'une approche plutôt relativiste qui fait du problème social une réalité totalement dépendante des interactions et des activités de construction des humains. Cette notion même stimule naturellement le débat entre les positions dites *objectivistes* et les approches constructivistes. Toutefois, elle amène également les

constructivistes eux-mêmes à se questionner sur le véritable relativisme présent dans leur approche. Suite aux écrits de Spector et Kitsuse (1977) qui jetaient les bases du constructivisme, les auteurs Woolgar et Pawluch (1985) se questionnèrent par rapport au concept du relativisme présent cadre théorique de la construction des problèmes sociaux. Ils critiquent entre autres la tendance des auteurs constructivistes à faire d'un problème social une construction humaine, tout en faisant de la condition elle-même (par exemple la consommation de marijuana) une réalité objective qui ne change pas avec le temps. Ces auteurs et bien d'autres (dont Kitsuse lui-même) demandent à ce que le relativisme soit totale, c'est-à-dire que la condition elle-même ne puisse être définie et cadrée comme un fait réel et stable (Best, 1995: 342). Woolgar et Pawluch (1985) reconnaissent tout de même que cette quête pour un relativisme pure ou un constructivisme stricte n'est pas atteignable dans la réalité. Si leur critiques amènent maintenant les chercheurs à éviter le plus possible les suppositions (*assumptions*) de tout genre sur la réalité factuelle des choses, elles amènent également une réponse à ce constructivisme stricte nommé constructivisme contextuel (Best, 1995: 344). Ce type de constructivisme laisse de côté la notion de relativisme pure, tout en se concentrant sur la construction même du problème quant à une condition, non sur la condition elle-même (Best, 1995: 345). Le constructivisme contextuel donne une importance particulière au contexte social dans lequel des actions, revendications et plaintes prennent place par rapport à une condition. Nous situons notre étude au sein de cette approche. Ainsi, nous nous permettons d'intégrer certains éléments théoriques proposés par Spector et Kitsuse (1977) qui, à l'époque où leur oeuvre fut publiée, adoptaient une approche similaire à celle du constructivisme contextuel.

Dans leur ouvrage, Spector et Kitsuse développent un modèle d'histoire naturelle (*natural history*) des problèmes sociaux, c'est-à-dire un modèle théorique qui distingue quatre stades d'évolution d'un problème social (1977). Nous ne retiendrons que les deux premiers stades pour notre étude, les deux autres ne s'appliquant pas à notre travail¹² Au premier stade,

¹² Les deux autres stades touchent plutôt l'évolution du problème social après qu'une agence officielle est créée afin de répondre au problème social. Or comme nous le verrons dans la méthodologie, notre étude

...un (ou des) groupe tente(nt) de souligner l'existence d'une condition spécifique, de la définir comme étant choquante, néfaste ou indésirable. Le(s) groupe(s) tente(nt) ensuite de rendre public ses (leurs) affirmations afin de stimuler la controverse et de créer un débat public ou politique sur la question (traduction libre : 142).

À ce stade, les auteurs indiquent que les activités initiales de définition d'un problème social sont souvent le résultat d'une transformation de problèmes privés en problèmes publics (Spector et Kitsuse, 1977 : 143). Ils ajoutent que la grande majorité des revendications sera laissée de côté à ce stade, mais que certaines conditions permettront à d'autres demandes ou plaintes d'être retenues. Premièrement, le groupe à l'origine de la revendication doit avoir un certain pouvoir, c'est-à-dire un potentiel d'avoir ce qu'il veut. Ainsi, la menace de grève, de boycotts ou encore de support politique sont tous des formes de pouvoir pour Spector et Kitsuse (1977 : 144). Deuxièmement, afin d'augmenter les chances d'atteindre le deuxième stade, la revendication, la demande ou la plainte doit être claire et spécifique. Si le sentiment d'insatisfaction n'est pas dirigé vers une cible précise, la demande sera tout aussi vague et risquera d'être ignorée. Troisièmement, les auteurs ajoutent que le sort de la plainte ou de la demande (si elle tombera dans l'oubli ou si elle passera au prochain stade) dépend grandement du public cible ainsi que du canal utilisé afin de rendre publique une position. Ainsi, il faut savoir à qui on doit s'adresser et par quel moyen le faire. Spector et Kitsuse ajoutent que la façon d'utiliser la presse et d'autres formes de médias sera déterminante dans le sort qu'aura une demande quelconque. Finalement, si les plaintes ou les revendications stimulent la controverse, puisque certains groupes s'opposent à la demande ou encore que certains groupes ont quelque chose à perdre advenant une reconnaissance par les autorités de la demande, la revendication risque d'être acheminée au deuxième stade (Spector et Kitsuse, 1977 : 148). Les conflits et le débat augmentent la visibilité de la demande, et la controverse est pour les auteurs le point culminant du premier stade. Nous explorerons cette idée de controverse de façon plus détaillée dans la prochaine section.

s'arrête quant la Loi de Megan entre en vigueur, c'est-à-dire au moment où l'État répond officiellement au problème.

Pour ce qui est du deuxième stade maintenant, il correspond à la

...reconnaissance de la légitimité de ce(s) groupe(s) par une organisation officielle, une agence ou une institution. Ceci pourrait conduire à une enquête officielle ou encore à des propositions de réforme et à la création d'une agence capable de répondre aux revendications (traduction libre : 142).

À ce stade donc, la demande devient l'affaire d'une organisation officielle. Les auteurs suggèrent qu'une fois que les agences officielles commencent à s'appropriier du problème, elles peuvent reconnaître le groupe à l'origine de la revendication, mais du même coup, peuvent graduellement mettre de côté ce même groupe, pour finalement « s'approprier » le problème et possiblement neutraliser ou éliminer le groupe d'origine (Spector et Kitsuse, 1977 : 149). Enfin, les auteurs soulignent que pour qu'un problème social survive, une institution capable de gérer les demandes reliées au problème social doit être créée ou encore, une institution déjà existante doit élargir son mandat afin d'y inclure de nouvelles responsabilités (Spector et Kitsuse, 1977 : 150). Pour les auteurs, le deuxième stade est complet lorsque les réponses par rapport aux plaintes en lien avec le problème perçu sont devenues une activité routinière et quotidienne (Spector et Kitsuse, 1977 : 151).

Comme nous venons de voir, il doit y avoir au premier stade un ou des groupes à l'origine d'une plainte ou d'une revendication par rapport à un problème social perçu. Ces groupes d'individus, nous les nommons « entrepreneurs moraux » (Becker, 1963 : 147-148 ; Spector et Kitsuse, 1977 : 79 ; Cohen, 1972 : 91). Pour sa part, le *moral entrepreneur* ou *moral crusader* de Becker :

...is interested in the content of rules. The existing rules do not satisfy him because there is some evil which profoundly disturbs him. He feels that nothing can be right in the world until rules are made to correct it. He operates with absolute ethic; what he sees is truly and totally evil with no qualification. [...] The crusader is righteous, often self-righteous (147 – 148).

Cet individu ou ce groupe d'individus cherche à publiciser sa position, sa vision, afin de faire connaître sa solution morale (voire l'imposer selon Becker) et pour avoir le support d'organisations importantes (Cohen, 1972 : 91). Ultimement, l'entrepreneur moral cherche à ce qu'il y ait création d'une règle en réponse au problème social qu'il a identifié (Becker, 1963 : 147). Nous pouvons souligner quelques exemples modernes

d'entrepreneurs moraux ayant réussi à mobiliser une bonne partie de la population afin que l'on s'attarde davantage à une réalité spécifique. Les groupes MADD (Mothers Against Drunk Driving), et D.A.R.E. (Drug Abuse Resistance Education) en sont des exemples évidents.

1.4.3 L'arène politique : La lutte et les acteurs impliqués

Si les entrepreneurs moraux sont ceux qui tentent de donner une première définition au problème perçu (de le cadrer), il est loin d'être certain que cette définition soit retenue par le plus grand nombre et encore moins certain que la définition initiale demeure indemne jusqu'à la fin du processus (Spector et Kitsuse, 1977 : 143 ; Becker, 1963 : 152). Joseph Gusfield (1996), qui pendant maintes années, a centré son analyse sur la signification symbolique de l'alcool et les politiques publiques qui en découlent, approfondit la façon dont le problème social est créé, défini et solutionné. D'une part, en plus des entrepreneurs moraux, il existe plusieurs autres acteurs dans l'équation. Nous pensons entre autres aux supporteurs, aux sympathisants et aux opposants. Ces acteurs et courants d'idées s'affrontent dans l'arène politique, afin de faire valoir leur position et leurs idées. Au travers ce « choc des idées » (*culture clash*), certains infèrent la nature problématique d'un thème quelconque (Gusfield, 1996 : 10). D'autres s'opposent à cette vision et tentent de ralentir les ardeurs du groupe opposé. Plusieurs autres sont d'accord avec certains éléments d'une position quelconque, mais moins en accord avec d'autres. Nous pouvons donc voir l'arène politique comme étant un lieu de compétition où plusieurs groupes d'intérêts sont impliqués.

Or, pour toute compétition, il existe des gagnants et des perdants. L'idée du consensus (comme l'entendrait la théorie du consensus) est donc plus mitigée selon Gusfield : le « [...] statut de consensus [à propos d'un problème social quelconque] n'est pas une caractéristique inhérente à la condition elle-même, mais plutôt le résultat de l'action humaine et des processus qui connaissent du succès ou des échecs (1996 : 25) ». Ainsi, si nous voyons la prostitution comme étant un problème social par exemple, c'est parce qu'un groupe d'individus aurait réussi à convaincre et/ou à imposer sa vision du

phénomène à d'autres¹³. Il est celui qui réussit à imposer sa vision, ses idées afin de créer le consensus. Ce groupe, que Gusfield qualifie de *ownership group*, vise à faire de sa version des faits la seule version acceptable. S'il réussit, le *ownership group* détient « l'autorité des idées » (*cultural authority*) selon l'auteur (Gusfield, 1996 : 29). Il devient un symbole de vérité, de légitimité ; plusieurs se rangent derrière lui ; il crée ainsi le consensus, mais par rapport à quoi plus précisément ?

Dans sa définition des problèmes sociaux, Gusfield (1996) recycle l'idée présentée par Spector et Kitsuse (1977), mais y ajoute un élément essentiel, soit celui du lien entre le problème et sa solution. Ainsi, la définition des problèmes sociaux de Gusfield est celle-ci : « Social problems are definitions of phenomena and responses to those definitions and interpretations of a particular kind (1996 : 4) ». En d'autres mots, pour Gusfield, désigner un problème social, c'est d'y désigner une solution ou une « stratégie d'attaque » du même coup (1996 : 248). Gusfield en donne un exemple éloquent. L'auteur rapporte que pendant les dix-neuvièmes et la première partie du vingtième siècle, l'Église protestante faisait de la consommation d'alcool une activité immorale. Logiquement, la solution de cette même Église au « problème » de l'alcool en a été une de prohibition (la solution a d'ailleurs été adoptée par l'État). Toutefois, dans la deuxième partie du vingtième siècle, l'Église Protestante était en perte de pouvoir tandis que le modèle scientifique et médical gagnait du terrain au sein de l'arène politique en ce qui regarde la consommation d'alcool (Gusfield, 1996 : 248). C'est alors que « l'autorité des idées » passa d'un groupe à l'autre, faisant du problème de l'alcool un problème d'ordre médical. L'État mit fin à la prohibition. Dans l'espace de quelques dizaines d'années, l'impur ou le pécheur devint le malade. Du même coup, la solution au « problème » de l'alcool prit la forme du traitement. Dorénavant, il fallait alors guérir l'alcoolique de sa maladie. Cet exemple démontre que selon la vision qu'un groupe a d'un problème social perçu (la cause du problème), la solution y sera logiquement liée. Pour cette raison, si l'on vise comprendre la solution apportée à un problème perçu, on se doit de comprendre la façon dont ce problème a été construit par le ou les groupes

¹³ Pour un lecture plus approfondie des outils de persuasion (dramatisation) utilisés dans l'arène politique, voir Gusfield (1981 : chap. 3).

impliqués. Penchons-nous donc sur ces groupes dans le contexte plus spécifique de notre étude.

1.5 Les victimes comme entrepreneurs moraux modernes

Nous avons vu dans la section 1.1.5 que le crime en tant que sujet d'intérêt acquérait une nouvelle importance à partir des années 1970. Or il appert qu'avec cet intérêt marqué pour le phénomène criminel coïncide un renouveau de l'intérêt pour la victime autant de la part de la population que du système de justice pénale (Garland, 2001 : 11 ; McShane et Williams, 1992 ; Elias, 1993 : chapitre 1 ; Landau, 2007 : 7).

1.5.1 Le retour de la victime

Si l'on parle de retour ou de renouveau, c'est parce que la victime avait déjà joué un rôle capital dans la détermination de la peine, notamment dans les « sociétés pré-lois », c'est-à-dire celles où les systèmes de lois étaient encore inexistants (McShane et Williams, 1992). À l'époque, tout conflit était d'ordre privé et les victimes ainsi que leurs proches avaient une grande influence quant au sort du contrevenant. Cependant, les multiples vendettas ainsi que l'insécurité relative au sein de la population poussa l'État (et donc le monarque) à devenir garant de la sécurité du peuple. En bref, cette « paix du Roi » fit en sorte que l'État devenait le représentant de la victime, ce qui supprimait le rôle jadis influent et actif de la victime dans le processus pénal (McShane et Williams, 1992). Cette tradition se poursuivit jusqu'à l'époque moderne où la procédure pénale implique l'État versus l'accusé.

Or, à partir des années 1970, plusieurs groupes d'intérêts (d'idéologies souvent très divergentes) militèrent afin que la victime soit mieux reconnue au sein du système pénal. Parmi ces mouvements, on peut parler des féministes qui luttèrent pour que les femmes victimes soient reconnues au même titre que l'étaient les hommes (Landau, 2007 : 11). D'autres groupes luttèrent pour la reconnaissance des droits civils, dénonçant entre autres la grande inégalité de certaines ethnies et groupes particuliers devant la loi (Landau, 2007 : 11). Certains cherchaient à ce que les voix des victimes soient mieux entendues et considérées dans le processus pénal. Finalement, certains groupes d'intérêts conservateurs avaient aussi un mot à dire pour les victimes. Leur

argumentaire se résumait par le fait que les victimes n'obtenaient pas véritable justice par rapport à ce qu'il leur avait été fait (Landau, 2007 : 11 ; Elias, 1993 : 54). Selon cette perspective, il fallait donc punir plus sévèrement le contrevenant afin que justice soit faite. Si ces trois groupes ne luttèrent pas nécessairement pour les mêmes raisons, il n'en demeure pas moins qu'ils prenaient une place non négligeable au sein de l'arène politique de la justice criminelle, permettant ainsi la renaissance de l'intérêt pour la victime.

1.5.2 Les groupes d'intérêt dans l'arène politique : Qui gagne et qui perd ?

Nous avons été clairs en ce qui concerne cette arène politique des problèmes sociaux : ce n'est qu'un ou quelques groupes qui réussissent à imposer leur vision d'une réalité particulière. Si nous avons nommé plusieurs groupes en ce qui concerne les victimes, lequel ou lesquels sont les gagnants et qui sont les perdants ? Selon Robert Elias (1993 : 1-2), il semblerait que ce sont les groupes de la droite conservatrice qui en sont les principaux gagnants. Selon cette approche, le bien des victimes passe par la punition de ceux qui les victimisent (Garland, 2001 : 143). Elias est particulièrement critique dans son argumentation, et suggère que dans la plupart des cas, les discours alternatifs ont fini par être ignorés ou mis de côté. D'autres ont été cooptés et manipulés politiquement afin de s'inscrire dans une idéologie plus conservatrice (1993 : 54-57). Il faut dire que pendant les années 1980, le gouvernement conservateur de Reagan est en place, ce qui doit expliquer une partie de la raison pour laquelle le mouvement conservateur a réussi à imposer sa vision et ses idées au reste de la population. Elias (1993 : 54) souligne que pendant les années 1980, seuls les groupes qui présentaient des affinités avec une idéologie conservatrice (celle du gouvernement en place) réussissaient à recevoir de l'aide de la part de l'État et que les autres groupes étaient plus souvent qu'autrement bloqués. Certains groupes comme MADD qui n'étaient pas d'idéologie conservatrice à l'origine ont fini par l'être, afin qu'un support financier et matériel lui soit fourni. En peu de temps, la notion de « loi et ordre » et son lien avec les victimes d'actes criminels devint celle d'une grande partie de la population, notamment au travers les messages politiques du gouvernement en place, mais aussi au travers leur diffusion massive par les médias qui questionnaient peu la vision de ce même État (Elias, 1993 :

18). Ainsi, la vision provenant de certains groupes conservateurs devint la vision de la majorité.

1.5.3 La nouvelle construction sociale de la victime

La vision du mouvement conservateur présentait une relation de somme zéro, c'est-à-dire une relation où le gain (bien) de la victime était égal à la perte (souffrance) du contrevenant (Garland, 2001 : 11). On devait s'attarder au bien de la victime et non à celui du contrevenant. Cette façon de concevoir la relation est parvenue à polariser la victime et son agresseur (Garland, 2007). Si la victime était autrefois vue comme étant ce citoyen malchanceux ayant subi un tort, tort qui en fait devenait celui de l'État, « [...] la victime [devint depuis les années 1970], dans un certain sens, une figure bien plus représentative, à partir de laquelle l'expérience [de victimisation] est prise comme étant [une expérience vécue] par la collectivité, plutôt que d'être que la sienne » (Garland, 2001, traduction libre: 11). La victime devint le miroir de la population et le criminel devint tout ce dont la population avait peur et détestait. En ce sens, la victime idéale devait posséder une série de caractéristiques claires, faisant contraste à celles du criminel (Christie, 1986). Elle devait être symbole d'innocence et de pureté, c'est-à-dire qu'elle ne devait avoir rien fait pour mériter un préjudice (Altheide, Gray, Janisch, Korbin, Maratea, Neill, Reaves et Van Deman, 2001; McShane et Williams, 1992). Elle devait également être vulnérable, surtout sur le plan physique (Wood, 2005 ; Landau, 2007 : 28). Un enfant, une personne âgée, handicapée et même une femme ont plus tendance à attirer la sympathie. Elle devait aussi ressembler au reste de la population. Par exemple, les victimes qui attiraient et attirent encore aujourd'hui le plus de sympathie (et qui symbolisent le plus ce qu'est une victime) de la part des médias et de la population sont celles de race blanche (Wood, 2005 ; Christie, 1986), qui font partie de la classe moyenne à élevée (Wood, 2005 ; McShane et Williams, 1992) et qui partagent les valeurs populaires de la société dans laquelle elle vit (Wood, 2005). Le criminel ou le délinquant quant à lui, lui est diamétralement opposé. Il symbolise l'impur, le mal incarné. Ainsi, on peut parler d'un certain « morality play » où sur une scène, on retrouve le bon et le méchant, et le bon (la victime) doit sortir vainqueur (Christie, 1986). Telle est la nouvelle construction sociale qui se bâtit lentement dans les

années 1970 et 1980. Explorons maintenant les effets plus concrets de cette même construction sociale.

1.5.4 La victime et son nouveau pouvoir

Cette nouvelle construction sociale de la victime transforma assez rapidement la victime d'acte criminel en une personne vertueuse dont les souffrances devaient être connues par tous, puisque ce qui lui était arrivé pouvait potentiellement arriver à n'importe qui dans l'imaginaire collectif (Garland, 2001 ; 11). Elle devait être écoutée, entendue et justice devait lui être rendue. La victime hérita donc d'un nouveau pouvoir politique (Garland, 2001 : 143). Toutefois, une nuance doit être faite ici. Ce pouvoir est d'autant plus fort si les demandes de la victime collent avec le cadre de pensée dominant dans l'arène politique de l'époque. Ainsi, si la victime demandait à ce que son agresseur soit plus sévèrement puni, elle était plus fortement écoutée et par la population, et par le gouvernement. Sinon, comme il a été dit auparavant, elle risquait d'être ignorée ou encore, utilisée ou manipulée par le monde politique afin d'en faire un exemple de l'injustice et de la mollesse du système pénal (Elias, 1993). De façon générale, toutefois, la victime avait le nouveau pouvoir d'influencer le monde politique et la population. Le gouvernement lui, profitait de l'imagerie collective de la victime afin de rappeler à la population la dangerosité de certains individus (Elias, 1993 : 4). Plusieurs lois dans les années 1980 et 1990 furent nommées en l'honneur des victimes, telles « Jenna's Law », « Stephanie's Law », le « Jacob Wetterling Act » ou encore ce qui nous concernera pour notre étude, « Megan's Law » (Garland, 2001 : 11, 143). Or il n'est pas surprenant que toutes ces lois honorent le nom d'enfants puisque l'on pourrait parler de la victime idéale, en quelque sorte, dans l'imaginaire collectif.

Dans la modernité tardive, les crimes graves contre les enfants et plus particulièrement les abus sexuels sont fort possiblement ceux envers lesquels la population est la plus opposée (Nelson, 1984 : 27, dans Gusfield, 1996 : 25) et apeurée (Zgoba, 2004). Si une victime (ou ses proches) d'un tel crime adopte un rôle d'entrepreneur moral en luttant afin qu'une loi soit modifiée ou ajoutée, il y a des chances non négligeables qu'elle soit non seulement écoutée, mais que ce qu'elle demande soit réellement appliqué, surtout si cette même demande s'accorde bien avec la pensée dominante dans l'arène politique. Si

dans les années 1980 et 1990, la victimisation (surtout sexuelle) des enfants attiraient beaucoup l'attention de la population, il n'est pas surprenant que la cible principale des États-Unis devienne les délinquants sexuels.

1.6 Les délinquants sexuels

1.6.1 « *L'agresseur sexuel* » comme construit social

À première vue, il semble que la notion d'abus sexuel viendrait remettre en question la perspective même du constructiviste, surtout l'agression sexuelle d'enfants. À la lueur des propos de Barbara Nelson, il semble que contrairement à d'autres conditions soulevant des questionnements telles la prostitution ou encore la légalisation de la marijuana par exemple, l'abus sexuel d'enfants provoque une réaction relativement négative de la part de presque tous les acteurs de la société occidentale (1984 : 27). Cependant, provoquerait-elle une réaction uniforme peu importe l'époque ou la société dans laquelle on se situerait ?

À cette interrogation, plusieurs auteurs répondent par la négative (Korbin, 1987; Jenkins, 1998 : 3 ; Zgoba, 2004). Dans un premier temps, il existe peu d'études transculturelles en ce qui concerne les réactions sociales face à l'abus sexuel d'enfants (Korbin, 1987: 250). Selon Korbin (1987: chapitre 18) toutefois, il semble que le niveau de désapprobation face à certaines conduites habituellement prosrites comme l'inceste par exemple, varie de culture en culture (il y a tout de même un minimum de désapprobation dans pratiquement tous les cas). Dans une étude historique de l'abus sexuel des enfants, Jenkins (1998 : 3) nous renseigne qu'au travers les époques, la construction sociale (et par conséquent, le niveau de la réaction sociale) face à l'agression sexuelle a énormément changé. Par exemple, l'auteur démontre qu'avant la fin du 19^e siècle, « [...] les crimes qui comprenaient un acte sexuel quelconque étaient traités sur un terrain commun au niveau du système pénal, mais en aucun lieu était-il question d'une catégorie distincte et particulière du *criminel sexuel* » (Jenkins, 1998, traduction libre : 26). Cette catégorie, il faudra attendre au milieu des années 1930 pour qu'elle apparaisse, alors qu'à l'époque aux États-Unis, les premières lois sur les « psychopathes sexuels » (*sexual psychopath laws*) sont instituées, notamment à partir des récentes avancées en psychiatrie (Jenkins, 1998 : 59). Cette réalité en amènera une

autre selon l'auteur, puisque les nouvelles catégories du « psychopathe sexuel », du « pervers sexuel » ou du « criminel sexuel » deviennent des catégories populaires, où le délinquant sexuel est vu comme étant un être fortement dangereux, capable de tuer s'il le désire. Ensuite vint la période des années 1960 et 1970 (que Jenkins nomme « l'ère libérale ») où, à la lumière d'un mouvement général de décriminalisation et de désinstitutionalisation, la réaction sociale jadis si forte envers le délinquant sexuel est attisée et plus ou moins oubliée (Jenkins, 1998 : 95). C'est toutefois vers la fin des années 1970 où la réelle construction du problème social de « l'agresseur sexuel » est mise en marche (Gusfield, 1996 : 23 ; Jenkins, 1998 : 119-120; Zgoba, 2004). D'une part, l'enfant et les menaces qui l'entourent deviennent à l'époque des sujets chauds dans l'arène politique¹⁴. Dans ce contexte, la catégorie de « l'agresseur sexuel » se confond de plus en plus avec celle de l'agresseur sexuel d'enfants (pédophile). Jenkins nous parle d'une « révolution de l'abus des enfants » vers la fin des années 1970. L'auteur démontre que la construction sociale actuelle de l'agression sexuelle des enfants provient de cette période. À l'époque, plusieurs groupes d'intérêts luttèrent contre l'abus des enfants sous toutes ses formes (Jenkins, 1998 : 120-121). Ainsi, des groupes féministes, humanitaires et d'autres groupes pour la morale traditionnelle luttèrent dans l'intérêt de la protection des enfants (Jenkins, 1998 : 120-121). Lentement mais sûrement, divers actes portés contre les enfants étaient de plus en plus reconnus comme étant de véritables problèmes sociaux, comme c'est le cas pour l'agression sexuelle d'enfants (Gusfield, 1996 : 23). Si la période des années 1960 et 1970 se caractérisait par un effort explicite d'éviter la stigmatisation, la période qui suivra initiera le contraire, c'est-à-dire la reconnaissance et la dénonciation de l'agresseur sexuel comme type de criminel particulièrement dangereux. Ainsi, même si la nature objective de l'acte n'a pas changée au cours des époques, la réaction de la société elle, changea énormément vers la fin des années 70. L'agression sexuelle et plus particulièrement l'agression sexuelle sur les enfants devint soudainement un sujet d'intérêt auquel on devait rapidement s'attarder et répondre. Plusieurs suggèrent même

¹⁴Cette époque coïncide avec celle du début de la société du risque chez Beck. L'auteur souligne entre autres la place centrale qu'occupe l'enfant dans la société du risque (199 : 118). Si tout est fragile et sujet à changement, la relation parents-enfants quant à elle, demeure (118). Cette relation fait de l'enfant un objet précieux, rare et spécial ce qui, selon Beck, peut amener à ce qu'il ait de « l'affection excessive » de la part des parents (118).

l'idée qu'au cours des années 80 et 90, une sorte d'hystérie collective s'installait dans la population au sujet de la délinquance sexuelle (Jenkins, 1998 : chapitre 10 ; Zgoba, 2004, Cote, 2000 ; Elias, 1993 : 8).

1.6.2 Crimes sexuels et panique morale : Les années 1980-1990

Phillip Jenkins (1998), au travers son ouvrage *Moral Panic : Changing concepts of the Child Molester in Modern America*, témoigna de cette hystérie collective en empruntant à Stanley Cohen le concept de « panique morale¹⁵ ». La notion de panique morale telle qu'expliquée par Cohen (1972) renvoie à une situation où une « [...] condition, un épisode, une personne ou un groupe de personnes en viennent à être définis comme une menace aux valeurs sociales et aux intérêts de la société... » [traduction libre] (Cohen, 1972 : 1). La conjonction du sensationnalisme médiatique, de l'intervention d'experts, d'entrepreneurs moraux, des forces de l'ordre et des politiciens, vient à définir des symboles du mal, des « démons populaires » (*folk devils* ; Cohen, 1972). Le terme « panique » suggère non seulement la présence de peur, mais une peur exagérée, disproportionnée et souvent mal dirigée (Jenkins, 1998 : 7).

Or pour Jenkins (1998) et d'autres auteurs (Zgoba, 2004 ; Cote, 2000), il semble que pendant les années 1980 et 1990, plusieurs acteurs ont participé à la mise en place d'une panique morale envers les crimes sexuels et leurs coupables, les délinquants sexuels. Au début des années 1980, il se développa une quasi-obsession pour les crimes d'abus sexuels (Eliasoph, 1986, dans Elias, 1992 : 8). D'une part, rappelons la présence accrue des divers groupes d'intérêts et entrepreneurs moraux de tous genres luttant pour la protection des enfants (féministes, groupes humanitaires et groupes conservateurs). Pour plusieurs de ces groupes, la fréquence des abus d'enfants avaient atteints des sommets jamais égalés auparavant, qualifiant la situation d'une véritable *épidémie* (Jenkins, 1998 : 129, 133). D'autre part, bien que certaines de ces luttes aient su mettre en lumière la problématique de l'agression sexuelle d'enfants, les médias sont ceux qui ont eu cet énorme pouvoir de diffusion à la masse. Plusieurs auteurs montrent la grande influence des médias dans l'amplification du symbole du délinquant sexuel ainsi que

¹⁵ La notion de panique morale a réellement été introduite par Jock Young en 1971, mais c'est surtout à Cohen (1972) que l'on attribue la plus de crédit grâce à son élaboration méticuleuse (Zgoba, 2004).

l'exagération de la fréquence et la gravité de l'agression sexuelle d'enfants (Selvog, 2001 ; Levenson et D'Amora, 2007 ; Zgoba, 2004 ; Vasquez et al., 2008 ; Proctor et al., 2002 ; Kemshall et Wood, 2007). À ce sujet, Zgoba (2004), en reprenant Palermo et Farkas (2001), affirme que :

[...] The media, by way of newspaper and television, has undoubtedly been the most powerful conduit influencing public opinion over child abduction and molestation. Because few other crimes evoke the fear and outrage as crimes against children, the media continuously reports these stories, setting the stage for a widespread panic (p. 387-388).

Certains crimes hautement médiatisés, tels que l'enlèvement du jeune Jacob Wetterling en 1989, l'enlèvement et le meurtre de Polly Klaas en 1993 ainsi que l'enlèvement de Jaycee Lee Dugard en 1991 (retrouvée en 2009), ont participé à élever le niveau de panique au sein de la population. On ne peut surtout pas nier l'importance pour le cas à l'étude de l'enlèvement, l'agression sexuelle et le meurtre en 1991 d'une jeune fille de 6 ans nommée Amanda Wengert. Ce cas qui eut lieu au New Jersey, allait en grande partie préparer le terrain pour l'énorme réaction du public qui allait faire suite au kidnapping, l'agression sexuelle et le meurtre de Megan Kanka par son voisin trois années plus tard dans le même État.

Bref, il était question à l'époque d'une surreprésentation médiatique de crimes d'abus sexuels, ce qui donnait à ce type de crime, principalement celui porté sur des enfants, l'allure d'un véritable fléau (Jenkins, 1998 : 129). Les victimes (ou leur proches) de ce type de crimes avaient aussi leur mot à dire sur le sujet. Pour la première fois dans l'histoire, des millions d'entre elles s'exposaient sans retenue comme étant des victimes de crimes sexuels (Jenkins, 1998 : 134).

Sans trop de surprise, les médias se sont fortement emparés de certains de leurs récits, leur accordant une importance inégalée. Plus qu'à peu près tous les autres crimes et criminels, les crimes d'abus sexuels d'enfants et leurs auteurs répugnaient (et répugnent toujours) particulièrement la population américaine (Thomas, 2005 : 1 ; Cote, 2000 : xi). Exposé à ces images de crimes sexuels sordides et hautement médiatisés, le public ne pouvait faire autrement que de développer une certaine hystérie, participant du même

coup à alimenter la panique déjà en place (Cote, 2000 : 172). Enragé, le public demandait à ce que « quelque chose soit fait » afin de protéger ses enfants des délinquants sexuels. La perception populaire témoignait de l'urgence de la situation : il fallait que le système pénal et les forces de l'ordre trouvent des stratégies efficaces afin de s'attaquer à la délinquance sexuelle avec célérité (Jenkins, 1998 : 164). La cible devenait de plus en plus claire pour plusieurs acteurs dans la société américaine de l'époque : il fallait s'attaquer aux « prédateurs sexuels » ; mais, qui étaient-ils vraiment ?

1.6.3 Représentation symbolique de l'agresseur sexuel d'enfants : La création du prédateur sexuel

Nous avons noté à quelques reprises la tendance à polariser le criminel de sa victime ou du reste de la population où le mythe du « bon » versus le « méchant » est clair. Dans un cas de panique morale, cette réalité est d'autant plus évidente (Cohen, 1972 ; 87). Ici, nous parlons d'un adulte qui abuse sexuellement d'un enfant. Il est alors peu surprenant que vers la fin des années 1980 et le début des années 1990, les mots qui firent surface pour caractériser le délinquant sexuel témoignaient de cette même polarisation. Ainsi, l'abuseur sexuel d'enfants devint le « prédateur sexuel », suggérant une « [...] tendance comportementale à victimiser ou à détruire les autres, plus souvent qu'autrement les étrangers, dans la quête d'une gratification personnelle. (Cote, 2000, traduction libre : 173) ». Le « démon populaire » était alors créé : le prédateur sexuel était un « monstre » ou une « bête » (Simon, 2000 ; Simon, 1998 ; Kemshall et Wood, 2007) ; il était un étranger (Wood, 2005 ; Kemshall et Wood, 2007 ; Jenkins, 1998 : 13), fondamentalement méchant et violent (Jenkins, 1998 : 237 ; Wood, 2005), ne pouvant être rescapé par quelque forme de réhabilitation (Cote, 1998 : 173 ; Selvog, 2001). Le prédateur sexuel devenait donc fortement déshumanisé puisqu'il ne pouvait dans l'imaginaire collectif appartenir à la même espèce que la victime (ou la victime potentielle, soit l'enfant) qui elle (Simon, 2000) à l'opposé, était la proie¹⁶, la personne innocente qu'il fallait protéger de la menace extérieure.

¹⁶ Le texte de la Loi de Megan, utilisant des mots comme *prédateur* et *proie*, contribue à transformer le délinquant sexuel en une bête dangereuse et imprévisible (Simon, 2000).

Sur ce point, il est curieux de voir à quel point l'image quasi-mythique du prédateur sexuel se confondait avec celle des délinquants sexuels en général. La catégorie « crimes sexuels » (varient d'État en État) inclue un large éventail d'actes sexuels déviants, certaines fois fortement différents les uns des autres¹⁷. Présentement, dans l'État du New-Jersey, les crimes sexuels sont regroupés dans les catégories suivantes : *Sexual Assault*, *Aggravated criminal sexual contact*; *criminal sexual contact*, *Lewdness* ou *indecent exposure* (donc des crimes reliés à l'exhibitionnisme). Certes, des crimes d'abus sexuels de mineurs font partie de certaines de ces catégories, mais ne comptent que pour une minorité de tous les crimes présents. Cependant, dans les années 1980 et 1990, avec comme nouvelle la cible l'abuseur sexuel d'enfants ou encore le prédateur sexuel, la surreprésentation médiatique ainsi que l'immense réaction qu'engendrait les crimes d'abus sexuel d'enfants faisait de cette catégorie (celle du prédateur sexuel) une sorte de parapluie aux autres types de crimes sexuels. D'une certaine manière, la catégorie du prédateur sexuel (abuseur d'enfants) avalait malgré elle celle plus large du délinquant sexuel en général. Ceci semble avoir eu un certain effet sur la réponse pénale.

1.7 Les lois sur les crimes sexuels des années 1980 et 1990

Considérant ce mouvement général de panique envers les prédateurs sexuels, il n'est pas surprenant que plusieurs entrepreneurs moraux ainsi que la population en général firent appel aux autorités afin qu'ils répondent à la situation (Cote, 1998 : 183)¹⁸. Devant cet apparent consensus, le monde politique poussa dans la même direction, votant une série de lois s'attaquant à la délinquance sexuelle dans les années 1980 et 1990 (Sample et Kadleck, 2008).

D'une part, avec l'instauration de la loi de Washington sur les « prédateurs sexuels » en 1990, les procureurs de l'État avaient dorénavant le pouvoir de proposer un traitement contre le gré et ce pour une période indéfinie, à des individus qui avaient eu au moins

¹⁷ Voir le code criminel du New Jersey (Code of Criminal Justice), section 2C : 14-1 à 14-12 pour une liste des crimes sexuels de l'État.

¹⁸ Par exemple, dans les années 80 et 90, plusieurs efforts étaient réunis afin de faire de la castration chimique de délinquants sexuels récidivistes une pratique légitime dans certains États américains dont la Californie (Sample et Kadleck, 2008; Jenkins, 1998 : 206).

une condamnation pour un crime impliquant de la violence sexuelle et qui souffraient d'au moins une « anomalie mentale » (*mental abnormality*) ou d'un trouble de personnalité (Cote, 1998 : 185). Avant cette loi, le traitement contre le gré ne se limitait qu'à certaines formes de maladies psychiatriques, parfois mais rarement associées à une forme de délinquance sexuelle (Cote, 1998 : 182). Cette loi se propagea rapidement dans divers États, dont celui du Kansas, qui institua en 1994 la *Kansas's Sexually Violent Predator Act*, selon laquelle un délinquant sexuel ayant purgé une peine pouvait subir un procès supplémentaire, cette fois civil, afin de déterminer s'il souffrait d'une anomalie mentale. Si, au cours de ce procès, le jury décidait qu'il y avait en effet une anomalie mentale, l'individu était forcé de subir un traitement contre son gré dans un hôpital psychiatrique où il serait réévalué chaque année, risquant l'enfermement à vie (Jenkins, 1998 : 203).

Si ces lois ouvraient la porte à l'incarcération à plus long terme dans une perspective de contrôle du crime, elles se limitaient par définition à un certain type d'individus (anomalies mentales et/ou trouble de personnalité). Que faire de ceux qui ne tombaient pas dans cette catégorie et qui, au terme de leur peine, étaient libérés ? Cette question résonnait à l'époque au sein de la population concernée par la problématique d'abus sexuel des enfants. Elle réclamait entre autres le *right to know* (Garland, 2001 : 181 ; Gowda, 2003 : 307), c'est-à-dire le droit d'obtenir de l'information quant à ces prédateurs sexuels nouvellement libérés, afin que leurs enfants soient protégés. Certains crimes fortement médiatisés amplifiaient cette demande, puisque dans ces cas précis, il s'agissait d'individus qui récidivaient avec un crime grave, tel un abus sexuel suivi d'un meurtre. C'est alors que de nouvelles lois émergèrent en réponse aux revendications. Le *Scarlet Letter Law* (du roman de Nathaniel Hawthorne, où une femme adultère du 17^e siècle est forcée de porter sur ses vêtements un « A » rouge), de la Louisiane, faisait en sorte qu'un délinquant sexuel nouvellement libéré devait personnellement aviser ses voisins de son casier judiciaire. Certains étaient également obligés de fixer des autocollants sur le pare-choc arrière de leur voiture, ou encore de placer des affiches devant leur maison indiquant qu'ils étaient des délinquants sexuels (Jenkins, 1998 : 200). Ce type de traitement témoignait d'un désir clair des autorités de stigmatiser et

parfois d'humilier l'individu qui venait tout juste de purger une peine (Jenkins, 1998 : 201). Surtout, on voulait aviser le public de la présence d'une menace potentielle dans les environs. Une autre loi, la loi de Zachary dans l'Indiana en 1994, forçait ceux qui avaient commis des crimes sexuels à aviser la police locale de leur lieu de résidence pour une période de 10 ans après leur libération (Jenkins, 1998 : 200). Il faudra attendre en 1994, afin que ce type de loi provienne du fédéral¹⁹. Le 13 septembre 1994, le « Jacob Wetterling Crimes Against Children and Sexually Violent Offender Registration Act » forçait les cinquante États américains à créer des lois mandatant tout individu ayant purgé une peine pour un crime sexuel à s'inscrire à un registre, donnant ainsi de l'information sur leur identité ainsi que leur lieu de résidence (Levenson et d'Amora, 2007 ; Lewis, 1996)²⁰. Toutefois, il nous faut revenir dans le temps, soit en 1990 dans l'État de Washington, alors qu'une loi nommée « Community Protection Act » (Washington State Institute for Public Policy, 2006) créait un réel précédent, puisqu'elle allait répondre plus directement aux demandes incessantes de certains citoyens quant au droit à l'information en ce qui concerne les délinquants sexuels libérés. Avec cette loi, on créait un répertoire de délinquants sexuels en partie disponible au public. Cette loi, qui attira peu d'attention nationale à l'époque, allait en inspirer une autre qui cette fois, allait être grandement exposée au public étant donné les événements qui la précédèrent. Nous parlons ici de « Megan's Law », ratifiée dans l'État du New Jersey.

1.8 La Loi de Megan : Pour un répertoire public de délinquants sexuels

1.8.1 Historique

Le 29 juillet 1994, Megan Kanka, une jeune fille de sept ans demeurant dans la municipalité de Hamilton au New Jersey, est enlevée, abusée sexuellement et tuée par un voisin, Jesse Timmendequas, qui avait dans le passé déjà purgé deux peines pour abus sexuel sur un enfant (Gowda, 2003). Enragés par cette tragédie, les parents de la jeune fille entreprirent une lutte fort médiatisée qui visait l'implantation de nouvelles lois qui aideraient à prévenir la récurrence de tels malheurs (Gowda, 2003 : 306). Plus spécifiquement, ils firent signer une pétition demandant à ce qu'une loi soit créée afin

¹⁹ Aux États-Unis les crimes sont de juridiction étatique. La législation fédérale est réservée à des cas particuliers.

²⁰ Si un État décidait de ne pas se plier à la loi, elle voyait son accès réduit de 10% à un fond fédéral qui existait depuis 1968 (Lewis, 1996).

que les lieux de résidence des délinquants sexuels soient révélés au public. Après une semaine, 100 000 signatures étaient recueillies et la pétition fut acheminée à l'assemblée législative de l'État du New Jersey (Locke, 1997 dans Levi, 2008). Trois mois après la mort de Megan Kanka, soit le 31 octobre 1994, la gouverneure du New Jersey Christine Whitman signait deux lois (c.133 et c.128), qui allaient exaucer les demandes faites par la famille Kanka, puisque ces lois, qui adoptaient le terme parapluie de « Megan's Law », permettaient dans un premier temps la création d'un répertoire de délinquants sexuels et dans un deuxième temps, permettaient la divulgation au public d'informations provenant du registre quant à l'identité ainsi qu'au lieu de résidence de certains individus ayant préalablement purgé une peine pour un acte de délinquance sexuelle (Levenson et D'Amora, 2007). Ces deux lois faisaient partie d'une série de projets de loi concernant les délinquants sexuels et qui furent instaurés à la même date, répertoriés au tableau 1. Cependant, seules les lois c.128 que c.133 (Loi de Megan) répondaient directement aux demandes des Kanka.

Tableau 1 : Ensemble des projets de lois signés le 31 octobre 1994

	Assemblée		Sénat	
	A-84 (Loi de Megan)		S-13 (Loi de Megan)	
Commanditaires	Joan Quigley	Scott Garrett	Joanna G.-Scocchi	Information incomplète
Description	Créerait un répertoire étatique centralisé et obligerait les délinquants sexuels à s’y enregistrer.		Version de l’assemblée amendée.	
	A-85 (Loi de Megan)		S-14 (Loi de Megan)	
Commanditaires	Micheal Arnone	Paul Kramer	Peter Inverso	Gerald Cardinale
Description	Obligerait les chefs de police locaux à informer les écoles, les églises, les organisations de jeunesse et les médias quand un délinquant sexuel était de se déplacer dans leur zone		Projet A-85 amendé: Permettrait d’établir un système à trois tiers qui requerrait que les groupes responsables de l’application de la loi, les organismes communautaires et, dans les cas les plus graves, le public, soient avisés lorsque les délinquants sexuels condamnés sont libérés. Le nombre de groupes à être avisés dépendrait du niveau de risque du délinquant de commettre une infraction d’ordre sexuelle. Le niveau de risque pourrait être jugé faible, modéré ou élevé.	
	A-81		S-12	
Commanditaires	Frank Catania	Marion Crecco	Information incomplète	
Description	Le meurtre d’une victime de moins de 14 ans deviendrait un facteur aggravant pour la peine capitale.			
	A-82		S-11	
Commanditaires	Steven Corodemus	Joseph Doria	Donald DiFrancesco	Robert Martin
Description	Obligerait la prison à vie pour les récidivistes condamnés pour agression sexuelles sur des moins de 16 ans et octroierait des peines minimales obligatoires dans les cas d’agressions sexuelles et contact sexuel aggravé (<i>aggravated sexual contact</i>).		Permettrait d’octroyer une peine d’emprisonnement prolongée de 30 ans jusqu’à la perpétuité si une personne est déclarée coupable d’une agression sexuelle grave impliquant de la violence ou menace de violence et où la victime est âgée de 16 ans ou moins.	
	A-86		S-142	
Commanditaires	Patrick Roma	Gary Stuhltrager	Louis Kosco	
Description	Clarifie les situations d’octroi d’un traitement contre le gré (institutionnalisation forcée) par le procureur général dans les cas d’individus souffrant de trouble mentaux et présentant un danger trop grave.			

	A-1592		S-995
Commanditaires	Joan Quigley	Nicholas Felice	Nicholas Sacco
Description	Oblige les délinquants sexuels à fournir un spécimen sanguin afin que l'on puisse avoir accès à leur ADN et afin de créer une banque d'ADN centralisée à l'État du New Jersey.		Ibid au projet de loi de l'Assemblée, mais le ajoute que le répertoire centralisé à l'État du New Jersey serait lié à un répertoire d'ADN fédéral.
	ACR-8		Adopté mais connu sous ACR-8
Commanditaires	Stephen Mikulak	James Holzapfel	Lou Bassano
Description	Créerait un détachement spécial législatif qui étudierait Avenel, prison thérapeutique pour délinquants sexuels.		
			S-1211
Commanditaires			John Casey Henry McNamara
Description			Obligation d'aviser les victimes lorsque leur assaillant a terminé de servir sa peine et s'apprête à être libéré de prison. Oblige également de département des corrections d'aviser les procureurs de comté dans le comté où la victime réside et dans le comté où le crime a été commis.
			S-15
Commanditaires			Jack Sinagra Andrew Ciesla
Description			Prévoit que les délinquants au centre Avenel ne sont pas admissibles pour des crédits de «bonne conduite» à moins de coopérer avec les programmes de traitement.

1.8.2 Objectifs visés par la Loi de Megan

À l'époque, la loi avait pour mission officielle la protection de la société (Matson et Lieb, 1997 ; Hinds et Daly, 2001 ; Goodman, 1996). En rendant l'information publique, la Loi de Megan devait permettre une forme d'*empowerment* communautaire (Burchfield et Mingus, 2008). La population détenait un nouveau pouvoir via l'outil, soit celui de mieux protéger ses enfants et ses proches contre les délinquants sexuels. La loi visait également certains objectifs secondaires. Parmi ceux-ci, on peut penser au pouvoir dissuasif de la loi, puisque les individus fichés se risqueraient moins de passer aux actes, étant reconnus par la population comme délinquants sexuels (Elbogen, Patry, & Scalora, 2003 dans Burchfield et Mingus, 2008 ; Vasquéz, Maddan et Walker, 2005). La Loi de Megan devait également permettre une meilleure collaboration entre les forces de l'ordre de l'État du New Jersey, ainsi qu'une meilleure collaboration entre les forces de l'ordre et la communauté, qui avait maintenant un rôle plus actif dans le contrôle du crime (Hinds et Daly, 2001).

1.8.3 Fonctionnement de la loi

Inscription au répertoire (P.L.1994c.133, N.J.S.A 2C : 7-1 à 7-5)

Dans un premier temps, la loi c.133 stipulait que tout délinquant sexuel ayant purgé une peine pour actes de délinquance sexuelle devait s'inscrire à un registre en fournissant

aux autorités légales locales ou à la police du New Jersey, son nom, son numéro de sécurité sociale, son âge, sa race, son sexe, sa date de naissance, sa grandeur, son poids, sa couleur de cheveux et yeux, son adresse de résidence légale, son adresse temporaire, son lieu d'emploi et la date à laquelle il l'a obtenu (New Jersey Statutes Annotated 2C : 7-4). Il y restait fiché pour une période d'au moins 15 ans, suite à quoi il pouvait appliquer à la cour supérieure afin d'être retiré du répertoire s'il n'avait pas commis de crime dans les 15 dernières années (New Jersey Statutes Annotated. 2C : 7-2).

Différentiation selon le niveau de risque et niveau d'avis au public (P.L.1994c.128, N.J.S.A. 7-6 à 7-11)

Cependant, l'information quant à tous délinquants sexuels n'était pas accessible au public en vrac. Les individus étaient classés selon leur niveau de risque et c'est ce niveau de risque qui déterminait le caractère public de leur information personnelle. Afin de déterminer le niveau de risque, un comité de douze individus fut formé. Ce comité est formé d'experts, dont des psychologues, des criminologues et des agents de libération conditionnelle, ainsi que de représentants de groupes d'intérêts tels que des groupes de défense de victimes ou de prévention du crime (S14/A85 : 1). À l'entrée en vigueur de la loi, le procureur général eut 60 jours pour fournir un ensemble de lignes directrices qui allaient séparer les délinquants sexuels en trois catégories distinctes de niveau de risque²¹ (S14/A85: 1). Afin de déterminer le niveau de risque, ces lignes directrices devaient identifier au moins 8 facteurs qui devaient influencer sur le risque de récidive.

Un niveau faible de risque, appelé « tiers 1 », s'appliquait aux délinquants sexuels qui ne seraient connus que de la police locale, leur information n'étant pas divulguée au public. Un risque modéré, ou « tiers 2 », identifiait les délinquants, dont l'information devait être révélée à la police locale, aux directions d'écoles, aux organismes de

²¹ Ces « lignes directrices » devinrent assez rapidement le *Registrant Risk Assessment Scale* (RRAS) qui consiste de L'outil consiste de quatre catégories, dont deux statiques et deux dynamiques : la gravité du crime commis par l'individu, son passé criminel, ses caractéristiques ainsi que son réseau de support (Administrative Office of the Courts [AOC], 2008). Les catégories se décomposent en 13 critères distincts auxquels un score est attribué selon les caractéristiques de l'individu. Selon le score obtenu au total, un niveau de risque de récidive est déterminé, soit un faible risque, un risque modéré ou un risque élevé (AOC, 2008).

jeunesse, à des organismes religieux ainsi qu'à des organismes communautaires (S14/A85: 2). Enfin, les délinquants de tiers 3, les plus dangereux, voyaient également leur information divulguée à une plus grande partie du public, en particulier à ceux qui couraient plus de chances d'entrer en contact avec eux (S14/A85: ; Levi, 2008).

Procédure pour l'avis à la population (P.L.1994c.128, N.J.S.A. 7-6 à 7-11)

Une fois les lignes directrices diffusées, le procureur du comté dans lequel le délinquant sexuel a été condamné, ainsi que celui du comté où il demeurait, devaient travailler de pair afin d'évaluer les délinquants et les séparer selon leur niveau de risque (S14/A85: 2). Suite à la consultation avec certaines autorités de la police locale, le niveau de risque était déterminé et rendu officiel. Le niveau d'avis au public était donc du même coup établi.

En 1994, l'Internet ne faisait que commencer à être disponible à grande échelle (Castells, 2001) et, bien que certains sites donnaient déjà accès à de l'information sur l'identité et le lieu de résidence de certains délinquants sexuels (Jenkins, 1998 : 200), il n'existait pas à l'époque de répertoire public officiel sur Internet fourni par l'État du New Jersey. La responsabilité de l'avis au public incombait plutôt au chef de la police locale. L'information quant aux délinquants sexuels était typiquement divulguée dans les médias et des lettres étaient souvent envoyées aux voisins d'un délinquant sexuel de tiers 3. Souvent, le délinquant sexuel de tiers 3 devait lui-même avertir son voisinage (porte-à-porte) et les personnes de son entourage. Pour les tiers 2 et 3, il existait également la possibilité de participer à des réunions communautaires ou encore de prononcer des discours dans des écoles ou des congrégations religieuses (Matson et Lieb, 1997).

1.8.4 Diffusion rapide du modèle de la Loi de Megan

À l'époque, ce type de loi ne s'appliquait qu'aux États de Washington et du New Jersey, mais se généralisa au pays entier suite à la lutte du représentant américain Richard Zimmer du New Jersey et par la signature de la version fédérale de la loi par le président Clinton en 1996 (Levenson et D'Amora, 2007). Cette dernière loi obligeait chaque État à rendre publique une partie de l'information présente dans son répertoire, tout en laissant

les États fixer leur propres règles quant au format et au contenu de cette publication. Par conséquent, certains États, comme l'Alabama, le Minnesota et le Texas, furent plus sévères (plus grand accès du public à l'information sur les délinquants à moindre risque), et d'autres comme le Vermont, la Virginie et la Caroline du Sud, le furent moins (Matson et Lieb, 1997).

Ce type de loi connu aussi un certain rayonnement mondial. Au Canada, six provinces (Colombie-Britannique, Alberta, Manitoba, Ontario, Saskatchewan, Terre-Neuve) ont légiféré pour donner aux autorités le droit de diffuser de l'information privée sur les délinquants sexuels jugés comme étant à risque élevé (Hinds et Daly, 2001 ; Petrunik, 2002 ; Lieb, Quincey et Berliner, 1998). Depuis 2002, un répertoire national canadien de délinquants sexuels existe, mais n'est pas accessible au public. Au Royaume-Uni, un répertoire national existe depuis 1997 et, dans des cas jugés exceptionnels et nécessaires, l'information sur certains délinquants sexuels peut être diffusée au public. En Australie, un répertoire national existe depuis peu, alors que l'État de Nouvelle-Galles du Sud ratifiait sa propre loi dès 2001. Dans ce pays, l'information sur les délinquants sexuels n'est pas officiellement diffusée au public (Crimtrac, 2009), bien qu'il existe une forme non officielle de divulgation (Hinds et Daly, 2001). En somme, parmi tous ces pays, seuls les États-Unis ont réellement poussé la divulgation d'information sur les délinquants sexuels à un niveau supérieur.

1.9 Élaboration du problème

Pour en revenir à ce qui nous intéresse plus particulièrement, soit la passation de Loi de Megan au New Jersey en 1994, bon nombre de chercheurs ont effleuré la question afin de nourrir le fil conducteur de leurs travaux, mais peu s'y sont réellement attardé de façon approfondie. Parmi ceux qui l'ont fait, on retrouve surtout des études quantitatives et qualitatives évaluant les effets de la mesure sur divers aspects²² (Duwe et Donnay, 2008 ; Shram et Milloy, 1995 ; Petrosino et Petrosino, 1999 ; Welchans, 2005 ; Levenson et Cotter, 2005 ; Tewksbury, 2002 ; Selvog, 2001). Par exemple, certains s'intéressent plus spécifiquement aux effets collatéraux de la mesure sur le délinquant

²² Ces études ne portent pas que sur le New Jersey mais étudient les effets de la mesure dans d'autres États également.

sexuel et ses proches (Petrosino et Petrosino, 1999 ; Levenson et Cotter, 2005). D'autres visent plutôt à connaître l'effet des répertoires publics de délinquants sexuels sur la récidive sexuelle (Duxe et Donnay, 2008 ; Shram et Milloy, 1995 ; Welchans, 2005 ; Tewksbury, 2002). En somme, ces auteurs ont en commun l'objectif de vérifier l'utilité ou la validité de la solution (répertoires publics de délinquants sexuels) apportée au problème perçu qu'est la délinquance sexuelle et le risque qu'elle représente pour la société.

Ainsi, peu d'auteurs se sont penchés sur les mécanismes de la perception du problème, ou sur le lien entre cette perception et la solution qui lui est apportée. En d'autres mots, peu se questionnent sur la caractérisation même de la délinquance sexuelle comme problème social et l'impact que cette caractérisation puisse avoir sur l'arrivée subséquente d'une solution comme celle de la Loi de Megan. Pour leur part, les chercheurs constructivistes ont peu touché à la Loi de Megan en particulier ou au processus local de construction, préférant faire l'analyse globale des lois adoptées en réponse au problème social de la délinquance sexuelle. À ce sujet, Jenkins (1998) est un auteur de marque, puisqu'il a su déconstruire les notions d'abus sexuel et de pédophilie au travers diverses époques, incluant celle qui nous concerne pour notre étude. Comme nous l'avons vu, Jenkins a utilisé le cadre théorique de la panique morale afin de lier la construction du problème à sa solution. Zgoba (2004) a fait de même via son étude..

Plus spécifiquement au niveau de la Loi de Megan maintenant, rares sont les textes constructivistes qui s'y attardent en entier. La thèse de doctorat de Suzette Cote (1998) concernait en partie cette loi, en tentant de démontrer que la Loi de Megan, comme d'autres lois similaires, reflètent la tendance moderne à vouloir gérer le risque via la classification, mais aussi à répondre à une certaine perception (construction) de la menace par plusieurs acteurs de la société. L'auteure s'attardait entre autres à l'influence accrue qu'avaient la population et certains entrepreneurs moraux sur la promulgation de nouvelles lois au niveau politique.

Si notre étude tend à aller dans la même direction que celle de Cote, nous souhaitons davantage nous concentrer sur l'arène politique. Ainsi, comment le délinquant sexuel est-il construit comme problème social par divers acteurs sur la scène politique ? Quels groupes d'intérêts ont été victorieux dans l'arène politique et par rapport à qui ? Comment la construction dominante est-elle liée avec la solution qu'est l'adoption de répertoires publics de délinquants sexuels ? La solution a-t-elle, comme le supposent Spector et Kitsuse (1977), identifié et cadré la délinquance sexuelle comme étant un problème social majeur ou est-ce plutôt le contraire ? Nous croyons que ces questions, parmi d'autres, ne peuvent trouver réponse que via le cadre théorique de la construction des problèmes sociaux, avec une importance particulière apportée au contexte social.

Plus spécifiquement, notre recherche, cherche à faire comprendre comment une construction particulière du problème social de la délinquance sexuelle et du risque qu'elle représente pour la sécurité mène à l'élaboration d'une solution conséquente. Nous plaçons ces deux étapes de construction et de solution dans cet ordre uniquement pour simplifier notre analyse, qui ne suppose pas à l'avance qu'il s'agit de deux étapes successives, ou même distinctes, du processus de réflexion des acteurs.

Le problème social que nous avons choisi est la délinquance sexuelle et l'instauration de la Loi de Megan dans l'État du New Jersey. Pour arriver à en comprendre le fonctionnement, nous devons :

- **Inventorier les principaux arguments et discours soulevés par les différents acteurs au sujet de la délinquance sexuelle.**

Quels étaient les discours dominants en ce qui a trait à la délinquance sexuelle en particulier ? Par quels thèmes majeurs ces discours publics se caractérisaient-ils ? Nous chercherons ici à déconstruire l'argumentaire et les discours majeurs en ce qui regarde la délinquance sexuelle.

- **Inventorier les principaux arguments et discours soulevés par les différents acteurs au sujet de la publication d'informations sur les délinquants sexuels.**

Ce deuxième objectif spécifique réfère davantage à la solution adoptée en réponse au premier objectif spécifique. Ainsi, comment les différents acteurs dans le monde politique justifient-ils leur support à un répertoire public de

délinquants sexuels ? Quels étaient les arguments de ceux qui s'opposaient à la mesure ? Lors de débats ou de rapports rendus aux décideurs (législatif), quels discours semblaient ressortir ?

- **Analyser la logique présentée pour soutenir l'adoption de registres publics de délinquants sexuels.**

Si le premier objectif spécifique tente de cerner l'ampleur du problème perçu (de la construction sociale de la délinquance sexuelle), le deuxième objectif lui, tente de comprendre les justifications quant à la solution à apporter. Ici, il s'agit de réunir les deux premiers objectifs spécifiques en tentant de voir comment l'un influence l'autre. Il s'agit de faire le pont entre la construction du problème social et la solution à ce problème.

CHAPITRE 2

MÉTHODOLOGIE

Afin de bien comprendre l'objectif de la recherche, Il est important de préciser qu'il s'agit ici d'une étude de cas unique, soit celui du débat menant à l'instauration de répertoires publics de délinquants sexuels dans l'État du New Jersey en 1994. Comme stratégie de recherche, l'étude de cas « [...] se centre sur la compréhension des dynamiques présentes dans des situations uniques [*single setting*] » (Eisenhardt, 1989 : 534). L'étude de cas peut être utilisée afin d'accomplir différentes visées (Eisenhardt, 1989 : 535). Nous en faisons utilisation afin de vérifier (tester) une théorie (Anderson, 1983, dans Eisenhardt, 1989 : 535), soit celle de la construction des problèmes sociaux, mais aussi dans le but d'alimenter la théorie où ceci est possible. Bien sûr, la théorie nous aidera aussi à bien comprendre l'histoire de la Loi de Megan. Plus simplement, notre cas sera utilisé comme laboratoire au cadre théorique de la construction d'un problème social (le cas échéant, la délinquance sexuelle et tout ce qui l'entoure) et son lien avec la solution envisagée et instaurée. Cette stratégie de recherche suggère une analyse fine et approfondie (Deslauriers et Kérisit, 1997 : 87, 97), afin que des liens forts puissent être établis entre le cas et la théorie.

2.1 Utilisation d'une méthodologie qualitative

Étant donné la nature même de l'objet d'étude, soit de comprendre la façon dont le problème social de la délinquance sexuelle a été construit par divers acteurs politiques et comment ceci contribua au débat et à l'adoption de la Loi de Megan, l'approche qualitative s'impose comme étant une méthode de choix afin de réaliser la recherche. Parmi les divers objectifs de la méthodologie qualitative, l'un des plus importants est celui de [saisir] « [...] le sens que revêtent l'action de la société dans la vie et les comportements des individus... (Deslauriers et Kérisit, 1997: 89) ». Via une analyse de discours et d'argumentaire, nous cherchons justement à obtenir les perceptions des acteurs quant aux délinquants sexuels ainsi qu'au répertoire public de délinquants sexuels. Pour ce faire, deux méthodes de collecte de données ont été utilisées pour l'élaboration de l'étude, l'entretien semi-directif ainsi que l'analyse documentaire.

2.1.1 Utilisation de l'entretien semi-directif

Cette première source de collecte de données est indispensable selon nous, puisqu'en général, l'entretien qualitatif nous donne la possibilité d'avoir accès et ce de façon approfondie, au point de vue des acteurs (Poupart, 1997 : 174). Afin de saisir l'argumentaire et les multiples discours présents dans l'arène politique à l'époque de l'adoption de la Loi de Megan, l'entretien qualitatif avec divers acteurs directement impliqués dans le débat est donc fort approprié. Plus spécifiquement, nous avons choisi d'opter pour l'entretien semi-directif. Ce type d'entretien tend à centrer l'interlocuteur sur une ou plusieurs dimensions particulières (les principaux arguments et discours soulevés par les différents acteurs au sujet de la délinquance sexuelle et les principaux arguments et discours soulevés par les différents acteurs au sujet de la publication d'informations sur les délinquants sexuels, le cas échéant), tout en lui laissant de la latitude pour s'exprimer sur des éléments qu'il juge importants (Quivy et Vancampenhoudt, 1988). La flexibilité que procure l'entretien semi-directif aide donc les interviewés à approfondir et à nuancer leurs propos à l'intérieur d'une dimension. Ainsi, les interviewés se pencheront sur ce qu'ils jugent importants et non sur ce que le chercheur leur impose. Toutefois, étant donné la nature historique du cas à l'étude, il se pouvait que les différents interviewés expriment des difficultés à approfondir, voire témoigner de certains aspects importants pour l'analyse. L'analyse documentaire se présentait donc comme une méthodologie efficace afin de palier à cette limite.

2.1.2 Utilisation de l'analyse documentaire

Comme nous l'avons vu, le répertoire public de l'État du New Jersey entra en vigueur en 1994. Bien que l'entretien qualitatif présente de nombreux avantages, il peut perdre de sa qualité lorsque les événements à l'étude sont éloignés dans le temps, puisque les interprétations, les perceptions et les points de vue des interviewés risquent d'avoir changé, voire avoir été oubliés avec le temps. Cellard (1997), Grawitz (2001) et Prior (2003) nous disent avec justesse que les documents écrits, contrairement aux humains, ne changent pas et ne sont pas influencés avec le temps. Ils sont tels qu'ils étaient à l'époque.

Puisque nous voulions saisir le discours et l'argumentaire d'acteurs politiques et autres

pendant le débat menant à la Loi de Megan, nous avons choisi de nous attarder aux archives journalistiques où de nombreuses déclarations et citations pouvaient être trouvées. Les articles de journaux avaient également l'avantage de témoigner du contexte politique de l'époque ainsi que du ton de la population générale. De plus, ces articles nous permettaient d'avoir accès aux déclarations de certains acteurs dans l'arène politique de l'époque. L'analyse documentaire de contenu journalistique permet non seulement de corroborer certaines déclarations provenant des entretiens, mais permet également l'analyse de matériel nouveau. Parmi les documents à analyser, les textes des projets de lois ainsi que les textes de lois eux-mêmes furent également relevés, plus particulièrement ceux qui touchaient directement la création d'un répertoire de délinquants sexuels mais aussi la publicisation de ce même répertoire. Dans ces documents, la logique sous-jacente au répertoire était souvent très explicite.

2.2 Cueillette des données

Bien que nous sachions d'emblée quelles méthodes principales furent utilisées afin de recueillir les données nécessaires à la réalisation de notre étude, on se doit d'aller plus en détails afin de rendre compte des éléments méthodologiques sous-jacents qui, d'une certaine manière, ont dicté l'étape à suivre qu'était l'analyse ainsi que le résultat final du projet. Pour chaque sous-section qui suivra, nous nous assurerons de discerner les deux méthodes de recherche qui furent utilisées dans la cueillette de données.

2.2.1 Échantillonnage

Recrutement des participants pour les entretiens

Rappelons que les objectifs spécifiques de notre étude visent d'une part à inventorier les principaux arguments et discours soulevés par les différents acteurs au sujet de la délinquance sexuelle et d'autre part, faire ce même travail, mais du côté du répertoire public de délinquants sexuels comme tel, le tout dans le contexte du débat menant à l'instauration de la Loi de Megan. Pour ce faire, nous nous devions de réaliser un découpage des acteurs susceptibles d'être intéressants pour notre étude, c'est-à-dire ceux qui ont eu un certain niveau d'influence dans le débat politique ainsi qu'au niveau du résultat final. Ce découpage se fit dans un premier temps par l'entremise de lectures d'archives journalistiques en lien avec le débat (nous y reviendrons lorsque nous

traiterons de l'échantillonnage en ce qui concerne l'analyse documentaire). Dans un deuxième temps, certaines recherches sur Internet nous permirent de soulever quelques noms importants d'acteurs du monde politique qui eurent un rôle crucial dans le processus d'adoption de la Loi de Megan. Cependant, la grande majorité des textes de projets de lois n'étaient pas disponibles sur Internet. Nous nous sommes donc déplacés au New Jersey afin de repérer le nom de certains autres acteurs politiques importants.

Une fois notre premier découpage terminé, il nous fallait prendre contact avec ces divers acteurs afin de se fixer des rendez-vous. Au total, onze acteurs étaient d'intérêt pour notre étude. Parmi eux, deux n'étaient pas repérables après une recherche sur Internet. Nous nous sommes fixé comme objectif de les repérer une fois rendus sur le terrain. Parmi ceux qui étaient repérables, un premier contact se fit par courrier électronique ; cinq d'entre eux répondirent au courriel, dans les cinq cas, par l'affirmative. Ensuite nous avons tenté de contacter par téléphone ceux qui n'avaient pas répondu au courriel. De ceux-ci, un souhaitait faire l'entretien sur le champ. Nous avons réalisé un court entretien téléphonique avec le participant (15 minutes), étant donné le fait qu'il avait du mal à se souvenir des événements. Un autre des sujets accepta de nous accorder un entretien au New Jersey. Les deux autres sujets n'étaient pas joignables. Nous avons donc établi six rendez-vous s'échelonnant sur une semaine dans diverses villes du New Jersey. Nous souhaitions en obtenir d'autres une fois sur le terrain par effet « boule-de-neige », c'est-à-dire en établissant des contacts à partir de ceux déjà établis (Mayer et Ouellet, 1991 : 386, dans Deslauriers et Kérisit, 1997 : 97). Ceci se concrétisa dans un cas, où nous avons pu obtenir de l'information par rapport à un contact, ce qui nous permit d'obtenir un entretien. Cet entretien fut fait par téléphone de Montréal.

Sélection du matériel servant à l'analyse documentaire

La première étape étant d'identifier les acteurs importants, la grande majorité des téléchargements en ligne d'archives d'articles de journaux eurent lieu avant que les entretiens ne prirent place. Un découpage s'imposait donc afin de sélectionner les archives de quotidiens en ligne les plus susceptibles de nous aider autant pour l'identification des acteurs importants que pour l'analyse documentaire.

La première condition de sélection était la disponibilité en ligne de telles archives. La deuxième condition était la disponibilité des archives pour notre période de référence. Étant donné la nature de notre étude, notre période de référence était relativement limitée dans le temps, soit du 30 juillet 1994 (journée suivant la disparition et le meurtre de Megan Kanka) au 1^{er} octobre 1994 (journée suivant l'adoption de la Loi de Megan). La troisième condition de sélection était la proximité du quotidien avec le lieu du drame et du débat politique, soit la ville de Trenton. Nous n'écarterions toutefois pas la possibilité de trouver des quotidiens dans certaines régions plus éloignées de la ville. Finalement, la quatrième condition était la quantité d'articles touchant le cas spécifique de la Loi de Megan. Plus d'articles il y avait, plus un quotidien spécifique nous intéressait. À ce sujet, certains mots-clés furent utilisés dans un engin de recherche du site Internet qui nous permettrait ensuite d'isoler les articles voulus. Ces mots-clés étaient les suivants : « Megan Kanka », « Kanka », « Timmendequas », « registry », « notification », « sex offender », « sex crime », « murder » et « pedophile ». Suite à notre découpage, un total de cinq quotidiens en ligne furent sélectionnés. Rendu sur le terrain, nous avons également sélectionné un journal qui n'était disponible qu'en microfilms. Nous y reviendrons sous peu. Parmi le matériel documentaire, des textes de lois devaient également être sélectionnés. Le découpage était alors très simple : nous devions nous concentrer sur les textes de lois qui concernaient la création d'un répertoire de délinquants sexuels mais aussi la publicisation de ce même répertoire. En effet, la Loi de Megan était la conjonction de ces deux textes de loi.

2.2.2 Caractéristiques des participants et du matériel documentaire

Participants

Étant donné la nature de l'étude, les participants n'étaient évidemment pas choisis au hasard. Leurs caractéristiques variaient donc énormément. Le seul véritable élément commun qu'ils partageaient était le fait qu'ils avaient eu un rôle influent dans le débat sur la Loi de Megan. Au tableau 2, on peut voir la liste des interviewés ainsi que leur rôle principal dans le débat. Ce rôle sera d'autant plus précisé lors du chapitre empirique.

Tableau 2 : Répartition des participants

Nom	Identité	Rôle dans le débat
Maureen Kanka	Mère de Megan Kanka.	Entrepreneure morale principale dans l'obtention de la Loi de Megan.
Peter Inverso	sénateur du New Jersey, représentant de la municipalité de Hamilton, endroit où vivait Megan Kanka.	1. Responsable de l'élaboration et la création de la Loi de Megan au New Jersey. 2. Commanditaire principal du projet de loi S-14 sur la publication d'information sur les délinquants sexuels et qui donnera naissance à P.L. 1994, c. 128.
Ed Martone	Membre du American Civil Liberties Union en 1994. Maintenant membre du New Jersey Association on Corrections.	S'opposait fortement à la Loi de Megan stipulant que le public ne serait pas plus en sécurité avec ou sans la loi. Très souvent cité dans les médias afin de démontrer le point de vue opposé.
James Hemm	Directeur exécutif du New Jersey Association on Corrections.	S'est exprimé à quelques reprises dans les médias afin d'exprimer son opposition à la Loi de Megan.
John Furlong	Avocat de la défense au New Jersey, se spécialisant dans les cas de délinquance sexuelle.	S'est ouvertement prononcé contre la mesure à plusieurs reprises. A pris part à une des deux réunions organisées par le comité du sénat afin de débattre sur les projets de lois. Pendant cette réunion, il s'est prononcé contre la mesure en citant ses raisons. Plus tard, il a défendu un client afin de démontrer que la loi était contre la constitution, sans succès.
Richard "Dick" Zimmer	Représentant américain, municipalité de Delaware (12e district) au New Jersey.	Au même moment où la Loi de Megan était débattue au New Jersey, Zimmer a fait modifier un projet de loi fédéral sur le crime (crime Bill) afin d'y inclure la Loi de Megan, ce qui obligeait dorénavant les 50 États américains à publier une partie de l'information sur les délinquants sexuels. Zimmer s'exprimait très souvent dans les quotidiens. Il n'était pas impliqué dans le processus d'adoption de la Loi de Megan au niveau étatique, fait fortement impliqué dans le débat.
Michelle Ruess	Journaliste pour le quotidien <i>The Record</i> .	Couverture quotidienne des événements, participation à un débat public en lien avec l'adoption de la Loi de Megan (le même débat auquel a participé Furlong).
Garabed "Chuck" Haytaian	Membre et locuteur de l'assemblée du New Jersey, représentant du comté de Warren.	Déclara une mesure d'urgence dans l'assemblée, afin d'outrepasser la procédure habituelle de débats publics et de passer directement au vote.

Au total donc, nous avons mené 8 entretiens dont un qui se réalisa avec James Hemm et Ed Martone du même coup. Bien qu'avec ces deux participants, la prise de contact avait été faite séparément, les deux s'entendirent pour que l'entretien soit fait d'un coup. L'entretien avec John Furlong fut réalisé au téléphone après le « terrain ». Ensuite, il faut noter que l'entretien avec Chuck Haytaian ne dura qu'approximativement quinze minutes.

Matériel documentaire

Comme il a été dit, nous avons utilisé un total de six quotidiens dont les articles étaient archivés. Cinq de ces archives d'articles provenaient d'un site Internet payant. Les journaux digitalisés qui ont été retenus sont le *New Jersey Star-Ledger*, le *Times of Trenton*, le *Bergen Record*, le *Hunterdon County Democrat* et le *New York Times*. Nous avons toutefois un grand intérêt pour un quotidien de Trenton nommé *The Trentonian*

qui n'était pas en ligne. Il nous fallu attendre d'être sur le terrain pour finalement aller le consulter (sous forme de microfilms). Au tableau 3 figure la liste des différents quotidiens et le nombre d'articles retenus pour chacun d'entre eux.

Tableau 3 : Quotidiens recensés et articles retenus

Journal	Format	Articles retenus
The Trentonian	microfilm	46
Times of Trenton	en ligne	43
Bergen Record	en ligne	30
New Jersey Star-Ledger	en ligne	27
New York Times	en ligne	8
Hunterdon County Democrat	en ligne	3
Total		157

Naturellement, les journaux de Trenton étaient ceux qui contenaient le plus d'articles pertinents, étant donné la proximité de leurs bureaux avec les événements entourant la mort de Megan Kanka ainsi que la proximité avec les organismes étatiques, Trenton étant la capitale du New Jersey.

Afin de compléter notre matériel documentaire, nous nous sommes d'abord concentrés sur les deux textes de lois qui constituaient la Loi de Megan. Le premier était celui de la loi c133 (mise en vigueur le 31 octobre 1994) concernant l'inscription des délinquants sexuels à un registre. Par rapport au registre comme tel, nous avons également inclus dans le matériel documentaire les projets de lois qui menèrent à la version officielle de la loi. Ainsi, nous avons retenu le projet de loi de l'assemblée, soit le projet A84 (présenté le 15 août 1994) ainsi que sa version amendée par le *Senate Law and Public Safety Committee* (datée du 26 septembre 1994). Cette dernière version était identique à celle du projet de loi S13 (daté du 26 septembre 1994). Le deuxième texte de loi était celui de la loi c128 (mise en vigueur le 31 octobre 1994), permettant l'avis au public concernant la mise en liberté de certains délinquants sexuels. Par rapport à cette loi, nous avons également retenu les projets de lois proposés sur la question. Premièrement, nous avons retenu le projet de loi de l'assemblée A85 (présenté le 15 août 1994) ainsi que le projet de loi du sénat, soit le projet de loi S14 (présenté le 12 septembre 1994). Nous

avons également retenu la version amendée des projets A85 et S14 par le comité du sénat (adoptée le 26 septembre 1994). L'ensemble de ces textes ont été repérés et photocopiés à la bibliothèque juridique de l'État du New Jersey (*New Jersey State Law Library*).

2.2.3 Conditions de la cueillette de données

Déroulement des entretiens

Pour la réalisation de nos entretiens, nous avons choisi de laisser le choix de la date (considérant une période limitée à deux semaines) et du lieu de l'entretien aux interviewés. À ce sujet, Poupart (1997) nous renseigne quant à la mise en scène des entretiens, soulignant entre autres qu'afin que l'interviewé se sente à l'aise, un choix judicieux du moment de l'entretien est nécessaire. L'interviewé doit être complètement disponible pour l'entretien. En lui laissant le choix du moment de l'entretien, nous nous sommes assurés que l'interviewé soit complètement disponible lors de la rencontre. De plus, Poupart (1997) ajoute un autre élément de mise en scène, soit celui du lieu de l'entretien. Il parle entre autres du fait que l'interviewé doit être le moins dépaycé possible afin qu'il soit le plus confortable. Encore une fois, en laissant le choix à l'interviewé quant au lieu de la rencontre, nous favorisons le niveau de confort du participant. Au tableau 4 figure la liste des entretiens en ordre d'occurrence ainsi que le lieu de la rencontre.

Tableau 4 : liste des personnes interviewées

Entretien	Interviewés	Lieu
1	Ed Martone et James Hemm	Bureau du <i>New Jersey Association on Corrections</i> , Trenton, NJ
2	Richard "Dick" Zimmer	Restaurant/Bistro dans le village de Laurenceville, NJ
3	Michelle Ruess	Dans une école où elle travaillait, à Princeton, NJ
4	Maureen Kanka	Au domicile des Kanka, Trenton, NJ
5	Peter Inverso	Au bureau de M. Inverso, dans une banque du comté de Mercer, NJ
6	John Furlong	Entretien téléphonique
7	Garabed "Chuck" Haytaian	Entretien téléphonique

Les entretiens furent donc réalisés au lieu de travail des participants dans trois cas, à leur domicile dans un cas, au restaurant dans un cas et par téléphone dans deux cas. À chaque entretien, suivant la signature du formulaire de consentement (et l'envoi par courriel

lorsque ce fut nécessaire), nous procédions à communiquer à l'interviewé notre consigne de départ. En voici un exemple:

So, the main research question after which I guess you have as much time to answer in any way that you want, I'm not going to be very precise with my questions, it's going to be quite broad actually. But the question is: can you tell me about the events that led to the implementation of Megan's Law and also your role within the whole debate, should we call it? (Entretien avec John Furlong).

Une fois la consigne donnée, nous laissions à l'interviewé la liberté de s'exprimer sur ce qu'il voulait, tout en gardant en tête certains points pour lesquels nous souhaitions obtenir des réponses et explications advenant le cas où le participant ne les abordait pas. Ces points touchaient entre autres la perception du problème de la délinquance sexuelle par l'interviewé. Nous souhaitions savoir si la délinquance sexuelle était réellement un problème pour l'interviewé. Nous souhaitions également connaître quels éléments faisaient de la délinquance sexuelle un problème ou non. Ensuite, nous voulions avoir une idée de l'étendue du problème ou encore de l'urgence associée au problème perçu. Les points importants touchaient également sa perception de la solution. Entre autres, nous voulions savoir ce que nos interviewés pensaient du répertoire. Nous voulions également obtenir des explications quant au lien du répertoire avec le problème perçu. Dans le cas où l'interviewé abordait une dimension importante pour notre recherche, nous l'incitions à approfondir sa pensée. Dans le cas où un élément essentiel à notre recherche n'était pas abordé, il est arrivé quelques fois que nous l'abordions nous-mêmes afin que l'interviewé y réagisse. Nous sommes conscients que cette façon de procéder n'est pas idéale, mais qu'étant donné la rareté de son occurrence et de sa nécessité afin d'obtenir un portrait complet de la perception des sujets, nous ne voyons pas cette procédure comme étant problématique dans le cadre de notre étude. Généralement toutefois, nous ne faisons que suivre l'interviewé dans sa pensée, le relançant par moments, plus souvent qu'autrement pour approfondir certaines idées qu'il avait soumises.

Quelques éléments spécifiques à certains entretiens se doivent d'être mentionnés puisqu'ils ont pu avoir certains effets sur les réponses des participants. Un premier élément provient de l'entretien avec Ed Martone et James Hemm. Nous avons débuté

l'entretien avec Ed Martone seulement. James Hemm est arrivé 30 minutes plus tard et avait raté la consigne de départ. Bien qu'il participa activement à l'entretien et entraînait en interaction avec Martone et nous, il arrivait à plusieurs reprises qu'il s'écartait du sujet où qu'il parlait d'un cas similaire à celui étudié, ce qui nous força à ignorer une partie de ses commentaires lors de l'analyse. Ensuite, l'entretien avec Richard Zimmer en était une plutôt particulière, puisque ce dernier était intervenu au niveau fédéral en ce qui concerne la Loi de Megan. Certains de ses commentaires ont dû être écartés parce que par moments, il était difficile pour nous de discerner s'il parlait de la Loi de Megan au niveau étatique ou de la loi au niveau fédéral.

Cueillette du matériel documentaire

Ici, il importe de dire que la cueillette du matériel documentaire se fit à différentes périodes étant donné l'inaccessibilité en ligne de plusieurs documents dont certains articles de journaux ainsi que les projets de lois. La plupart de l'information au sujet de la cueillette des données précède. Ajoutons qu'une fois arrivés sur le terrain, nous nous sommes déplacés à plusieurs endroits afin de trouver l'information que nous voulions. Une visite aux bureaux du quotidien *The Trentonian* nous permit de connaître le lieu des archives du journal, soit une bibliothèque située dans le comté de Hunterdon. Ensuite, les projets et textes de lois furent trouvés à la bibliothèque du droit de l'État du New Jersey (*New Jersey State Law Library*).

2.3 Traitement des données

Étant donné l'objectif principal de notre étude, c'est-à-dire de comprendre comment une construction particulière du problème social de la délinquance sexuelle et du risque qu'elle représente pour la sécurité mène à l'élaboration d'une solution conséquente qu'est la de la Loi de Megan, nous devons dans un premier temps saisir le discours des acteurs concernés par rapport à leur perception du problème social mais aussi par rapport à la solution identifiée.

Pour ce faire, nous avons retranscrit les entretiens enregistrés de façon intégrale dans un premier temps. Ensuite, nous avons inséré ces transcriptions ainsi que les articles de journaux digitalisés dans le logiciel d'analyse *QDA Miner*. Par la suite, un codage par

thèmes s'ensuivi. D'abord, nous avons séparé en deux dimensions notre matériel d'analyse selon nos deux premiers objectifs spécifiques. L'une des dimensions touchait les discours et argumentaires en lien avec la délinquance sexuelle et l'autre touchait les discours et argumentaires en lien avec le répertoire public de délinquants sexuels. Ainsi, lors de l'analyse, chaque partie de texte qui touchait davantage les délinquants sexuels ou la délinquance sexuelle, sans témoigner explicitement du répertoire, était catégorisé selon le code « argumentaires en lien avec la délinquance sexuelle ». Aussitôt qu'une section de texte témoignait du répertoire toutefois, le texte était catégorisé selon le code « argumentaires en lien avec le répertoire public de délinquants sexuels ». À mesure que le codage était effectué, certaines idées qui se ressemblaient étaient à leur tour recodées selon des indicateurs (arguments, lignes de discours). Ainsi, si dans un article de journal, un membre de l'assemblée affirmait que les délinquants sexuels récidivaient énormément, un indicateur nommé « haut niveau de récidive » pouvait être créé sous la dimension « argumentaires en lien avec la délinquance sexuelle ». Dorénavant, chaque idée qui s'y apparentait était codée sous le même indicateur. Une fois toutes les parties de texte codées selon les deux dimensions principales ainsi que leurs indicateurs, notre travail fit de catégoriser les indicateurs selon des thèmes. Les indicateurs qui semblaient toucher une idée commune étaient regroupés, formant alors un thème. Ainsi, les indicateurs « illusion de sécurité », « délinquants sexuels obtiendront ce qu'ils veulent peu importe loi ou non », « population pas plus en sécurité avec ou sans la loi », « protection de population/sécurité », « loi sauvera des vies » et « population justicière/danger pour sécurité » témoignaient essentiellement de questions de sécurité. Le thème « Sécurité et protection du public » fut donc créé. De cette façon émergèrent les thèmes d'analyse. Outre celui déjà nommé, les thèmes d'analyses sont « le délinquant sexuel », « l'accès à l'information », « la sécurité et la protection de la société », « la justice », « la surveillance » et le « processus politique » (ces thèmes sont définis à la section 3.2). Par moments, certains sous-groupe d'indicateurs pouvaient être regroupés à nouveau, formant des sous-thèmes qui sont clairement séparés dans l'analyse.

En ce qui concerne les articles de journaux digitalisés, seuls les citations d'acteurs furent retenues pour l'analyse, la balance du texte provenant souvent des auteurs des

articles eux-mêmes. Aucune distinction ne fut faite au niveau de l'analyse entre ces citations et les entretiens retranscrits. Nous sommes tout de même conscients que même les citations retenues par les journalistes sont souvent dictées ou suggérées par une ligne de pensée du quotidien lui-même, ce qui amènerait un certain biais au niveau de l'analyse. Toutefois, nous croyons que notre diversification au niveau de nos sources journalistiques nous permettait de palier à cette apparente limite, puisqu'il était possible pour nous de comparer plusieurs articles concernant des dates identiques. Ceci nous permettait sans doute d'avoir une vue plus complète des faits et surtout des discours. En ce qui concerne les articles et les textes de lois sous forme papier, nous avons physiquement coupé les textes selon la même logique que le matériel documentaire sous forme digitale. Ensuite, nous avons organisé les coupures de textes par thèmes et sous-thèmes, ce qui facilitait notre accès à ce que nous désirions analyser.

La séparation du matériel par thèmes et sous-thèmes nous permettrait alors une analyse structurée. La conclusion allait ensuite offrir au lecteur une synthèse de cette analyse et ainsi que la contribution de nos constatations sur les plans théoriques et pratiques.

CHAPITRE 3
L'ARÈNE POLITIQUE
HISTOIRE, JOUEURS ET
ARGUMENTAIRES

Avant que toute forme d'analyse approfondie ne puisse prendre place, on se doit d'abord d'étaler les perceptions, les positions, les arguments et les paroles des divers acteurs ayant activement participé au débat menant à l'instauration de la Loi de Megan. Pour ce faire, on doit dans un premier temps connaître et comprendre les événements qui sont survenus, et ce de façon chronologique. On se doit également d'identifier les principaux acteurs impliqués dans le débat ; qui sont-ils ? Quelle est leur allégeance politique ? En quoi ils ont été actifs dans l'arène politique au sujet de la délinquance sexuelle et du répertoire ? Une fois cette base est établie, nous serons à même d'entrer dans le débat qui prenait place à l'époque.

3.1 Historique de l'adoption de la Loi de Megan et présentation des acteurs principaux

Suite à nos lectures d'articles de journaux de l'époque ainsi que nos entretiens, nous sommes à même d'établir la chronologie des événements, illustrée à l'annexe 1. Cette ligne du temps prend en compte l'émergence marquée du débat qui trouva son point d'origine quelques jours après la mort de Megan, et s'échelonne jusqu'à la signature de la Loi de Megan par la gouverneure Whitman, le 31 octobre 1994. Dans les prochaines lignes nous suivrons cette ligne du temps tout en couvrant les événements de façon détaillée. Toutefois, avant de débiter, il est important de souligner que durant ce retour dans l'histoire, de nombreux acteurs politiques importants seront introduits. Un grand nombre d'entre eux ont eu un rôle actif et important dans les divers débats menant à la Loi de Megan. Dans le tableau 5, on retrouve la présentation des acteurs qui ont façonné le débat menant à l'adoption de la loi.

Tableau 5 : Répartition des principaux acteurs

Nom	Allégeance politique	Titre	Rôles principaux au sein du débat
Maureen Kanka	Républicaine	Mère de Megan Kanka	Entrepreneure morale principale dans l'obtention de la Loi de Megan.
Richard Kanka	Républicain	Père de Megan Kanka	Aidait Maureen Kanka dans son entreprise
Don Kanka	non spécifié	Oncle de Megan Kanka	Représentant et porte-parole de la famille Kanka
Karen Wengert	non spécifié	Mère de Amanda Wengert	Entrepreneure morale secondaire et support à Maureen Kanka. Entra dans le débat peu de temps après la découverte du corps de Megan Kanka.
Peter Inverso	Républicain	Sénateur du New Jersey, représentant de la municipalité de Hamilton, endroit où vivait Megan Kanka.	1. Responsable de l'élaboration et la création de la Loi de Megan au New Jersey 2. Commanditaire principal du projet de loi S-14 sur la publication d'information sur les délinquants sexuels et qui donnera naissance à P.L. 1994, c. 128.
Paul Kramer	Républicain	Membre de l'assemblée du New Jersey, représentant de la municipalité de Hamilton.	Commanditaire principal du projet de loi A-85 sur la publication d'information sur les délinquants sexuels (amendée au sénat sous S-14)
Gerald Cardinale	Républicain	sénateur du New Jersey, représentant du comté de Bergen.	Co-commanditaire du projet de loi S-14 sur la publication d'information sur les délinquants sexuels (P.L. 1994, c. 128).
Micheal Arnone	Républicain	Membre de l'assemblée du New Jersey, représentant du comté de Monmouth	Co-commanditaire principal du projet de loi A-85 sur la publication d'information sur les délinquants sexuels (amendée au sénat sous S-14)
Christine Whitman	Républicaine	Gouverneure du New Jersey en 1994.	Elle ratifia une série de 9 projets de loi s'attardant aux délinquants sexuels dont celui donnant naissance à P.L. 1994, c. 128.
Garabed "Chuck" Haytaian	Républicain	Membre et locuteur de l'assemblée du New Jersey, représentant du comté de Warren	Déclara une mesure d'urgence dans l'assemblée, afin d'outrepasser la procédure habituelle de débats publics et de passer directement au vote.
Richard "Dick" Zimmer	Républicain	Représentant américain, municipalité de Delaware (12e district) au New Jersey.	Au même moment où la Loi de Megan était débattue au New Jersey, Zimmer a fait modifier un projet de loi fédéral sur le crime (crime Bill) afin d'y inclure la Loi de Megan, ce qui obligeait dorénavant les 50 États américains à publier une partie de l'information sur les délinquants sexuels.
John Furlong	Républicain	Avocat de la défense au New Jersey, se spécialisant dans les cas de délinquance sexuelle	S'est ouvertement prononcé contre la mesure à plusieurs reprises. A pris part à une des deux réunions organisées par le comité du sénat afin de débattre sur les projets de lois. Pendant cette réunion, il s'est prononcé contre la mesure en citant ses raisons. Plus tard, il a défendu un client afin de démontrer que la loi était contre la constitution, sans succès.
Ed Martone	Démocrate	Membre du American Civil Liberties Union.	S'opposait fortement à la Loi de Megan stipulant que le public ne serait pas plus en sécurité avec ou sans la loi. Très souvent cité dans les médias afin de démontrer le point de vue opposé.
Karen Spinner	Non-spécifié	Membre du American Civil Liberties Union.	S'est exprimée à quelques reprises dans les médias afin de faire valoir son opposition à la Loi de Megan.
James Hemm	Démocrate	Directeur exécutif du New Jersey Association on Corrections	S'est exprimée à quelques reprises dans les médias afin de faire valoir son opposition à la Loi de Megan.
Population	-	Population de l'État du New Jersey	Dans ce cas unique, la population avait un rôle extrêmement influent, d'une part par sa signature de nombreuses pétitions, indiquant son support écrasant pour la Loi de Megan, ensuite par le signalement de leur support via un sondage, et finalement étant donné le fait qu'ils offraient peu de choix aux politiciens qui après tout, devaient les représenter.
Médias	-	Quotidiens	Les médias ont eu un certain rôle au sein du débat. D'une part, ils exposaient le débat, c'est-à-dire qu'au travers les médias, il était possible pour les lecteurs d'obtenir un portrait de l'arène politique. D'autres part, certains quotidiens plus que d'autres, prenaient position dans le débat, ce qui risque d'avoir eu une influence sur les lecteurs.

Le 29 juillet 1994, en soirée, Maureen Kanka, la mère de Megan, demande à la grande sœur de Megan d'aller la trouver chez son amie (où elle devait être) puisque leur père allait revenir avec des friandises. À son retour, la sœur de Megan annonce à sa mère que

Megan n’y était pas. Si la situation n’était pas perçue comme présentant un problème au tout début, elle le devint plus tard dans la soirée quand les parents de Megan et quelques voisins se mirent à sa recherche. Plus tard dans la soirée, les policiers sont appelés et passent de porte-à-porte à l’aide de maîtres-chiens afin de trouver la jeune fille, sans succès. Pendant la nuit, nombreux sont les voisins, les policiers et les pompiers et les volontaires qui sont à la recherche de la jeune fille. C’est le lendemain que le corps de la jeune fille est retrouvé dans un champ non loin de l’endroit où résident les Kanka. Dans les journaux de la journée suivante, on dit que les policiers ont été dirigés au corps par le voisin qui fait face à la maison des Kanka (Leibowitz, Plitch et Mickle, 31 juillet 1994). On apprendra également que lorsque la police questionnait le voisin, Jesse Timmendequas le soir de la disparition de Megan, ce dernier aurait semblé suspect. Ceci mena à une confession complète du suspect et à la révélation par Timmendequas du lieu où le corps se trouvait.

Le 31 juillet, un jour après que les autorités aient retrouvé le corps de Megan Kanka, Keith Owens, un résident de la municipalité de Hamilton (endroit où réside la famille Kanka) avait garé son véhicule dans un stationnement abandonné et l’avait tapissé de slogans tels que « Where are Megan’s rights? The Right To Know, Death Penalty, Life imprisonment, Megan deserves better » selon les dires de Maureen Kanka. Cette dernière qui l’avait vu par hasard, s’arrêta afin de mieux comprendre ce qu’il faisait. En s’approchant, elle vit que Owens tenait une pétition sur laquelle tous ces slogans et demandes étaient écrits. Selon ce que Maureen Kanka nous dit, elle lui aurait demandé de venir chez elle afin de clarifier ce qu’il faisait. Ils se rencontrèrent une deuxième fois en soirée du 31 juillet et Mme Kanka indiqua à Owens que sa pétition abordait trop de sujets et qu’elle devait se centrer sur une cause spécifique. Voici un extrait de notre entretien avec Mme Kanka à ce sujet:

... the guy came back with the petition and we sat down with it, and I remember saying to him: “you have too many things on here”. I mean all those things were on there and I said, you know you’re never going to get this, I said you have to focus on this. I said “the right to know, this is it!” [...] And from that point on, we got heavily involved...

C'est ici, selon Mme Kanka, qu'elle et son mari débutèrent leur entreprise afin d'obtenir une loi qui publierait de l'information au sujet de délinquants sexuels condamnés. Déjà, les journaux du 1^{er} août affirment qu'une demande du public à que l'État rende public de l'information sur les délinquants sexuels condamnés se fait entendre (Plitch et Klein, 1^e août 1994 ; Hennessey, 1^{er} août 1994). En date du 1^{er} août, le *Trenton Times* rapporte que plusieurs résidents de la municipalité de Hamilton avaient décoré la ville de rubans roses en l'honneur de Megan (Sagnip Hollendonner et Dee, 2 août 1994). Peter Inverso, sénateur du New Jersey et représentant de la municipalité de Hamilton à l'époque, nous dira lors d'un entretien que c'était presque de l'ordre du surréel, puisque l'intérêt et le support de la communauté était arrivé de façon si spontané.

Le 2 août au soir, un rassemblement annuel qui se nommait « National Night Out » avait été organisé. Habituellement, cet événement réunissait policiers et communauté et divers messages de sécurité étaient transmis. Étant donné la situation toutefois, cette soirée prit une différente tournure alors que de 5 000 à 7 500 personnes se rallièrent afin d'exprimer leur peine, leur colère et leur rage face à l'agression sexuelle et le meurtre de la jeune Megan Kanka (Connolly, Dvorak, Mooney, DeHaven et Waligore, 3 août 1994). C'est ici que la pétition nouvellement remaniée prit son envol, récoltant de nombreuses signatures. Les Kanka étaient sur place, ainsi qu'un grand nombre de représentants des médias et Mme Kanka prit la parole afin de plaider pour ce qu'elle nommait déjà la « Loi de Megan ». Des rubans roses ainsi que des chandails à manches courtes sur lesquels étaient écrit « Megan's Law » étaient distribués à la foule. Présente au rassemblement était la gouverneure du New Jersey à l'époque, Christine Whitman, qui exprimait sa préoccupation et son désir d'explorer les avenues possibles au sujet de l'enregistrement de délinquants sexuels condamnés à un registre disponible à la police. Face à la demande des Kanka, elle visait également se pencher sur la question de la publicisation de cette information (Kiely, 3 août 1994).

Toujours en date du 2 août, certains législateurs se prononçaient en faveur du répertoire public de délinquants sexuels, dont trois membres de l'assemblée du New Jersey, Paul Kramer (représentant républicain de la municipalité de Hamilton), Joseph Yuhas

(représentant démocrate de la ville de Trenton) et Shirley Turner (représentante démocrate de Laurenceville). Le sénateur en chef du parti républicain, John Bennett (représentant le comté de Monmouth), avait également témoigné de son support à la mesure potentielle (McClure et Baldwin, 3 août 1994). Du même coup au niveau fédéral, le représentant américain Richard « Dick » Zimmer déclarait qu'il désirait modifier un projet de loi fédéral sur le crime afin d'y inclure une « Loi de Megan », qui obligerait dorénavant les cinquante États américains à publier de l'information sur les délinquants sexuels condamnés (McClure et Baldwin, 3 août 1994). Déjà toutefois (2 août), certains exprimèrent leur inquiétude sinon leur opposition à ce type de loi, dont Ed Martone et Karen Spinner, membres du *American Civil Liberties Union (ACLU)* ainsi que James Hemm du *New Jersey Association On Correction (NJAC)* (Kiely, 3 août 1994 ; Mendez, 4 août 1994). Certains experts en traitement de délinquants sexuels ainsi que certains chercheurs dans le domaine dont David Finkelhor, tentaient également de mettre en garde le public contre ce type de loi (Hoffman, 4 août 1994). Ces différents groupes se manifesteront tout au long du débat au travers les médias qui, à l'époque, constituaient un acteur politique très important²³. Au cours des quelques jours qui suivent, d'autres législateurs se joindront au débat, dont le sénateur Louis Kosco (représentant du comté de Bergen), qui demandait à ce que la publication soit complète, c'est-à-dire que tout soit publié sur tous les délinquants sexuels condamnés (McClure, 4 août 1994). En date du 3 août, le sénateur Peter Inverso écrivait une lettre à la gouverneure indiquant qu'il allait introduire un projet de loi au sujet de l'avis à la population de la présence d'un délinquant sexuel dans un quartier (McClure, 4 août 1994). D'autres législateurs affirmaient déjà s'associer à divers projets de loi rattachés à celui d'Inverso, comme celui de l'enregistrement obligatoire des délinquants sexuels avec les corps policiers locaux (commandité par Pat Roma, membre de l'assemblée représentant le comté de Bergen et Gary Stuhltrager, membre de l'assemblée représentant du comté de Gloucester) (McClure, 4 août 1994).

²³ Les médias ont eu un certain rôle au sein du débat. D'une part, ils exposaient le débat, c'est-à-dire qu'au travers les médias, il était possible pour les lecteurs d'obtenir un portrait plus ou moins juste de l'arène politique et de ses constituants. D'autres part, certains quotidiens plus que d'autres, prenaient position dans le débat, ce qui risque d'avoir eu une influence sur les lecteurs.

Le lendemain de l'enterrement de Megan (4 août), Whitman annonçait au public qu'il y aurait une réforme des lois sur les délinquants sexuels et que sa procureure générale, Deborah Poritz, allait se mettre au travail afin de créer la législation nécessaire (Marsico, 6 août 1994). Pendant les jours suivants, certains acteurs importants témoignaient de leur appui pour la Loi de Megan. Le membre républicain et locuteur de l'assemblée du New Jersey Garabed « Chuck » Haytaian ainsi que le président du sénat Donald DiFrancesco, républicain, en étaient des exemples. La commission scolaire de la municipalité de Hamilton en était un autre. Ceux qui s'opposaient à l'idée d'une Loi de Megan continuaient de manifester leur opinion dans les journaux (Ruess, 9 août 1994). Pendant ce temps, les Kanka poursuivaient leur lutte pour l'obtention d'une loi. Les parents d'Amanda Wengert, jeune fille du New Jersey également tuée par un délinquant sexuel en 1994, se joignirent alors aux Kanka dans leur quête, apparaissant de multiples fois à leurs côtés lors de tribunes médiatiques (Weissman et Mendez, 9 août 1994). Le 8 août, soit 9 jours après la disparition de Megan, la pétition avait déjà été recueilli 100 000 signatures. Le jour suivant, Whitman signa trois nouvelles lois immédiatement applicables qui touchaient les délinquants sexuels, sans pour autant être directement reliées à l'avis à la population de la présence d'un délinquant sexuel dans un quartier. Pendant les prochains jours, quelques articles de journaux exposaient les divers débats qui prenaient place dans l'arène politique entre de nombreux politiciens et certains opposants à loi, comme Ed Martone et Karen Spinner (i.e. : Kovach Caldwell, 14 août 1994). Par exemple, dans un article du *Times of Trenton*, l'oncle de Megan, Donald Kanka, s'exprimant aux médias, affirmait: « My personal opinion is that a criminal convicted of something as heinous as this relinquishes a specific right to privacy » (Kovach Caldwell, 14 août 1994). Dans le même article, on y opposait la pensée de Martone: « I can understand the feelings of anger and I wouldn't mind taking a Louisville Slugger to this guy's forehead myself. But what's being proposed in the Legislature is impractical and will make us no more secure than before. »

Or ici, une précision s'impose afin de comprendre l'environnement politique de l'époque. La législature du New Jersey à l'époque était constituée de deux chambres, l'assemblée (80 membres) et le sénat (40 membres). Les républicains détenaient la

majorité dans les deux chambres, ce qui signifiait qu'ils avaient le « contrôle » de la chambre. Ce contrôle s'exprimait d'abord par les individus à la tête des deux chambres, soit Chuck Haytaian comme locuteur de l'assemblée et Donald DiFrancesco comme président du sénat. Ces derniers avaient des rôles puissants et étendus. Autant DiFrancesco que Haytaian avaient le pouvoir de décider du calendrier des rencontres et des projets de loi à être considérés, de présider les sessions dans leur chambre respective, de décider des membres élus dans divers comités et de référer ou non des projets de loi aux comités afin qu'ils soient considérés. Le parti républicain détenait donc beaucoup de pouvoir dans la législature du New Jersey. Chuck Haytaian, plus spécifiquement, était placé dans une situation particulière à l'époque, puisqu'il tentait la même année (1994) de se faire élire au sénat américain. Nous verrons plus tard en quoi ceci a pu avoir un impact sur le cas à l'étude.

En journée du 14 août, Haytaian déclara que des projets de loi touchant les délinquants sexuels étaient en train d'être créés et qu'il jugeait que la situation était urgente. Il affirma qu'étant donné la situation, des mesures d'urgence (*emergency measures*) devaient être prises afin que les projets de loi passent directement au vote, sans être débattus dans des forums publics habituels (Ruess, 15 août 1994). Ces projets de lois (6 au total), dont le projet A-85 pour la divulgation à la population d'information sur les délinquants sexuels condamnés, furent présentés à l'assemblée le lendemain (Mendez, 16 août 1994). L'ensemble des projets de lois fut considéré par un comité du sénat le 22 août. Quelques jours plus tard, Whitman affirma qu'en ce qui concernait le projet de loi A-85, l'avis à la population ne serait pas automatique, c'est-à-dire que seul les délinquants sexuels les plus à risques verraient leur information être révélée au public. Un système à trois niveaux de risque (*tiers*) se devait d'être développé, comme c'était déjà le cas dans le seul État possédant une mesure similaire au projet de loi A-85, soit l'État de Washington (Stile et Fromm, 25 août 1994). Toutefois, ceci ne demeura qu'une proposition pour l'instant.

Tel que promis par Chuck Haytaian suite à sa déclaration de situation d'urgence, l'assemblée passa au vote, outrepassant les habituels débats en chambre, et vota en

faveur d'une série de 7 projets de loi le 29 août 1994 (McLarin, 30 août 1994). Inclus dans l'ensemble de mesures était le projet A-85, qui sera éventuellement reconnu comme étant la Loi de Megan. Une fois le vote passé, les projets de loi devaient maintenant passer au sénat du New Jersey où ils seraient débattus et où un vote serait éventuellement effectué, selon la procédure habituelle (à ce sujet, l'annexe 2 indique en détails la procédure impliquée dans la présentation et passation d'une loi dans l'État du New Jersey). Dans ses délibérations, le sénat amenda certains projets, dont le projet A-85 (devenu le projet S-14 au sénat). À l'instar de ce que Whitman avait déclaré, certains membres du sénat, notamment Peter Inverso, jugeaient que le fait de publiciser de l'information (incluant le lieu de résidence) sur absolument tous les délinquants sexuels condamnés était possiblement une mauvaise idée pour diverses raisons, incluant entre autres une peur que le public se ferait justice lui-même (Ruess, 13 septembre 1994). Inverso voulait également éviter de trop inclure divers individus à l'intérieur d'une seule catégorie comme il nous l'expliquait lors de notre entretien avec lui :

We then looked at tiering of the individuals so that we didn't basically do a broad brush approach and just do a knee jerk reaction in saying you know, anyone that has any you know sexual offense on their record would fall under community notification.

Or, l'assemblée n'avait fait état d'aucune forme de discrimination entre les niveaux de risque des délinquants sexuels lorsque leur vote eu lieu. Le sénat allait donc amender le projet de loi A-85 afin d'y inclure un système par tiers qui allait discriminer entre les individus à haut risque et ceux qui étaient à plus faible (Ruess, 13 septembre 1994). Le projet S-14 serait donc la version amendée du projet A-85.

Pendant ce temps, la Loi de Megan avançait également au niveau fédéral. Le 13 septembre, le président Clinton signa une nouvelle loi sur le crime, qui incluait sa propre version fédérale de la Loi de Megan, obligeant les cinquante États à aviser la population quant à la présence de délinquants sexuels dans leurs quartiers (Orr, 14 septembre 1994). Le degré de publicité des informations était laissé à la discrétion des États.

Le 3 octobre, le sénat du New Jersey²⁴ vota de façon unanime (quelques abstentions) pour 9 projets de lois dont le projet S-14 (Mendez, 4 octobre 1994) sponsorisé par les sénateurs Peter Inverso et Gerald Cardinale (représentant républicain du comté de Bergen). Deux projets de loi (A-81/S-12, A86/S-142) allaient être directement acheminés au bureau de la gouverneure (puisque la version du sénat était identique à la version de l'assemblée) tandis que les autres devaient revenir à l'assemblée (dont le projet S-14), puisque certains d'entre eux avaient été amendés et d'autres ajoutés par le sénat. De retour à l'assemblée, les projets de lois furent à nouveau étudiés et certains législateurs dont les démocrates Loretta Weinberg (membre de l'assemblée représentante de Teaneck) et Charles Zisa (membre de l'assemblée, représentant de la ville de Hackensack) exprimèrent leur désaccord particulièrement avec le projet de loi A-85/S-14. Par exemple, Weinberg déclarait: « It is not fair [...] to pretend we've done something meaningful for our children... » (Ruess, 21 octobre 1994). Face au système d'évaluation du niveau de risque, elle se demandait également pourquoi on libérait de prison des individus jugés à « haut risque » en premier lieu (Fromm, 21 octobre 1994). Malgré cela, le projet de loi passa à 68 contre 0 voix avec 12 abstentions²⁵. Cette tendance s'est également maintenue en ce qui concerne les autres projets de loi. Le 20 octobre 1994, les projets de loi étaient acceptés par l'assemblée et devaient maintenant être acheminés au bureau de la gouverneure Christine Whitman. Le 31 octobre 1994, au bureau extérieur de la gouverneure, Maureen Kanka remerciait le public du New Jersey de l'avoir supporté dans son entreprise. Christine Whitman signa alors les 9 projets de loi et deux autres qui visaient à protéger les victimes d'actes criminels. Parmi ces 9 projets (illustrés au tableau 1), elle signa les lois c.133 et c.128 ou la « Loi de Megan », celle qui nous concerne le plus dans notre étude.

3.2 Argumentaires dans l'arène politique

Entre le moment où Megan Kanka était retrouvée et la date où la Loi de Megan fut instaurée, une série de positions, d'arguments, de justifications et de discours se firent

²⁴ Le sénat de l'État du New Jersey est composé de 40 membres. Vingt-et-un votes sont nécessaires pour qu'un projet de loi soit accepté, qu'il y ait des abstentions/absences ou non.

²⁵ L'assemblée de l'État du New Jersey est composée de 80 membres. Pour qu'un vote sur un projet de loi passe, 41 voix doivent être comptabilisées, peu importe le nombre d'abstentions. Selon ce que M. Dick Zimmer nous disait lors de notre entretien avec lui, les membres qui ne sont pas en accord avec une mesure peuvent souvent s'abstenir de voter plutôt que de voter contre.

entendre dans l'arène politique du New Jersey. Plusieurs arguments revenaient à maintes reprises et étaient partagés par divers acteurs. D'autres faisaient l'objet de controverses entre acteurs spécifiques. Chose certaine, c'est que malgré un apparent consensus en ce qui regarde la position des acteurs quant à la Loi de Megan, l'arène politique était remplie de subtilités et d'opinions diverses. Au cours de notre codage cependant, il était clair que certaines idées revenaient. D'autres idées y étaient connexes. En bref, de notre collecte de données et notre codage est émergé une série de thèmes qui permettaient de faire des regroupements d'idées. Par exemple, certains arguments touchaient plus le thème de la « sécurité » tandis que d'autres touchaient plus le thème de la « justice ». Au cours de la présente section, nous dresserons une liste de ce qui a été dit sur le vaste sujet qu'est la Loi de Megan. Bien évidemment, nous accorderons une grande importance à l'origine des idées véhiculées, c'est-à-dire que nous prendrons soin d'indiquer quel acteur a dit quoi. Notre liste sera scindée selon les thèmes qui ont émergé lors de notre codage, soit « le délinquant sexuel », « l'accès à l'information », « la sécurité et la protection de la société », « la justice », « la surveillance » et « le processus politique ». Dans chaque thème, une distinction sera faite entre les différentes catégories d'acteurs. Dans le cadre de notre étude, nous ferons allusion à 5 différents types d'acteurs actifs dans le débat, soit les entrepreneurs moraux, les politiciens (ou le monde politique), la population, les médias et les experts. Une précision importante doit tout de même être faite en ce qui concerne la population comme acteur influent dans l'arène politique. Si nous croyons que le public a eu un impact réel en ce qui concerne le cas à l'étude, il s'avère que ce niveau d'influence sera difficile à évaluer dans le cadre de cette étude, puisque contrairement à l'information recueilli par rapport aux autres catégories d'acteurs, nous n'avons pas un accès direct à la population du New Jersey. Ainsi, afin d'illustrer certains aspects jugés importants concernant la population, nous nous en tiendrons qu'aux faits. Par exemple, la force de la population comme acteur sera souligné par sa signature de nombreuses pétitions, indiquant son support écrasant pour la Loi de Megan, ou encore par sa participation à un sondage sur la question des répertoires publics,

3.2.1 *Le délinquant sexuel*

Ce thème regroupe tout ce que nous avons pu trouver sur ce que les divers acteurs impliqués dans le débat politique croyaient et déclaraient au sujet des délinquants sexuels. Il répond à la question : Qu'est-ce qu'un délinquant sexuel ?

Représentation symbolique

En premier lieu, nous pouvons nous demander à quoi correspond la perception générale du délinquant sexuel chez les différents acteurs impliqués dans le débat politique sur la Loi de Megan ? Cette question, nous l'avons posée à quelques uns de nos interviewés et la réponse la plus claire nous provenait de Peter Inverso : « Despised, despised, they were despised, absolutely despised. Absolutely. »

Certains quotidiens comme le *Trentonian* n'hésitaient pas à utiliser un langage évocateur lorsqu'ils se référaient aux délinquants sexuels, les qualifiant parfois de *sickos* (Klein et Plitch, 1^{er} août 1994 ; Leibowitz, 8 août 1994 ; Nesse, 23 août 1994) ou encore de prédateurs (Dvorak, 13 septembre 1994). Par contre, cette tendance n'était pas généralisée à la plupart des quotidiens du New Jersey.

Au niveau politique, il semble que le bien-être du délinquant sexuel était loin d'être une priorité, grâce à un apparent sentiment de dégoût vis-à-vis l'individu, si l'on se fie aux propos de Peter Inverso. La vision du délinquant sexuel était plus souvent qu'autrement implicite au langage utilisé par les divers politiciens et acteurs impliqués dans le débat. En général, on le dépeignait comme un être qui ne méritait aucune forme de reconnaissance. D'une part, plusieurs pensaient que les délinquants sexuels n'étaient pas méritants de droits²⁶, comme le déclarait Paul Kramer de façon explicite : « I really don't give a damn about sex offenders and their rights » (Fromm, 30 août 1994). Cette idée que le délinquant sexuel ne devrait pas avoir de droits était partagée par plusieurs, dont certains membres de la famille Kanka, comme Maureen Kanka et la tante de Megan Kanka, Monica Mahon, qui affirmaient toutes deux que les pédophiles condamnés devaient être privés de leur droits (Klein et Plitch, 1^{er} août 1994 ; Dvorak, Plitch, Klein,

²⁶ La question du droit des uns versus le droit des autres sera davantage discutée dans la section 3.2.5 traitant de la justice.

J., Dehaven, Mooney, Connolly et Waligore, 4 août 1994). Bill Rick, de la commission scolaire de Hamilton, était du même avis, lorsqu'il affirma supporter la Loi de Megan (Ford, 8 août 1994). La perception générale suggérait un élément inhumain voire monstrueux au délinquant sexuel, comme le dépeigna Steven J. Corodemus, un membre de l'assemblée : « We can lock away these animals and take out of our minds the doubts that our children will be the next victims » (McLarin, 30 août 1994).

Cette vision des choses n'était toutefois pas sans opposition et c'est surtout l'avocat de la défense John Furlong qui se faisait particulièrement virulent sur le sujet. D'une part, nous disait-il lors de notre entretien, il tentait de rappeler à l'époque que la catégorie « délinquant sexuel » pouvait être séparée en divers sous-catégories d'individus, parfois très différentes les uns des autres. Ainsi, dans ce que l'on entendait être la délinquance sexuelle figuraient différents types d'individus avec leurs caractéristiques spécifiques. Si les pédophiles compulsifs psychopathes existaient, ils étaient loin de représenter la majorité des délinquants sexuels, puisqu'ils ne formaient qu'une extrême minorité, selon ce que nous disait Furlong. Il jugeait à l'époque que pour le public, les pourcentages étaient inversés, c'est-à-dire que pour la population, une minorité devenait une majorité — opinion partagée par Ed Martone, de l'ACLU. Furlong ajoutait que presque tous les détenus à l'ADTC (Adult Diagnostic and Treatment Center) en voulaient énormément à Timmenedquas, qui y était lui-même emprisonné, puisqu'ils étaient conscients que ce dernier allait les représenter dans l'esprit du public. Dans un article du journal *The Record* (Ruess, 18 septembre 1994), certains délinquants sexuels rétablis exprimaient leur colère envers Timmenedquas, puisqu'il ne reflétait pas l'ensemble des délinquants sexuels, dont plusieurs aspiraient à la réhabilitation.

Pour Furlong et pour plusieurs délinquants sexuels, on faisait des délinquants sexuels un groupe homogène sans considérer des différences importantes, voire capitales, qui devaient normalement influencer la réaction pénale. Cette vision des choses n'était toutefois pas partagée par la grande majorité des acteurs impliqués dans le débat, qui n'osaient presque pas s'y attarder. Pour eux, une chose était certaine : ces individus représentaient une grande menace.

Degré de dangerosité

Pour plusieurs, le délinquant sexuel était une menace imprévisible, capable de frapper à tout moment. Comme nous allons le voir, plusieurs témoignaient de l'urgence de la situation.

D'une part, les médias semblaient avoir leur mot à dire sur le sujet. Quelques articles avec des titres évocateurs semblaient témoigner d'une menace présente, difficilement identifiable et imminente. Entre autres, le *Trentonian* contenait un article intitulé « Stats show there may be : Molester hiding on every block— Pedophiles » avec le sous-titre « Pedophiles hide in plain sight » (Dvorak, Plitch, Klein, Mooney, Connolly et Waligore, 4 août 1994). Dans cet article, une conseillère qui répondait au téléphone pour Childhelp USA était citée à maintes reprises. Elle soulignait entre autres le fait que les délinquants sexuels se trouvaient partout et qu'ils demeuraient anonymes la plupart du temps. Un autre quotidien populaire, le *Times of Trenton*, présentait également un article avec un titre alarmant, soit « When danger lurks around the corner » (Ford, 10 août 1994). Enfin, plusieurs articles des journaux *The Record*, le *Times of Trenton* et le *Trentonian* mettaient de l'emphasis sur les commentaires alarmants de citoyens du New Jersey, les citant à de nombreuses reprises. Parmi ceux-ci, on retrouve certains titres évocateurs tels que : « Parents see world as a crueller place » (O'Brien, 9 octobre 1994), « Can kids be safe, yet scared ? » (O'Crowley, 8 août 1994), « Helpin kids come to grips with tragedy » (Ford, 4 août 1994).

Si l'on se fie aux articles, il semblerait que la population ait vraiment été frappée par la tragédie. Plusieurs personnes citées exprimaient leur inquiétude de laisser leur enfant sortir de leur champ de vision. Dans un article en particulier, une mère expliquait que ses enfants avaient des heures de jeux programmées et supervisées, expliquant qu'il était impossible de faire confiance à qui que ce soit (O'Brien, 9 octobre 1994). L'expression populaire « *stranger danger* » prenait ici tout son sens. Selon ce que nous avons lu au travers les divers articles de journaux, il semblerait que depuis la mort de Megan, la population redoutait énormément les étrangers. Dans quelques textes, des parents et experts laissaient entendre que ce qui leur faisait réellement peur, c'était cet inconnu

(Ford, 4 août 1994) qui pouvait être un voisin (O’Crowley, 8 août 1994), mais du même coup, un délinquant sexuel récidiviste. Michelle Ruess, une journaliste pour le *Bergen Record* témoignait de cette peur de l’autre lors de notre entretien avec elle. Elle soulignait entre autres que le public semblait terrifié par le fait que n’importe qui pouvait potentiellement être un délinquant sexuel dangereux. Comme nous allons le voir, cet état d’esprit n’échappait pas à bon nombre d’acteurs directement impliqués dans le processus politique.

Dès le début de son entreprise, Maureen Kanka s’efforçait de faire comprendre au public qu’il fallait effrayer ses enfants (*scare your children*) afin qu’ils comprennent le réel danger d’un prédateur sexuel (Stile, 3 août 1994). Elle ajoutait que malheureusement, il y avait simplement trop de délinquants sexuels vivant parmi la population. Quelques jours après cette déclaration, elle se prononça à nouveau sur la question: « We don’t want people to feel that because we have legislation or that bills are passed that our kids are safe. Because they’re not. They’re not. We thought our daughter was safe » (Stile, 10 août 1994). Dans un article du *Trentonian*, elle laissa entendre qu’il était impératif que des individus comme Timmenedeqas ne puissent plus être invisibles aux yeux du public (Leibowitz, 3 août 1994). Lors de notre entrevue avec Mme Kanka, elle nous parlait des divers opposants à la Loi de Megan, nous disant qu’elle avait peine à croire que certains avocats de la défense osaient dire que les délinquants sexuels n’étaient pas une menace si urgente, ajoutant qu’elle n’avait pas de patience pour ce type de commentaire.

Du côté des politiciens, s’il est vrai que plusieurs témoignaient de l’urgence de la situation, peu parlaient directement de ceux qui représentaient véritablement le danger, soit les délinquants sexuels. Toutefois, certains commentaires sur le sujet illustraient le danger perçu de façon explicite. Par exemple, lors du vote du sénat pour le projet de loi S-14, le sénateur Donald DiFrancesco s’exprima sur la question, déclarant que peu étaient au courant du danger réel que présentait les délinquants sexuels et que pour la grande majorité de la population, la perception était que les enfants du New Jersey étaient en sécurité, le voisinage était inoffensif et les lois protégeaient suffisamment le public (Siegel, 6 octobre 1994). Selon le sénateur, tout cela avait maintenant changé.

D'autres, comme le sénateur Louis Kosco, témoignaient encore plus directement du danger imminent : « Sex offenders are like walking time bombs » a-t-il dit (Marsico, 30 août 1994).

Ces déclarations n'étaient toutefois pas sans opposition, alors que certains groupes et individus tentaient de faire entendre leur position dans le débat. Parmi ceux-ci, certains experts dont Ruben Rodriguez, porte-parole du *National Center for Missing and Exploited Children*, se basait sur de récentes statistiques afin d'affirmer que les enlèvements d'enfants par des étrangers étaient très rares si on les comparait avec les enlèvements par les parents (Page, 3 août 1994). Ed Martone intervenait également à de multiples reprises. Selon ses dires, il tentait d'éduquer les gens par rapport au danger des délinquants sexuels, indiquant d'une part que ces derniers étaient plus souvent qu'autrement des proches ou des membres de la famille. Ainsi, ces acteurs tentaient de contrer la pensée générale du délinquant sexuel étranger.

En bref, tout au long du débat, il semble que plusieurs percevaient les délinquants sexuels comme des menaces imprévisibles et difficiles à identifier. Si, par moments, cette perception était exprimée de façon indirecte (par exemple en signalant l'urgence de la situation où en posant des gestes témoignant d'une forte inquiétude), il semble tout de même que la pensée générale reflétait une inquiétude face aux délinquants sexuels, plus souvent qu'autrement qualifiés de dangers imminents. Or cette vision en suggérait une autre qui témoignait de l'incapacité des délinquants sexuels à modifier leur comportement.

Capacité de réhabilitation

Il semble qu'à ce sujet, la plupart de ceux qui se prononçaient à l'époque provenaient du milieu politique. Au début du débat, le maire de la municipalité de Hamilton (où vivaient les Kanka), Jack Rafferty, déclara dans une entrevue télévisée que les efforts de réhabilitation déployés par les cliniciens avaient été vains et que les délinquants sexuels étaient incurables (Sagnip Hollendonner, 5 août 1994). Un jour plus tard, la gouverneure Whitman expliquait que les délinquants sexuels semblaient se démarquer par rapport aux

autres criminels comme étant une classe d'individus très difficile à réhabiliter (Marsico, 6 août 1994). Pour sa part, le sénateur Louis Kosco déclarait que les délinquants sexuels ne pouvaient être guéris, mais spécifiait qu'il se basait sur ce que disaient à l'époque les experts en délinquance sexuelle : « They've (les experts en délinquance sexuelle) admitted that there is no treatment that can help it. They said there is no cure... (Stile, 29 août 1994) ». En fait, selon ce que nous avons trouvé, cette pensée était largement partagée par bon nombre d'acteurs impliqués dans le débat politique menant à la Loi de Megan. Certains politiciens, comme le membre de l'assemblée Patrick Roma, se faisaient également entendre sur le sujet. Roma affirmait qu'un délinquant sexuel qui sortait de prison n'était pas nécessairement réhabilité (Ruess, 2 août 1994). Lors de notre entretien avec lui, Peter Inverso nous confirmait ce qu'il avait dit quelques semaines avant l'adoption de la Loi de Megan (Stile, 4 octobre 1994), c'est-à-dire que selon les cliniciens de l'époque, certains délinquants sexuels ne pouvaient être guéris (*cured*). Il était donc un peu plus tempéré que Kosco dans ses propos, spécifiant qu'il ne parlait pas pour tous les délinquants sexuels, mais pour une partie d'entre eux. Une partie du texte du projet de loi S-14 (publicisation d'une partie du répertoire de délinquants sexuels) résumerait toutefois ce que plusieurs tentaient de soulever pendant le débat : « Because sex offenders are likely to be unsusceptible to the « cures » offered by the prison system... » (S-14).

Malgré l'abondance de commentaires dans la même direction, il semblerait, selon un article du journal *The Times of Trenton*, que plusieurs cliniciens du New Jersey croyaient à la réhabilitation des délinquants sexuels (Page, 3 août 1994). Parmi ceux-ci, un expert en traitement de délinquants sexuels, le Docteur Oscar Sandoval, s'exprimait sur la question via un article du *Trentonian* (Leibowitz, 8 août 1994). Ce dernier affirmait d'une part que le traitement à l'ADTC était inadéquat et que les mots « correction » et « réhabilitation » ne pouvaient être compatibles. Il soulignait qu'un traitement adéquat pouvait réhabiliter jusqu'à 7 délinquants sexuels sur 10, mais que ce « traitement adéquat » était pratiquement inexistant dans l'État du New Jersey.

Ed Martone, du American Civil Liberties Union, semblait aller dans le même sens que Sandoval. Ce dernier tentait de faire comprendre, via les médias, que les traitements de réhabilitation des délinquants sexuels offerts au New Jersey étaient tout simplement incomplets et mal adaptés (Tedeschi, 22 septembre 1994). Il argumentait que les programmes de réhabilitation obtenaient des résultats mitigés non pas en raison de la clientèle, mais bien en raison du manque de ressources, de savoir et de supervision (Sullivan, 1^{er} novembre 1994). Il soutenait qu'il était alors naturel que ceux qui suivaient ces programmes en sortaient inchangés. Lors de notre entretien avec lui, il nous disait qu'à l'époque, le budget alloué aux programmes de traitement de délinquants sexuels était minime, voire insignifiant. Les individus qui en sortaient n'étaient donc pas bien préparés au monde extérieur. Quatre délinquants sexuels en liberté interviewés par une journaliste du quotidien de Newark *The Star-Ledger* étaient du même avis que Martone, indiquant qu'à l'ADTC où ils avaient été emprisonnés, le traitement était facultatif et que certains en sortaient sans avoir suivi quelconque forme de traitement (Patterson, 2 octobre 1994). Bien que quantitativement, il y avait plus de commentaires de l'autre côté, c'est-à-dire que plusieurs croyaient que les délinquants sexuels ne pouvaient être réhabilités, le débat sur le sujet était tout de même actif jusqu'à l'adoption de la loi.

Récidive

Bien que corollaire à la réhabilitation, les discussions sur les taux de récidive des délinquants sexuels étaient multiples. Si pour bon nombre d'acteurs, le délinquant sexuel ne pouvait être « guéri », ceci signifiait par le fait même qu'il allait commettre d'autres crimes sexuels une fois libéré.

Certains membres de la population, comme Dick Kramer, à l'origine d'un groupe nommé *Voices for Victims* formé en 1987, étaient de cet avis. Kramer se joigna à l'entreprise des Kanka au tout début afin de faire signer les pétitions. Dans un article du journal *The Record* du 5 août 1994 (Zambito), Kramer affirmait que si un individu commettait un crime sexuel une fois, il avait beaucoup de chances qu'il en commettrait un à nouveau.

Au niveau de la politique locale, le maire de la municipalité de Hamilton soulignait, dans une entrevue télévisée, le fait que la société devait savoir où les délinquants sexuels condamnés se trouvaient, puisque ces derniers allaient sans doute récidiver (Sagnip Hollendonner, 5 août 1994). James Anzaldi, le maire d'une municipalité au nord de Hamilton (Clifton), déclarait qu'historiquement, les délinquants sexuels étaient des récidivistes. Cependant, au niveau étatique, les politiciens du New Jersey se faisaient plus prudents à ce sujet. Par exemple, la gouverneure de l'État utilisait des mots plus tempérés (*appears, perhaps*) afin de livrer un message tout de même similaire à celui des deux maires. Peu s'aventurèrent sur ce terrain cependant, la plupart de l'information à ce sujet provenant d'autres acteurs politiques et d'experts.

Parmi les experts, David Finkelhor, alors professeur de sociologie à l'université du New Hampshire, affirmait que contrairement à la croyance populaire, les taux de récidive pour les agresseurs d'enfants étaient plus bas que ceux des autres crimes violents ou des crimes contre la propriété (Page, 3 août 1994). C'est toutefois John Furlong et Ed Martone qui furent les plus visibles sur la question de la récidive. Du côté de Martone, ses déclarations sur le sujet reflétaient celles de Finkelhor, à savoir que par rapport à des taux de récidive de 85 % chez ceux qui commettaient des crimes contre la propriété et des taux de 80 % chez les trafiquants de drogues, les délinquants sexuels présentaient des taux de récidive de 23 %. Selon ce que Martone tentait de communiquer à l'époque, la seule catégorie de criminels présentant des taux de récidive inférieurs à ceux des délinquants sexuels était celle des meurtriers. Pour Furlong maintenant, et nous y reviendrons dans une section subséquente, la plupart des politiciens omettaient de distinguer les différents types de délinquants sexuels lorsqu'ils se référaient à certains cliniciens ou études sur la récidive. En entrevue, Furlong nous dit qu'à l'époque, il tentait de faire comprendre que les pédophiles présentaient les taux de récidive les plus bas si on les comparait aux autres catégories de délinquants sexuels. Il ajoutait qu'il se frustrait lorsqu'il voyait que le réseau de télévision FOX parlait de taux frôlant le 100 %. Furlong nous disait que bien qu'il fournissait un effort considérable à livrer de l'information sur les taux de récidive à la population, elle se fermait sur le sujet à l'époque. Finalement, dans une lettre adressée aux législateurs de l'État du New Jersey,

un délinquant sexuel ayant déjà fréquenté l'ADTC, soulignait que Jesse Timmendequas ne représentait pas l'ensemble des délinquants sexuels et que plusieurs d'entre eux désiraient réellement mettre fin à leurs comportements sexuels déviants via le traitement. Il ajoutait que Timmendequas appartenait à une classe très restreinte d'individus irrécupérables qui allaient commettre des crimes à nouveau et que s'il fallait s'attarder à la question de la récidive, ce n'est que sur eux qui fallait se concentrer (Patterson, 2 octobre 1994). En bref le débat sur la récidive, bien que présent à l'époque, était parfois évité par les législateurs et plutôt alimenté par certains experts et d'autres qui tentaient d'informer le public sur les diverses statistiques en lien avec les taux de récidive des délinquants sexuels.

Autant au niveau de sa représentation symbolique, de son degré de dangerosité, de sa capacité de réhabilitation que dans son niveau de récidive, le délinquant sexuel faisait l'objet de nombreux débats au sein de l'arène politique. Certains de ces débats touchaient entre autres le droit de la population d'avoir accès à l'information concernant les délinquants sexuels condamnés.

3.2.2 L'accès à l'information

Nous poursuivons avec ce thème non pas par hasard, mais pour la simple raison que le thème de « l'accès à l'information » englobe entre autres l'une des premières justifications, chronologiquement parlant, d'une loi qui aviserait le public de la présence de délinquants sexuels dans un quartier, soit le « droit à l'information » (*right to know*). Toutefois, ce thème englobe également tout ce qui a été dit au sujet de l'information, allant du droit d'accès jusqu'à l'utilité ou non de cette accessibilité.

Droit d'accès à l'information

Dès le début de son entreprise, Maureen Kanka avait en tête une justification fort simple et claire en ce qui regardait la Loi de Megan. Suite à sa discussion avec Keith Owens, un citoyen de la municipalité de Hamilton, Mme Kanka avait isolé ce qu'elle considérait être la raison principale de l'enlèvement, de l'agression sexuelle et du meurtre de sa fille. Lors de notre entretien avec elle, il était clair qu'à l'époque, si elle avait su qu'un

délinquant sexuel condamné vivait devant sa résidence, la mort de Megan aurait pu être empêchée, comme elle le souligne ici :

I said the "right to know" this is it! I said we should have known. We lived here for 15 years. I have 3 children. A street full of kids, we should have known that there was 3 convicted sex offenders, child molesters, pedophiles I didn't even know what that word was at the time, um, but we should have known and I said you know that's what it should be it should be the "right to know", that we have the right as parents, to know about this...

La logique était donc simple, les citoyens devraient avoir le droit à l'information concernant des délinquants sexuels condamnés qui vivaient parmi eux. Pour Mme Kanka, cet argument était une question de « bon sens » (*common sense*) comme elle nous l'a répété plusieurs fois lors de l'entretien. Du moment où Mme Kanka est apparue dans les médias, elle défendait ce droit à l'information, modifiant que très rarement le langage utilisé. Plusieurs de ses affirmations étaient fortement similaires, sinon identiques à celle-ci livrée un peu plus tard dans le débat : « ...if we had known there was a pedophile living on our street, my daughter would be alive today » (Ruess, 27 septembre 1994). Assez rapidement, cet argument devint le cheval de bataille de l'entreprise des Kanka. Donald Kanka, l'oncle de Megan et porte-parole de la famille, martelait l'expression *right to know* dans les médias. Il soulignait notamment que l'information devait être rendue accessible et ce de façon simple et sans barrières administratives (Sagnip Hollendonner, 4 août 1994). Pour lui, l'accès à l'information sur les délinquants sexuels condamnés était un « droit » de citoyen et le fait de ne pas le protéger était un non-sens : « If the police should know they're there, why shouldn't the parents know (McNichol, 24 août 1994) ? » L'information devait donc être accessible au grand public.

Du côté du public, le sentiment général s'accordait avec celui des Kanka. Dans notre entretien avec Peter Inverso, l'ancien sénateur affirmait que dès le départ le public était enragé du fait qu'un délinquant sexuel puisse vivre dans un quartier à l'insu de la communauté. Il l'exprimait fort littéralement selon Mme Kanka., en accrochant des rubans roses dans les arbres, ou en arborant des t-shirts et en signant des pétitions sur lesquels était « Megan's Law, The Right To Know ». Questionnés par les journaux à

plusieurs occasions, divers membres de la population affirmaient que l'accès à l'information était un droit en soi. Le public n'était pas concerné par les nuances d'une loi potentielle selon Inverso. Simplement, il voulait avoir accès à l'information. Quelques jours avant la signature de la loi par la gouverneure, un sondage réalisé par le journal *The Record* démontrait que 90 % de la population était en accord avec la Loi de Megan et que 83 % aurait souhaité que le public soit alerté peu importe le niveau de risque du délinquant sexuel (Ruess, 26 octobre 1994

Une fois le débat élargi à la sphère politique, le « droit à l'information » demeura la pierre angulaire de ceux qui défendaient la Loi de Megan. Plusieurs législateurs se prononçaient sur la question. Peu se prononcèrent dans les premiers jours suivant la mort de Megan, mais plusieurs législateurs, dont le sénateur John Bennett et les membres de l'assemblée Joseph Yuhas et Shirley Turner, exprimaient leur support pour la Loi de Megan à peine cinq jours après la mort de Megan. Les premiers à se prononcer sur le droit à l'information étaient plutôt dans la sphère politique locale. Par exemple, le maire de la municipalité de Hamilton, Jack Rafferty, ainsi que Bill Rick, de la commission scolaire de la ville, prononçaient des paroles similaires à celles de Maureen Kanka sur la question (Sagnip Hollendonner, 5 août 1994 ; Ford, 8 août 1994). C'est Richard Zimmer qui fut le premier politicien de marque à témoigner publiquement du droit du public d'avoir accès à l'information concernant les délinquants sexuels condamnés et vivant parmi les citoyens. Cependant, Zimmer luttait dans la sphère politique fédérale. Au niveau de l'État du New Jersey, le locuteur de l'assemblée, Chuck Haytaian, argumentait que le public méritait de « savoir » et se devait d'avoir accès à l'information (Johnson, 10 août 1994). Le membre de l'assemblée et commanditaire du projet de loi A-85 Paul Kramer lui, faisait souvent référence au crime qui avait eu lieu pour justifier le droit à l'information :

The most recent tragedy involving Megan Kanka screams for the implementation of community notification," Kramer said. "One of the more tragic parts of the ordeal is that no one in the neighborhood, including the police, had any idea (he was) there (Fromm, 16 août 1996).

Chuck Haytaian continuait de faire de multiples apparitions dans les médias afin de démontrer sa position claire sur la question. La gouverneure Whitman, quant à elle, était plus modérée que beaucoup d'autres sur cette question de « droit » à l'information. Elle voulait limiter en quelques sortes la portée de la Loi de Megan puisque par rapport aux délinquants sexuels et le droit du public à l'information, elle affirmait : « There are certain kinds of offenders the community has a right to know, the community should know they're in their community, and that's what we want to provide for » (McNichol, 24 août 1994). La gouverneure avouait déjà que le droit d'accès du public à l'information ne devait pas être complet. Tout au long du débat et jusqu'à ce que le sénat adopte un système de tiers, elle soutiendra cette position. D'autres législateurs, comme le sénateur John Casey et le sénateur Henry McNamara, s'ajoutèrent au débat soutenant que la population avait droit à l'information.

Comme Mme Kanka l'avait fait, le sénateur Louis Kosco souligna le caractère logique et simple de l'argument du droit à l'information alors qu'il déclara : « Does a family have a right to know if a time bomb has been planted next door or across the street ? [...] Rational people would answer a loud 'yes' to that question » (Ruess, 30 août 1994). Dans nos entretiens avec Richard Zimmer et Peter Inverso, il semblait clair pour eux qu'à l'époque, le droit à l'information était, pour la plupart de ceux qui oeuvraient dans le domaine politique, une question de « bon sens ». On se demandait pourquoi une loi protégeant ce droit n'était pas déjà en vigueur et on affirmait que la situation changerait sous peu.

Utilité de l'accès à l'information

Cependant, cette position, bien que majoritaire chez à peu près tous les acteurs impliqués dans le débat, n'était pas sans opposition. Certains individus, comme Ed Martone et Karen Spinner du *American Civil Liberties Union* (ACLU) exprimaient leurs réserves face à ce « droit » à l'information. Au travers les médias, ces deux individus ne manquaient pas une occasion d'exposer leurs arguments²⁷. D'une part, lors de notre entretien avec Martone, il nous expliquait que peu de gens ne voudraient pas « savoir »

²⁷ Notre entretien avec Ed Martone nous a aidé à corroborer ou non l'information provenant des journaux.

puisque pour eux, il était question de leurs enfants. Toutefois, il avait un peu de mal avec le mot « droit » puisque ceci signifiait que l'avis au public leur était dû en quelque sorte, alors que la réalité était plus complexe que ce que le public croyait. Toutefois l'argument principal de Martone à l'époque en était un de transfert de responsabilité de l'État au citoyen et d'utilité. Dans un article de journal au tout début du débat, Martone tentait de répondre à l'argument du droit à l'information : « Let's dump it on your lap and you figure out what to do. There is nothing a neighbor can do for a sexual offender when the state isn't doing their job » (Johnson, 10 août 1994). Dans notre entretien avec Martone, il nous résumait l'idée en se mettant à la place du citoyen moyen. Il se demandait ce qu'il devait faire avec la nouvelle information. Quelle était sa responsabilité maintenant qu'il détenait l'information ? Devait-il maintenant s'attaquer aux délinquants sexuels (mentionné par Martone lors de l'entretien) ? Pour lui, le fait d'octroyer le droit à l'information n'était en fait qu'une façon de transférer le fardeau de l'État au citoyen, sans toutefois transférer les outils nécessaires pour y faire face.

Au cours du débat, peu de réponses furent fournies à l'argument de Martone, possiblement parce que la réponse allait de soi pour plusieurs. Par contre, certains politiciens comme Micheal Arnone (membre de l'assemblée et co-commanditaire du projet de loi A-85) répondirent à la critique en soulignant qu'avec l'information obtenue sur le lieu de résidence et l'identité de certains délinquants sexuels, les parents prendraient de nouvelles précautions, en informant eux-mêmes leurs enfants du danger (Ford, 8 août 1994). Maureen Kanka allait dans le même sens en nous disant que la mort de sa fille aurait pu être évitée puisqu'à l'aide de l'information, elle aurait indiqué à sa fille de se tenir loin de son voisin. Peter Inverso, quant à lui, se disait convaincu que si la famille Kanka avait été informée de la présence d'un délinquant sexuel devant leur résidence, elle aurait pris les mesures nécessaires afin de protéger leur fille (Nesse, 13 septembre 1994).

En somme, l'idée du droit à l'information était partagée par la grande majorité des acteurs impliqués dans le débat sur la Loi de Megan. Si ce sentiment émergeait d'entrepreneurs moraux comme les Kanka fortement supportés par la population, il

devint rapidement l'avis de la grande majorité des législateurs. Seuls quelques individus comme Martone et Spinner osaient critiquer cette vision des choses, jugeant que l'information tomberait dans les mains d'un public qui n'aurait pas les outils nécessaires pour faire face à un problème qu'il jugeait si alarmant. Étonnamment, le droit d'accès à l'information, c'est-à-dire le simple fait d'être conscient de la présence de délinquants sexuels, était souvent une justification en soi pour ceux qui souhaitaient que la Loi de Megan soit instaurée. Toutefois, plusieurs politiciens allaient plus loin en affirmant que cet accès à l'information par le public lui permettrait de mieux protéger ses enfants, permettant ainsi que la population soit en sécurité.

3.2.3 Sécurité et protection du public

Bien qu'un bémol ait été établi dans la section précédente (plusieurs voyaient le droit d'accès à l'information comme une justification indépendante à la Loi de Megan), il apparaît quasi-naturel que la protection et la sécurité du public découleraient du droit d'accès à l'information. Dans cette section, nous énumérerons les différents argumentaires en lien avec la sécurité et la protection de la population.

Menaces et sécurité du public

Après le meurtre de Megan, un discours spécifique semblait ressortir chez divers acteurs. Ce discours supposait que le monde était maintenant rempli de dangers et que l'on n'avait d'autre choix que d'y répondre. Déjà, il semble qu'au niveau de la population, ceci était le cas : « The world's just not what it used to be », disait Linda Young, une infirmière, dans un article du *Times of Trenton* (Stile, 3 août 1994). Dans un autre article du quotidien *The Record*, l'auteur soulignait que suite à la réalisation de multiples entrevues journalistiques avec des parents du comté de Bergen, le discours général était clair, à savoir que le monde moderne était perçu comme étant fort plus dangereux que le monde de quelques décennies auparavant (O'Crowley, 8 août 1994). Dans le même journal, un article intitulé « Parents see world as a crueller place » soulignait cette même réalité, mais se concentrait plus spécifiquement sur la menace d'enlèvements d'enfants par des étrangers (O'Brien, 9 octobre 1994). L'article témoignait d'une peur grandissante dans la population qui voyait ses enfants menacés par des étrangers, très difficilement identifiables.

Il semble que cette perception était également évidente dans le monde politique. Dès le début du débat, certains étaient très clairs dans leur pensée, comme le sénateur Donald DiFrancesco qui, se référant à la mort de Megan Kanka, affirmait : « [...] a shocking, painful reminder of the risks facing our young children today » (Weissman, 3 août 1994). Quelques jours plus tard, DiFrancesco ajoutait que les enfants du New Jersey avaient été laissés pour compte (Johnson, 10 août 1994). Le locuteur de l'assemblée Garabed « Chuck » Haytaian se faisait encore plus virulent, lorsqu'il tenta de justifier une accélération du processus d'adoption de la Loi de Megan : « Children are dying. Thousands of others are at risk. Parents are afraid to let them out of their sight for a second. So I intend to have these bills out of the Assembly by August 29 » (Ruess, 15 août 1994). Vers le milieu du débat, Peter Inverso allait bien résumer cette idée d'une menace difficilement identifiable : « We have all become acutely aware of how what we don't know can't hurt us » (Nesse, 13 septembre 1994).

Pour bon nombre d'acteurs alors, la sécurité de la population était maintenant précaire. Les menaces étaient devenues trop grandes et ce, spécifiquement en ce qui concerne la menace d'enlèvements et d'agressions sexuelles d'enfants. Pour eux, quelque chose se devait d'être fait.

Information comme périmètre de sécurité

Cet argument soulevé par plusieurs à l'époque, permet de faire un pont entre ce qui touche l'accès à l'information et la sécurité de la population plus spécifiquement. Pour un grand nombre d'acteurs impliqués dans le débat, la sécurité de la population, du moins quant à un grand nombre de crimes contre les enfants, était limitée par la quantité d'information obtenue par les parents et ensuite à leur capacité de retransmettre cette même information à ses enfants. Or, l'information obtenue devenait un périmètre de sécurité pour les enfants.

Du côté de la population, un mélange de rage et de peur l'habitait, si l'on se fie aux propos de Michelle Ruess et de Peter Inverso. Inverso nous dira lors de notre entretien

que le public exigeait des politiciens qu'il soit informé de la présence de délinquants sexuels afin qu'il soit mieux armé pour protéger ses enfants. Pour la population, la mesure en était une à visée plutôt communautaire voire individuelle que sociale, c'est-à-dire que pour le public, chaque membre individuel avait une responsabilité envers son ou ses enfants. Il pouvait décider ou non de se tenir informé. Pour les membres de la population, on parle donc d'une forme d'empowerment qui permettrait un environnement plus sécuritaire pour leurs enfants.

Pour les Kanka maintenant, la Loi de Megan devait être une mesure de protection de la société qui était intrinsèquement liée avec l'accès à l'information. Face à la critique de Martone et Spinner sur le manque d'outils pour faire face au problème, Maureen Kanka nous disait qu'à l'époque, elle leur répondait :

I tell people and they say "well what would you have done?" I say well first off if I knew there were 3 pedophiles there, I said I would have sat down with my kids and I would have said "that house is dangerous, you don't go near the house, you don't go near those people, those men hurt children, you stay away from them". I would never have allowed her to play outside without my supervision.

Donald Kanka ajoutait qu'avec l'avis au public, les parents pouvaient maintenant savoir de qui il fallait se méfier (Ruess, 18 septembre 1994). Ainsi, c'était en quelque sorte le rôle des parents et de la communauté d'informer, d'éduquer et de superviser leurs enfants quant à la présence de délinquants sexuels. En étant informés et supervisés par les parents, les enfants courraient moins de chances d'être victimes d'abus sexuels, puisqu'ils savaient maintenant qui et quoi éviter. Pour Maureen Kanka, la Loi de Megan était une mesure de sécurité publique, permettant de mieux protéger les enfants. D'autres entrepreneurs moraux, comme Karen Wengert, affirmaient que la loi serait dorénavant un droit légal de protéger ses enfants et non une simple option (Weissman et Mendez, 9 août 1994).

Dans la sphère politique, bon nombre d'acteurs abondaient dans le même sens que les entrepreneurs moraux principaux, soit les Kanka. Richard Zimmer, lors de notre entretien avec lui, soulignait le caractère simpliste de l'argument en nous disant qu'une fois l'information reçue, les parents avaient le pouvoir d'éloigner leurs enfants des délinquants sexuels. Plusieurs autres politiciens se prononçaient sur le sujet dont Frank

Catania ou encore Joanna Gregory-Scocchi, membres de l'assemblée, qui insistaient sur le fait que la Loi de Megan était d'abord et avant tout une mesure de protection des enfants (Fromm, 30 août 1994 ; Ruess, 21 octobre 1994). La gouverneure Whitman affirmait à son tour que la loi visait à rendre les communautés plus sécuritaires (Marsico, 6 août 1994). Le sénateur Donald DiFrancesco illustre à son tour la portée de la loi en indiquant que la Loi de Megan viendrait colmater une brèche en ce qui touche la sécurité du public en protégeant davantage une partie significative de la population contre des délinquants sexuels (Siegel, 6 octobre 1994).

Toutefois, certains acteurs impliqués dans le débat au niveau politique se prononçaient contre ce type d'affirmation. D'une part, un agresseur sexuel condamné mettait en garde la population contre la Loi de Megan dans un article de journal de Michelle Ruess (18 septembre 1994) : « The man who is still repetitive and compulsive in his desire... is still going to commit that crime. » Cette pensée était partagée à l'époque par John Furlong, avocat de la défense pour de nombreux délinquants sexuels, qui nous révéla lors de notre entretien avec lui qu'à l'époque comme aujourd'hui, il était d'avis que n'importe quel délinquant sexuel psychopathe motivé pouvait obtenir ce qu'il voulait, peu importe la présence ou non d'une loi. Il ne croyait donc pas que la loi protégerait davantage la population des délinquants sexuels.

Certains de ces arguments provoquaient tout de même une forte réaction chez certains, qui affirmaient ne jamais avoir déclaré que l'avis au public était une panacée, mais qu'au moins, des vies seraient sauvées grâce à la mesure. À quelques reprises pendant le débat, la gouverneure mettait en garde la population face à l'illusion d'une loi magique qui empêcherait toute forme d'abus ou d'enlèvements d'enfants (Ruess, 10 août 1994 ; Ruess, 27 août 1994 ; Ruess, 21 octobre 1994). Elle n'était toutefois pas la seule à émettre ce type d'avertissement. Maureen Kanka fit de même à plusieurs reprises (Stile, 10 août 1994 ; Johnson, 10 août 1994 ; Gray, 4 octobre 1994). Il était également clair pour Peter Inverso que la mesure n'était pas une panacée, comme il nous le confia dans notre entretien avec lui. Patrick Roma, membre de l'assemblée qualifiait la loi de filet de sécurité (*safety net*) et insistait sur le fait que ce n'était pas une réponse magique à tous

les problèmes. Pour la plupart des acteurs impliqués dans le débat cependant, la loi sauverait tout de même des vies. Plusieurs, comme Paul Kramer et Peter Inverso insistaient sur le fait que si une telle loi avait été en place lorsque Megan Kanka était en vie, la tragédie que l'on connaît aurait été évitée (Wyckoff, 8 septembre 1994 ; Nesse, 13 septembre 1994). À plusieurs reprises, Whitman affirmait que la législature ferait tout ce qu'elle pourrait afin de prévenir des événements similaires à celui de la mort de Megan Kanka (Ruess, 10 août). Pour bon nombre de politiciens et autres acteurs impliqués dans le débat, si la loi pouvait sauver une vie, elle valait la peine d'être instaurée – telle était la pensée du promoteur principal, Peter Inverso.

Sentiment de sécurité

Si le débat était définitivement actif au niveau de la protection et la sécurité de la population en ce qui regarde les effets concrets de la loi, il l'était également à un niveau plus symbolique. Ainsi, certains entrepreneurs moraux et politiciens croyaient que non seulement la population serait plus en sécurité de façon réelle et tangible, mais que son sentiment de sécurité serait également restauré. Karen Wengert résumait bien l'idée qui fut reprise par quelques politiciens importants au sein du débat : «Five months ago . . . I lived the illusion all was safe and perfect in my world. Without a registry to report sexual offenders, no one can ever feel secure around their neighbors » (Ruess, 9 août 1994). Toujours dans le premier tiers du débat, la gouverneure Whitman tenait un discours similaire à celui de Wengert : «We're working very closely with them to get legislation that we feel is appropriate, that does provide the kind of notification that will allow people to feel secure in their homes » (Mendez, 28 août 1994).

Au cours du débat, certains acteurs politiques, comme Ed Martone, s'opposaient justement à ce type de déclaration, soulignant que ce sentiment de sécurité en serait un faux, puisque les effets réels de la mesure ne s'accorderaient pas avec ceux projetés de façon symbolique. En ce sens, pour répondre à la déclaration de DiFrancesco résumée précédemment, plusieurs soulignaient que même si une brèche existait dans le système, une Loi de Megan ne la boucherait que de façon illusoire. Le fait de détenir de l'information sur les délinquants sexuels ne fera rien de plus pour rendre la population

plus en sécurité, disait Martone (Fromm, 21 octobre 1994. Comme dit plus tôt, autant Martone que James Hemm (New Jersey Association on Correction) s'entendaient pour dire que la Loi de Megan n'était qu'une façon pour l'État de se débarrasser d'un lourd fardeau et de le projeter sur la population, qui ne saurait quoi faire de cette nouvelle responsabilité (Tedeschi, 22 septembre 1994 ; Kiely, 3 août 1994). Or dans cette optique, l'État n'allait pas mieux protéger ses citoyens avec cette loi. Cette idée de « faux sentiment de sécurité » était partagée par quelques politiciens dont certains membres de l'assemblée comme Neil Cohen et Loretta Weinberg, qui demandaient à ce qu'on ralentisse les ardeurs politiques avant que l'on ne crée une loi vide ainsi qu'un faux sentiment de sécurité (Fromm, 30 août 1994 ; Mendez, 21 octobre 1994).

Malgré ces avertissements, on retrouvait vers la fin du débat un discours similaire à celui tenu par Wengert et Whitman au tout début. Dans un article du *Times of Trenton*, Peter Inverso stipulait qu'il incombait aux représentants de l'État de restaurer à la population son sentiment de sécurité qui lui avait été arraché par de « violents pédophiles » (Stile, 4 octobre 1994). Or il semblait clair pour bon nombre d'acteurs au niveau politique que non seulement la loi protégerait davantage les citoyens, elle aurait comme autre effet de restaurer le sentiment de sécurité.

Population justicière et sécurité du délinquant sexuel

Si au niveau du débat sur la sécurité et la protection du public, on retrouvait souvent des positions diamétralement opposées, il semble que presque tous les acteurs impliqués reconnaissaient l'existence d'un certain risque associé avec une potentielle Loi de Megan, soit celui que certains citoyens se fassent eux-mêmes justiciers. Au début du débat, le Surintendant de la police de l'État du New Jersey, Carl Williams, mettait en garde la population contre une action citoyenne violente et déplacée (Fromm, 16 août 1994). Même certains responsables de la création de la loi, comme Peter Inverso, admettaient la présence d'un certain risque: « The vigilantism is something we are concerned about, too, and we certainly hope that the people of New Jersey would not resort to that [...] I think if that was the case, I think we would have to address that » (Fromm, 20 septembre 1994). La gouverneure elle-même exprimait aussi sa crainte que

la loi créerait plus de violence (Ruess, 13 septembre 1994). D'autres acteurs impliqués dans le débat politique, comme Richard Lehigh, représentant le *New Jersey Association of Criminal Defense Lawyers*, ainsi que Ed Martone, prédisaient que l'avis à la population mènerait à de la violence de la part d'individus qui ne voudraient pas de délinquants sexuels dans leur quartier (Mendez, 27 septembre 1994). Comme Lehigh le disait, la mesure encouragerait les gens à mal réagir (*react badly*). Martone nous indiquait lors de notre entretien qu'il croyait qu'une loi comme celle qui était proposée menaçait non seulement la sécurité des délinquants sexuels en liberté, mais également celle de la population en générale étant donné le risque potentiel d'erreurs de la part des assaillants (mauvaise adresse, information reçue erronée).

Certains, comme Inverso lui-même, offraient tout de même une réponse à certaines de ces craintes (expliqué lors de l'entretien), expliquant à la population lors de nombreuses tribunes médiatiques que tout acte justicier de la part de la population mettrait en péril la Loi de Megan, ce qui rendrait à nouveau le public vulnérable. À l'époque, Inverso avertissait également la population que les gens qui se feraient justiciers se verraient octroyer des peines sévères et même que de nouvelles lois seraient créées afin de punir plus sévèrement ces derniers. Le sénateur Louis Kosco, qui présidait à l'époque le comité sur la loi et la sécurité publique (*Law and Public Safety Committee*), affirmait qu'il supporterait tout projet de loi qui incriminerait tout acte de harcèlement porté contre un délinquant sexuel ou sa famille (Ruess, 18 septembre 1994). En bref, bien que plusieurs s'entendaient sur la présence d'un certain risque (plus ou moins grand selon les acteurs) que certains membres de la population se fassent justiciers, quelques politiciens affirmaient tout de même avoir la capacité de limiter et d'encadrer ce risque.

Comme ce fut le cas pour la question de l'accès à l'information, nous assistons à un réel débat sur la sphère politique en ce qui concerne le thème de la sécurité et la protection de la population. Autant au niveau des effets concrets d'une mesure potentielle qu'au niveau du sentiment de sécurité, plusieurs positions étaient divergentes, voire complètement opposées par moments. Pour ce qui est du discours sur le risque que la population se fasse justicière, on n'y retrouvait que très peu d'opposition, si ce n'est

qu'au niveau du degré réel du risque de violence citoyenne. Chose certaine, c'est que plusieurs acteurs croyaient à la capacité de la Loi de Megan de sauver des vies. Pour plusieurs d'entre eux, la publicisation d'un répertoire de délinquants sexuels permettrait une surveillance accrue d'individus qui jadis ne faisaient l'objet que de très peu de supervision.

3.2.4 Surveillance

Inhérente au débat sur la Loi de Megan ainsi que la loi elle-même était la question de surveillance ou encore de supervision. Devrait-on surveiller davantage ce type d'individu et quelles en seraient les conséquences ? Au cours de cette section, nous exposerons les différents discours et arguments en lien avec ces questions de surveillance et de supervision.

Système de surveillance

D'une part, plusieurs arguments soulevés dans les deux sections précédentes touchent de très près certains arguments portant sur la surveillance. L'un de ces arguments est le fait qu'avec un répertoire de délinquants sexuels en partie disponible au public, autant les membres de la population que les autorités détiendraient de l'information nouvelle sur certains autres citoyens, leur permettant de les éviter. Or ce type d'argument réfère à l'amélioration du système de surveillance. Avec l'information nouvelle, ceux qui font partie du système disposeraient maintenant d'yeux supplémentaires. Il faut tout de même dire que peu d'acteurs témoignaient de façon explicite de l'amélioration du système de surveillance comme telle, possiblement parce que ces arguments étaient intrinsèques à la loi elle-même. Un de ceux qui le fit tout de même est le membre de l'assemblée et co-promoteur du projet de loi A-85, Paul Kramer qui, vers la fin du débat, affirmait que ce qui était le plus important dans toute cette affaire était le fait que tout délinquant sexuel allait être surveillé (*watched*) de façon constante (Fromm, 21 octobre 1994). Le texte du projet de loi S-14 lui-même, qui allait devenir la Loi de Megan, laissait également entendre cette idée de supervision : « [...] the urges that cause them [sex offenders] to commit offenses can never be eliminated but merely controlled » (S-14). C'est toutefois le sénateur Louis Kosco, co-promoteur du projet de loi S-320 permettant la mise sur pied d'un répertoire de délinquants sexuels, qui fut le plus virulent sur la question pendant le

débat, lorsqu'il tenta de fournir une réponse à l'idée que les délinquants sexuels devaient recevoir d'avantage de traitement: « The 24-hour monitoring of these people, knowing that they are under the gun, knowing that they are being watched, knowing that their every move has to be reported, is the treatment » (Stile, 29 août 1994).

Certains étaient toutefois en désaccord avec ce type de discours. D'une part, John Furlong nous disait lors de notre entretien qu'à l'époque, il croyait que le système d'avis au public ne fonctionnerait pas puisqu'il était impossible de contrôler et de surveiller efficacement un grand nombre d'individus, la charge de travail devenant trop lourde. Il ajoutait qu'il qualifiait le système « d'imparfait » à l'époque. Ed Martone témoignait également de l'inefficacité du système alors qu'il nous parla de l'effort de la police lors de notre entretien : « [...] the police largely would not know where those people [sex offenders] were... ». Dans un article du *Times of Trenton*, Martone poussait encore plus loin lorsqu'il dit que même si l'entourage du délinquant sexuel était au courant de son lieu de résidence, rien ne l'empêchait de se diriger vers un autre quartier afin de leurrer (*stalk*) d'autres enfants (Kovach Caldwell, 14 août 1994). Dans un autre article du *Times of Trenton*, l'auteur soulignait que plusieurs experts pénaux, groupes de défenseurs des libertés civiles et groupes de réforme des prisons croyaient que le système ne pouvait soutenir ce niveau de surveillance (Stile, 29 août 1994). L'article poursuivait à dire que selon les critiques, les agents de libération conditionnelle ne seraient pas en mesure de fournir le niveau de supervision nécessaire au bon fonctionnement de la loi.

Surveillance et étiquetage

La majorité des réponses à la question de la surveillance portaient toutefois sur les conséquences anticipées d'une supervision constante de la part de l'entourage et des autorités. L'une de ces conséquences, celle de l'étiquetage, était expliquée dès le début du débat par certains experts dont Robert Carter, professeur de droit à l'Université Rutgers, qui affirmait : « That's a scarlet letter. You'd sooner brand them across the forehead » (Alex, 11 août 1994). D'autres experts du domaine médical avaient aussi leur mot à dire sur la question. Jerome G. Miller, un psychologue se spécialisant dans le traitement de délinquants sexuels, consulté par le New York Times (Hoffman, 4 août

1994), affirmait d'une part que dans l'éventualité d'une Loi de Megan, la situation serait « horrible ». À l'instar des propos de Carter, il affirmait que personne ne pouvait se défaire d'une telle étiquette une fois identifiée, soulevant ensuite l'expression « it's the new scarlet letter » à son tour. Le docteur Fred Berlin, fondateur de la clinique John Hopkins se spécialisant dans le traitement de troubles sexuels, affirmait lors d'un débat télévisé avec le membre de l'assemblée Garabed Haytaian, que le fait d'étiqueter publiquement certains individus pourrait avoir des conséquences graves pour les délinquants sexuels, comme la perte ou la difficulté d'obtenir un emploi et la perte d'un système de support, créant par conséquent plus de danger pour le public, étant donné le stress que la situation engendrait (Fromm, 17 août 1994).

Les experts n'étaient toutefois pas les seuls à se prononcer sur la question de l'étiquetage. Ed Martone nous dit qu'à l'époque, il prédisait que la Loi de Megan mènerait à un étiquetage public et que cet étiquetage amènerait les membres de la population à éviter les délinquants sexuels, à les empêcher de louer un appartement ou d'obtenir un emploi. Martone ajoutait qu'en plus d'étiqueter le délinquant sexuel, on étiquetterait la famille de l'individu de surcroît, causant ainsi des problèmes familiaux supplémentaires. John Furlong était également volubile sur la question, déclarant à l'époque qu'il allait déposer un appel 24 heures suivant la mise en vigueur de la Loi de Megan, spécifiant du même souffle que les délinquants sexuels allaient maintenant porter une étiquette sur leur front. Quelques individus jadis incarcérés pour des crimes sexuels et maintenant réhabilités selon leurs dires, s'exprimèrent aussi sur le sujet. Plusieurs législateurs fédéraux reçurent plus de 60 lettres provenant de ces individus. L'un d'entre eux soulignait le fait que l'avis au public détruirait les vies de délinquants sexuels réhabilités comme lui ainsi que les vies des familles et des amis de celui-ci. Similaire à ce que disait Martone, il ajoutait ensuite que les propriétaires d'appartements ne loueraient pas aux ex-contrevenants et les employeurs seraient moins portés à les employer.

Il semble qu'au niveau du monde politique, peu d'acteurs fournissaient une réponse à cet argument, mais plusieurs en étaient au courant. À ce sujet, Maureen Kanka nous expliqua sa position lors de notre entretien avec elle :

And then of course the ACLU was against it, it wasn't fair, it was scarlet letter you know on their foreheads, um, you know. And then of course the defense lawyers defending them and then the offenders themselves because they don't have a problem, they didn't do anything, you know they're not dangerous, you know they don't do, they love kids, you know they don't harm them. You know it just was phenomenal.

Ces phrases, prononcées avec un ton évident de sarcasme, indiquaient que Kanka avait du mal à croire que l'on considérerait le bien-être du délinquant sexuel en premier lieu. C'est toutefois la seule réponse (complètement opposée) que nous avons pu répertorier concernant l'étiquetage dû à une surveillance accrue.

Fuite du système de surveillance

Pour plusieurs acteurs, il existait une autre conséquence d'une surveillance accrue, soit une situation qui forcerait certains à tenter d'échapper au système en se cachant et en se déplaçant constamment. Tel était l'argument donné d'une part par Ed Martone (Stile, 2 août 1994), qui ajoutera plus tard que la loi ne réglerait rien (Tedeschi, 22 septembre 1994). Martone précisa sa pensée, lors de notre entretien avec lui, lorsqu'il nous disait que la Loi de Megan était en fait une incitation pour les délinquants sexuels les plus dangereux à tenter d'échapper à la détection, évitant ainsi la thérapie, la famille et les amis, se plaçant donc dans une situation où il serait plus à risque de récidiver. Martone spécifiait que cette fuite était due à l'humiliation, l'étiquetage et la surveillance constante que l'avis au public pouvait engendrer. Karen Spinner, également de l'ACLU du New Jersey, était du même avis que Martone, spécifiant que l'avis au public ne ferait rien pour changer le comportement des individus ciblés par la loi (Ruess, 2 août 1994). Elle ajoutera à une autre reprise que l'on ne ferait que forcer les déplacements des problèmes de ville en ville (Ruess, 15 août 1994).

Cet argument était également considéré par certains politiciens directement impliqués dans la création de législation pour un répertoire public de délinquants sexuels. Par

exemple, Peter Inverso se disait fortement préoccupé par la création de ce qu'il appelait une « classe de nomades » (Fromm, 20 septembre 1994). Il ajoutait que l'État nécessitait alors un système complet, qui inclurait non seulement l'avis au public, mais aussi des éléments de thérapie et de traitement (Fromm, 20 septembre 1994). La gouverneure exprimait aussi son inquiétude face à cette situation, spécifiant du même coup que des efforts allaient être placés afin de remédier au problème (Marsico, 6 août 1994). Plus tard dans le débat, Whitman allait réitérer son inquiétude, soulignant à l'instar des commentaires de Inverso que si la loi n'était pas bien administrée, il existerait un risque non négligeable que l'on crée un groupe entier de délinquants sexuels nomades (*an entire group of nomadic sex offenders*) qui voyagerait entre les maillons du système (Fromm, 20 septembre 1994). Le sénateur Gerald Cardinale, co-commanditaire du projet de loi S-14 sur la publication du répertoire de délinquants sexuels, tenait le même discours, mais percevait plutôt la situation de façon positive : « [...] if nothing else, forces pedophiles to leave New Jersey and practice their art somewhere else » (Stile, 4 octobre 1994). En somme toutefois, la plupart des acteurs impliqués dans le débat politique étaient véritablement concernés par la possibilité que certains tente de fuir du système de surveillance.

En bref, le débat sur la surveillance souleva plusieurs questions plus philosophiques sur ce qui semblait juste et injuste, autant pour le délinquant sexuel que pour le public. Si nous avons consciemment évité de témoigner de ces arguments, nous le ferons dans la section qui suit, portant sur la justice.

3.2.5 Justice

Au cours du débat, plusieurs positions émergèrent concernant la relation fragile entre la sécurité et les droits et libertés. En bref, chaque position véhiculait une perception particulière du système de justice pénale, ou encore de la réponse anticipée de ce même système dans le cas particulier de la Loi de Megan. Ce que l'un pouvait croire juste, l'autre pouvait le croire injuste et vice-versa. Ici, nous tenterons de relever les principaux arguments concernant la justice.

Les droits des uns versus les droits des autres

Ce sous-thème fut fortement débattu dans l'arène politique à l'époque. À qui devait-on s'attarder le plus ? Aux délinquants sexuels ? Aux victimes potentielles ? Aux deux ? À quel degré ? Ces questions furent demandées et plusieurs acteurs y répondirent, comme nous allons le voir.

S'il est difficile de connaître l'opinion de la population sur le sujet²⁸, la position des entrepreneurs moraux a pu être répertoriée à de nombreuses occasions. Seulement un jour après la retrouvaille du corps de Megan, Keith Owens (auteur de la première pétition) allait résumer une bonne partie de ce qui allait être dit tout au long du débat par plusieurs acteurs importants : « I'm sick of it, the convicts rights supercede the rights of the victims » (Hennessey, 1^{er} août 1994) [...] « Something's got to change » (Plitch et Klein, 1^{er} août 1994). La même journée, la tante de Megan, Monica Mahon, allait tenir un discours similaire, soutenant de surcroît que les délinquants sexuels devaient abandonner tous leurs droits (Klein et Plitch, 1^{er} août 1994). Deux jours plus tard, Maureen Kanka commentait à son tour sur le sujet : « We have offenders, sex offenders, that hurt children. They are released and people are worried about their rights. They have none... None [...] My daughter lost her rights in that house » (Leibowitz, 3 août 1994). Cette apparente opposition entre les droits des délinquants sexuels et les droits des victimes semblait se perpétuer tout au long du débat. Les Wengert s'exprimèrent également sur le sujet tôt dans le débat. D'un côté, Ron Wengert déclarait qu'il en avait assez d'entendre parler des droits constitutionnels des criminels (Nesse, 9 août 1994) tandis que du côté de Karen Wengert, on devait changer les lois afin que ce ne soit plus les criminels qui soient protégés, mais les victimes potentielles, soit les enfants (Ruess, 9 août 1994). Donald Kanka avait aussi son mot à dire sur la question. À deux reprises, il déclara que la société avaient ses droits et que les délinquants sexuels sacrifiaient les leurs (plus spécifiquement le droit à la vie privée) du moment où ils mettaient la main sur une personne contre son gré (Kovach Caldwell, 14 août 1994 ; Ruess, 18 septembre 1994). Vers la fin du débat Maureen Kanka se disait malheureuse du fait qu'il n'existait

²⁸ Seulement une référence fut trouvée à ce sujet où une voisine des Kanka était citée dans un article du New York Times (Hoffman, 4 août 1994) : « An innocent child's rights outweigh a criminal's rights ».

pas de lois qui protégeaient les enfants, mais une panoplie de lois qui protégeaient les délinquants sexuels (Non, 15 octobre 1994). Elle se demandait alors pourquoi l'on ne pensait pas aux droits des enfants (Non, 15 octobre 1994). Enfin, lors de la signature de la Loi de Megan, Maureen Kanka affirmait ceci : « It's time that we put our children before the predators, and that's what it's all about » (Fromm, 1^e novembre 1994).

L'entrain des entrepreneurs moraux à ce sujet était facilement transférable aux législateurs et intervenants dans le monde politique. Face aux commentaires initiaux de plusieurs sur les droits et libertés, Ed Martone soulignait le fait que le débat représentait l'exemple classique des droits conflictuels (*conflicting rights*), spécifiant qu'un conflit existait entre le besoin de la communauté de se sentir en sécurité versus le droit du contrevenant à la vie privée et une procédure légale juste (Mendez, 2 août 1994). Lors de notre entretien avec lui, Martone explicita cette pensée, nous spécifiant qu'en plus d'être contre le fait de suspendre des droits individuels au nom de la sécurité, il valait encore moins la peine de le faire puisqu'il ne croyait pas que la Loi de Megan allait véritablement sauver des vies. Karen Spinner du NJAC (voir tableau 5) jugeait également que le droit à la vie privée primait sur le droit de se sentir en sécurité et qu'on ne devait jamais avoir le droit de choisir ses voisins (Ruess, 2 août 1994 ; Ruess, 15 août 1994). Même la gouverneure Whitman exposait certains de ses questionnements aux médias, déclarant notamment que si la Loi de Megan voyait le jour, des garanties par rapport aux droits constitutionnels, tels que le droit à la vie privée, devaient être établies (Ruess, 6 août 1994).

La réponse des politiciens et autres acteurs politiques importants ne tarda pas à se faire entendre, alors que certains membres du milieu politique local témoignaient de leurs opinions. D'abord, Bill Rick, membre de la commission scolaire de la municipalité de Hamilton, soulignait le fait que les droits de la communauté outrepassaient nettement ceux des criminels (Ford, 8 août 1994). Ensuite, le chef de la police de la municipalité de Hamilton, Richard Taylor, prononçait un discours semblable à savoir que les droits des innocents devraient toujours l'emporter sur les droits des coupables (Sagnip Hollendonner, 9 août 1994). Même s'il luttait pour obtenir une Loi de Megan au niveau

fédéral, Richard Zimmer fut un des premiers politiciens de marque à parler des droits des victimes versus les droits des délinquants sexuels, mais son discours ne s'éloignait pas trop de celui de Rick et Taylor. Notre entretien avec lui confirmera ce qu'il pensait à l'époque, c'est-à-dire que le droit à la sécurité de la population primait sur le droit à la vie privée du contrevenant. Face aux critiques venant de ceux qui préconisaient le droit à la vie privée, le membre de l'assemblée Garabed Haytaian avait également son mot à dire sur le sujet :

No, I am not concerned about those incidents (of potential harassment) [...] 'What I am concerned about are the victims and the children and the parents of those children who have to live in fear, not knowing who their neighbors might be. (Fromm, 16 août 1994).

Le sénateur Louis Kosco était tout aussi virulent dans ses propos, prétendant que s'il avait à choisir entre le fait qu'un délinquant sexuel soit attaqué par un citoyen qui connaissait son lieu de résidence ou apprendre via les journaux qu'un enfant a été agressé sexuellement et tué, la réponse allait d'elle-même (Marsico 30 août 1994). Le membre de l'assemblée Steven J. Corodemus était du même avis précisant qu'il préférerait se ranger derrière la victime que de se ranger derrière le délinquant sexuel (McLarin, 30 août). En somme, pour la plupart des acteurs, les droits individuels des délinquants sexuels n'étaient pas prioritaires, comme le laissait entendre le sénateur Dick Larossa, en réponse à certaines critiques :

Regardless as to the people who are whiny about constitutionality, if I am going to err, I will be sure to do it for our kids who are the most vulnerable and most in need of those protective measures (Stile, 4 octobre 1994).

Whitman, quant à elle, maintenait une position nuancée, spécifiant vers le milieu du débat que même si elle était pour la Loi de Megan, elle avait encore certaines craintes en ce qui a trait à la sécurité et les droits constitutionnels des individus (Fromm, 20 septembre 1994). D'autres, comme une membre de l'assemblée, Nia Gill, exprimaient ces mêmes craintes vers la fin du débat. Plus spécifiquement, Gill jugeait que la Loi de Megan était anticonstitutionnelle puisqu'elle brimait certains droits une fois la peine de prison terminée (Fromm, 21 octobre 1994). Cette perception d'une Loi de Megan anticonstitutionnelle était justement le cheval de bataille de certains groupes comme le

American Civil Liberties Union, ou encore certains avocats de la défense comme John Furlong. Furlong lui-même nous disait lors de notre entretien qu'il luttait à l'époque afin de faire reconnaître l'importance des droits individuels, même en ce qui a trait aux délinquants sexuels.

Aspect punitif de l'avis à la population

Un autre élément qui fut soulevé à quelques reprises, et qui découlait de la perspective qu'une Loi de Megan serait éventuellement adoptée, était celui que le fait de révéler le lieu de résidence de certains délinquants sexuels constituait une punition supplémentaire à celle déjà purgée. Tel était l'un des arguments d'une porte-parole du département des corrections, Patricia Mulcahy, qui déclara au tout début du débat : « They did their time, they don't owe us anything » (Ruess, 2 août 1994). Certains experts, comme Robert Carter, un professeur de droit à l'Université Rutgers, participaient également au débat via les quotidiens. Carter, qui tenait un discours semblable à celui de Mulcahy, ajoutait que le système pénal devait continuer de se baser sur un modèle qui croyait aux capacités d'un individu d'être réhabilité (Tedeschi, 22 septembre 1994). John Furlong tenait également ce discours à l'époque, nous disait-il lors de notre entretien, mais il n'était pas le seul avocat à le faire. Alan L. Zegas, vice-président de la section du droit criminel de l'association du barreau du New Jersey, déclarait au début du débat que la Loi de Megan pénalisait ceux qui avaient été réhabilités avec succès (Ruess, 16 août 1994). Pour Ed Martone, la Loi de Megan violait le principe d'une procédure juste et équitable puisqu'à l'instar des commentaires précédant, les contrevenants maintenant en liberté devaient faire face à une punition additionnelle, soit l'abandon d'une partie de leur vie privée (Stile, 3 octobre 1994).

Certains fournissaient tout de même une réponse à ces arguments. Lors de notre entretien avec Peter Inverso, il nous racontait qu'il prenait à cœur la constitutionnalité de la loi et que tout au long de la formulation de la loi, les aspects constitutionnels étaient fortement considérés par la procureure générale à l'époque, Deborah Poritz, ainsi que l'assistante à la procureure générale, Jane Grall, toutes deux responsables de la formulation du langage utilisé dans le texte de loi. Pour Grall, l'enregistrement du

délinquant sexuel à un répertoire et la publicisation partielle de ce même répertoire constituaient des mesures de sécurité de la population et non des punitions supplémentaires, puisque la loi s'appliquait non seulement pour les délinquants sexuels trouvés coupables et condamnés, mais aussi aux délinquants sexuels trouvés non coupables pour cause de troubles mentaux (Ruess, 14 octobre 1994). Si la mesure avait été réellement punitive, les délinquants sexuels souffrant de troubles mentaux n'auraient pas été inclus dans le répertoire. Le système de tiers aidait aussi à la constitutionnalité de la loi selon Peter Inverso, qui soutient que la loi n'aurait sans doute pas duré si tel n'était pas le cas. Peu d'autres acteurs du monde politique s'aventurèrent sur ce terrain, la discussion touchant plus directement le droit constitutionnel que l'arène politique où diverses positions étaient en jeu.

Système pénal et discrimination

Corollairement au point précédent, Ed Martone, comme certains autres acteurs impliqués dans le débat, croyaient que le système pénal discriminait contre les délinquants sexuels en particulier en instaurant la Loi de Megan (Stile, 4 octobre 1994). Dès le début du débat au niveau politique, Martone soulignait que le gouvernement portait maintenant sur ses épaules le fardeau d'expliquer pourquoi il sélectionnait une classe d'individus parmi d'autres et pourquoi il les traiterait de façon différente en comparaison avec d'autres contrevenants sérieux (Kovach Caldwell, 14 août 1994). Plusieurs arguments déjà cités auparavant étaient soulevés afin de renforcer leur thèse, notamment celui qui démontrait que les taux de récidive étaient relativement bas chez les délinquants sexuels si on les comparait avec ceux d'autres types de criminels. Martone n'était toutefois pas le seul à soulever ce point. Le comité des droits humains du barreau de l'État du New Jersey faisait de même quand il parlait de la Loi de Megan qui allait être instaurée dix jours après :

[It calls the legislation] "...overly selective in that it deals only with one class of former convicts... There is no statistical basis to conclude that sex offenders have any higher rate of recidivism than any other convicted felons, yet they are singled out for special treatment under this bill" (Fromm, 21 octobre 1994) .

Il semble qu'à l'époque, peu de réponses étaient disponibles chez les autres acteurs politiques. Dans nos entretiens avec Peter Inverso et Richard Zimmer, les deux politiciens témoignaient de cet argument de discrimination, mais soulignaient du même coup qu'à l'époque, la vraie réponse à cet argument proviendrait de la cour, suite aux appels inévitables de la part des avocats de la défense.

Cependant, certains poussaient plus loin en suggérant que la discrimination provenait réellement d'un stéréotype du délinquant sexuel, ce qui plaçait tous ceux qui avaient commis quelconque crime sexuel dans le même panier et sous la même Loi de Megan. Ed Martone nous expliquait son argumentaire face à ce sujet lors de notre entretien avec lui :

... that was my problem with it at the time especially it was that you were taking a solution and applying it to everything you called sex offenses and what you're responding to is something less than 1% of the sex offenders, you know sex offenders as I say, who have sex with a kid, who kill the kid, stranger on stranger, that's less than 1% of what the folks were talking about. And now, everybody was called a sex offender...

Martone soulignait ensuite son indignation lorsqu'il nous dit plus tard dans l'entretien qu'il regardait ensuite les nombreux cas où un majeur de 18 ou 19 ans avait des relations sexuelles avec une mineure et que, face à la Loi de Megan, ce type d'individu allait se retrouver dans une situation fort semblable à celle d'un pédophile récidiviste qui abusait et violentait des enfants étrangers. John Furlong témoignait du même sentiment, nous signifiant qu'à l'époque, certains de ses clients avaient été déclarés coupables de contacts sexuels inappropriés dans les années soixante-dix et qu'étant donné le caractère rétroactif de la Loi de Megan, ces mêmes individus devaient s'y soumettre.

Encore une fois, peu de réponses étaient fournies face à cet argument de discrimination. Notre recherche nous révèle qu'un seul acteur politique important y répondit de façon explicite. Quelques semaines après la tragédie, le membre de l'assemblée et futur co-commanditaire du projet de loi A-85, Micheal Arnone, déclara que les agressions sexuelles sur des enfants représentaient un cas spécial puisque la victime était forcément plus vulnérable et sans défense que pour d'autres types de crimes (Fromm, 17 août

1994). Pour cette raison, certains droits des délinquants sexuels en particulier se devaient d'être sacrifiés (Fromm, 17 août 1994). Pour Arnone, la publicisation d'un répertoire de délinquants sexuels ne constituait pas de la discrimination envers un certain type de contrevenant, mais plutôt une mesure de sécurité justifiée.

En somme, il semble que le thème de la justice ne fasse pas exception aux autres pour ce qui est du nombre de positions divergentes. Maintenant, un seul thème non moins controversé demeure inexploré, soit celui du processus politique.

3.2.6 Processus politique

Ce thème regroupe tous les arguments et discours répertoriés qui touchent directement le processus d'adoption de la Loi de Megan. Au cours du débat, plusieurs arguments furent fournis sur la façon dont les politiciens opérationnalisèrent au niveau des étapes à suivre pour instaurer la loi. Certains supportaient la façon de faire des politiciens responsables de traiter la législation permettant l'adoption de la Loi de Megan, d'autres nuançaient ou encore fournissaient des arguments qui questionnaient le processus politique. Sans plus tarder, en voici leur énumération.

Vitesse d'adoption de la loi

À de nombreuses reprises pendant le débat, des arguments étaient fournis à l'effet que le processus législatif avançait trop rapidement et que l'on ne considérait pas assez certains enjeux sérieux qui pourraient découler de l'instauration de la Loi de Megan. Dès le début du débat, certains se firent entendre via les médias, comme Ed Martone qui soulignait que l'idée d'un répertoire public de délinquants sexuels n'avait pas été réellement étudiée (Alex, 11 août 1994). Brian Neary, un avocat de la défense complétait la pensée de Martone, lorsqu'il disait que la création de législation était toujours moins efficace lorsque adoptée en réponse à une tragédie (Alex, 11 août 1994). Il ajoutait alors que la révolusion de la société était toujours appropriée, mais qu'il fallait par la suite penser à une réponse pertinente. Autant les commentaires de Martone que de Neary étaient faits en réaction à ce que plusieurs critiques considéraient être un processus d'adoption trop accéléré (Ruess, 16 août 1994). Quelques jours après ces interventions toutefois, le locuteur de l'assemblée du New Jersey Garabed « Chuck »

Haytaian déclarait l'état d'urgence législative, ce qui forçait les propositions de projets de loi à sauter l'étape de considération par un comité législatif et passer directement au vote le 29 août. Dans les quotidiens du 30 août, les réactions quant à la rapidité du processus politique étaient multiples. Pour poursuivre avec les commentaires de Martone, ce dernier soulevait le fait qu'il était dommage que beaucoup de questions auraient pu être soulevées dans les réunions de comités et que les promoteurs de la Loi de Megan n'aurait pas à y faire face étant donné la déclaration d'état d'urgence législative (Mendez, 30 août 1994). Ce sont cependant différents législateurs qui se sont le plus exprimés sur la question. Par exemple, le membre démocrate de l'assemblée Wayne R. Bryant exprima sa colère face à la situation la journée du vote à l'assemblée : « There is no rational reason for us to be considering any of these bills without public hearings... I am appalled that as an elective body, we are caught up in emotion. We are rushing to judgement (McLarin, 30 août 1994) ». Le membre démocrate de l'assemblée Joseph Doria Jr. était du même avis, spécifiant que les projets de loi auraient dû être discutés afin de réellement protéger les enfants (Fromm, 30 août 1994). Il critiqua également les médias d'avoir enflammé le public. En guise de protestation, les membres de l'assemblée Loretta Weinberg et Ken Zisa s'abstinrent de voter (Ruess, 30 août 1994). Zisa spécifia la même journée que le problème était complexe et que l'assemblée ne lui avait pas rendu justice (Ruess, 30 août 1994). Une autre membre démocrate de l'assemblée, Nia Gill, critiquait Haytaian d'avoir déclaré l'état d'urgence législative, ajoutant que des enfants mourraient à chaque jour dans le comté de Camden (comté qu'elle représentait) et qu'aucune mesure d'urgence n'avait été déclarée auparavant (Mendez, 30 août 1994).

Notre entretien avec Peter Inverso révéla qu'il jugeait lui-même que le processus avançait fort rapidement :

Quite honestly, and that was also somewhat of a criticism by the people that were opposed to this, primarily the attorneys that defend sex offenders. Um, that it was rushed through, that it was put through the processes very very quickly. And I have to say, we did have hearings, but did it move quicker than other pieces of legislation, oh yeah it did, because of the sensitivity of it, people recognize that.

Il ne reconnaissait pas toutefois que la célérité du processus était en fait le reflet d'une réaction instinctive et émotionnelle (*knee-jerk reaction*) comme le soutenaient certains. Vers la fin de notre entretien, il nous dit que le processus de ratification de Loi de Megan était de loin celui où il avait investi le plus d'heures de travail et où chaque considération et inquiétude avaient été étudiées. Il semble qu'à l'époque, d'autres législateurs voulaient faire comprendre que le processus d'adoption rapide n'était pas de l'ordre de la réaction *knee-jerk*. À plusieurs reprises, la gouverneure Whitman s'exprima sur le sujet. Dès le début du débat, son porte parole Carl Golden affirmait que la gouverneure croyait que les législateurs devaient prendre leur temps avec le processus d'adoption, afin d'éviter les contestations constitutionnelles (Stile, 2 août 1994). Le 15 août, Golden réitéra la pensée de Whitman, spécifiant que le langage de la loi devait être songé et se devait de demeurer dans la constitutionnalité (Fromm, 16 août 1994). Elle poursuivit sur cette idée à plusieurs reprises au mois d'août, ajoutant qu'il fallait différencier certaines catégories de délinquants sexuels, afin que la loi soit viable sur le plan constitutionnel (McNichol, 24 août 1994 ; Stile et Fromm, 25 août 1994 ; Mendez, 28 août 1994). Elle réagissait à l'assemblée qui souhaitait rendre l'information publique sur tous les délinquants sexuels. La gouverneure prévenait ouvertement les législateurs quant à une potentielle réaction *knee-jerk* (Ruess, 27 août 1994). La journée du premier vote à l'assemblée, Whitman proposait déjà un système de tiers qui limiterait le caractère « public » du répertoire aux « vraies menaces » selon la gouverneure (Ruess, 30 août 1994). Outre Whitman, d'autres politiciens intervinrent dans le débat. La républicaine Joanna Gregory-Scocchi en est un bon exemple, alors qu'elle déclara : « This is not a knee-jerk reaction. This is simply to protect our children » (Ruess, 21 octobre 1994). Moins d'un mois avant l'adoption de la Loi de Megan, le sénateur Donald DiFrancesco résuma assez bien l'idée de plusieurs sur le sujet. Se défendant contre les critiques qui qualifiaient l'adoption de la loi de réaction *knee-jerk*, le sénateur déclara : « We recognized from the beginning that we had an obligation to forward a package that was coordinated, workable and rooted in sound legal and constitutional principles. I believe we upheld our responsibility » (Gray, 4 octobre 1994).

Coûts associés à la loi

Évidemment, l'instauration de la Loi de Megan engendrait certains coûts non négligeables, que l'État devait défrayer. Martone nous disait qu'à l'époque, il se demandait de façon cynique s'il valait la peine que l'État débourse des millions de dollars en impôts des contribuables pour donner à la population ce qu'il considérait être de l'information inutile qui était susceptible d'augmenter le sentiment de sécurité du public. D'autres, comme le commissaire du département de la correction, William H. Fauver, déclarait, armé de statistiques, que l'augmentation nette de la supervision coûterait très cher. La membre de l'assemblée Nia Gill exprimait à son tour son inquiétude face aux coûts anticipés de la Loi de Megan qui, selon elle, n'étaient pas justifiés (Mendez, 21 octobre 1994). Elle argumentait que l'État allait dépenser de l'argent sans assumer de responsabilités additionnelles (Mendez, 21 octobre 1994).

De son côté, Peter Inverso nous expliquait qu'il devait s'attendre à ce type de commentaire et qu'il était très difficile d'y répondre : « [...] just like proving a negative, that's pretty hard to do ». Il nous dit tout de même qu'à l'époque, il croyait fermement que si la loi pouvait sauver une vie, elle valait la peine d'être instaurée. La gouverneure croyait également à la même idée : « We're always concerned about costs. But frankly, these are costs we have to bear and we will gladly bear » (Ruess, 10 août 1994). Il semble que Maureen Kanka avait la même opinion. Ceci était d'autant plus clair lorsque la gouverneure signa la loi et que Mme. Kanka déclara : « I've stated from the beginning that if one child was saved, it was worth everything that we went through » (Fromm, 1^{er} novembre 1994). Lors de notre entretien avec John Furlong, ce dernier offrait toutefois une longue réponse à ce type de justification. Selon ses dires, il était un ami très proche du sénateur Peter Inverso et les deux hommes avaient eu quelques longues conversations portant sur la Loi de Megan. L'une d'entre elles s'était centrée en partie sur les coûts de la mesure.

Pete Inverso used to say, "this is not a panacea, if one life is saved as a result of this law, then that law will have been worth it, and all the expenses will have been worth it." And I said "well that's just not true." I said "first of all, treatment and a non aggressive treatment regiment for all these guys would be a far more effective and likely to succeed approach and if those approaches save one life, that would be equally valuable but, beyond that, don't tell me that you

don't have a cost-benefit analysis of the preservation of life in this country, because if you really wanted to save young lives, you would say things like "no person under the age of 18 is aloud to be in a moving vehicle", because we know 45000 people consistently are going to die on the road every year and five ten times that number, are going to be seriously injured, and of all those people, a significant percentage almost half, are going to be under the age of 18, so if what you're saying is, you know a life is so precious and certainly a child's life is so precious that we are willing to spend anything to prevent the loss of that life, tell me why you haven't done more to control the way that people drive, and their access to drugs."

Bref, Furlong s'attaquait à la rigueur de l'argumentation de ceux qui croyaient que la loi était justifiée peu importe les coûts. Chose certaine, c'est qu'une fois de plus, des positions parfois diamétralement opposées existaient par rapport à un même thème.

Dans un premier temps, ce chapitre a pour but de nous aider à connaître les acteurs impliqués dans le débat sur la Loi de Megan. Surtout, il nous aide à soulever les divers discours, arguments et positions présents dans l'arène politique à l'époque. Toutefois, il nous éclaire très peu sur la signification de ces discours et encore moins sur le poids des idées, des arguments et des positions en lien avec la délinquance sexuelle comme telle mais très peu aussi sur le répertoire public lui-même. Ces questions, parmi d'autres, sont plutôt analysées au chapitre suivant, qui tente de répondre à notre problématique de départ.

CHAPITRE 4:

CONSTRUCTION PARTICULIÈRE DE LA DÉLINQUANCE SEXUELLE ET SA RÉPONSE

Comment expliquer l'instauration d'un répertoire public de délinquants sexuels au New Jersey ? Bien que cette question puisse paraître large, elle résume tout de même l'objectif de ce chapitre. Pris seuls, les événements tragiques du 29 juillet 1994 ne veulent rien dire. Sans contexte et sans façon spécifique de concevoir un problème, la mort de Megan Kanka n'aurait été qu'une statistique parmi tant d'autres. De plus, la réponse effectivement déclenchée par ce fait divers était hautement contingente; face au même incident, une panoplie d'autres réactions et réponses auraient pu être fournies. Il nous incombe maintenant de rendre compte des facteurs contextuels et situationnels qui ont façonné le déroulement du débat politique ainsi que la réponse à un problème perçu. Pour ce faire, nous soulignerons d'abord comment certains éléments de contexte social et politique ouvraient la voie pour ce qui était à suivre. Dans un deuxième temps, nous explorerons le problème social perçu par divers acteurs en tenant compte d'éléments théoriques de la construction des problèmes sociaux. Ensuite, nous nous concentrerons sur la réponse au problème perçu, soulignant le lien symbiotique entre le problème perçu et sa solution. Au cours du chapitre, nous témoignerons également de la dynamique du débat en place et des divers groupes impliqués.

4.1 Contexte sociopolitique

Au cours de cette section introductive, nous explorerons la trame de fond au problème social perçu, c'est-à-dire que nous étudierons les conditions sociales et politiques qui favorisaient la présence d'une conception particulière d'un problème social portant sur les délinquants sexuels. Afin d'accomplir cette tâche, nous nous centrerons d'abord sur le contexte social présent à l'époque pour ensuite nous diriger vers le contexte politique de l'État du New Jersey. Nous terminerons ensuite la section en soulignant l'importance que l'abus sexuel et la mort de Megan ont eue pour ce qui suivrait.

4.1.1 Contexte social

La façon dont le problème social relatif à la délinquance sexuelle était construit n'a rien du hasard. Si nous avons dit qu'au cours du chapitre, nous rendrons ceci évident, commençons tout d'abord par se concentrer sur ce qui forme en quelques sortes la trame de fond au problème social perçu, c'est-à-dire le contexte social.

Nous avons déjà témoigné de certains éléments caractérisant le contexte social de la société moderne, dont celui de la société du risque. Cette préoccupation pour le risque provient d'une part de la disponibilité de l'information, mais aussi de son filtrage par les médias de communication.

Il ne faut tout de même pas conclure que l'individu, dans ce contexte d'information et de risque, n'est plus réflexif, qu'il est manipulé sans le secours de sa rationalité. Par exemple, lors de notre entretien avec lui, John Furlong restait critique face au recours quasi-automatique de la société moderne à des mesures de sécurité afin d'éviter la victimisation criminelle. Il ajoutait que ceci se faisait souvent au détriment de certains droits et libertés, ce qu'il jugeait inacceptable mais, comme nous le verrons, ce que plusieurs autres acteurs impliqués dans le débat jugeaient nécessaire à l'époque.

4.1.2 Contexte politique

Parallèle à cette vision de la société moderne en était une autre plus spécifique à la société états-unienne, soit celle qui faisait référence au climat répressif présent depuis le début des années 80. L'un de nos interviewés, James Hemm, nous informait de ce climat répressif plus particulièrement au New Jersey, nous signifiant qu'en 1979, les lois avaient été réorganisées afin d'être plus « dures sur le crime ». Furlong, alors avocat de la défense se spécialisant dans la défense de délinquants sexuels, ajoutait ceci : « [...] prior to Megan Kanka's death in July of 1994, there had been a fairly steady march of legislative policy towards increasing penalties for criminal defendants generally and sex offenders specifically... ». Au cours du chapitre, nous allons voir que ce type de justice allait très bien répondre aux insécurités particulières à une construction de la délinquance sexuelle. En d'autres mots, nous allons voir comment un langage politique et certaines actions concrètes ont pu directement répondre à l'anxiété produite par la perception d'une menace ou d'un risque.

4.1.3 Contexte situationnel : Abus sexuel et meurtre de Megan Kanka

Bien que nous y reviendrons au cours du chapitre, on ne peut ignorer la mort horrible de Megan Kanka comme étant l'élément déclencheur de la quête du répertoire public de délinquants sexuels dans le cas particulier du New Jersey. Si nous ne croyons pas que la

situation était à l'origine de la construction particulière de la délinquance sexuelle comme problème social (cette construction était déjà installée dans l'imaginaire collectif), nous croyons dans un premier temps qu'elle la renforça et par le fait même, qu'elle accéléra autant le débat politique que le processus d'adoption de la loi. Autrement dit, si les contextes social et politique se comparaient à l'oxygène et le problème social perçu au papier et au bois d'allumage, la mort de Megan Kanka quant à elle, se comparait à la flamme qui allait allumer le feu. Ainsi, la mort de Megan Kanka fait partie intégrante de la construction du problème social, mais n'est pas seule pour l'expliquer. Nous en parlons ici tout simplement parce que, conceptuellement parlant, elle se situe comme élément déclencheur au processus politique qui allait suivre.

En bref, nous voulions ici démontrer que certains éléments sociopolitiques étaient clairement en place afin qu'une construction spécifique du délinquant sexuel y soit établi. Si nous croyons que l'événement tragique que l'on connaît amplifia cette construction, et que cette même construction était fortement liée avec la solution, nous devons maintenant le démontrer.

4.2 Définition et publicisation du problème

Nous connaissons l'approche de Spector et Kitsuse quant à la construction de problèmes sociaux. Pour eux, un problème social est d'abord et avant tout une activité de définition et de construction d'un problème à partir d'un objet quelconque. Au cours de cette section, nous viserons à vérifier cette approche théorique en la testant dans le cas à l'étude. Plus particulièrement, nous vérifierons le premier stade de la construction d'un problème social, en démontrant d'une part que dans le cas à l'étude, certains acteurs ou entrepreneurs moraux ont tenté de rendre public une situation qu'ils jugeaient problématique et qu'ils ont par le fait même tenté de stimuler le débat public et politique.

4.2.1 Définition du problème par un entrepreneur moral

Bien que l'historique des lois sur le sujet démontre qu'une construction du problème social était déjà existante avant la mort de Megan Kanka, nous ne pouvons ignorer le fait que certains individus ou entrepreneurs moraux, ont tenté de stimuler le débat public

sur la question en cadrant le problème autour de cet événement-clé. Dans le cas à l'étude, les individus qui ont d'abord et avant tout rendu public un problème essentiellement privé sont les Kanka et plus particulièrement, Maureen Kanka.

Bien qu'elle donne une partie du crédit à Keith Owens, Mme. Kanka devint très rapidement celle qui cadra ce qu'elle considérait être le problème social. Rappelons les phrases qu'elle prononça lors de notre entretien avec elle :

... the guy came back with the petition and we sat down with it, and I remember saying to him: "you have too many things on here". I mean all those things were on there and I said, you know you're never going to get this, I said you have to focus on this. I said the "right to know" this is it! I said we should of known. We lived here for 15 years. I have 3 children. A street full of kids, we should of known that there was 3 convicted sex offenders, child molesters, pedophiles I didn't even know what that word was at the time, um, but we should of known and I said you know that's what it should be, it should be the right to know, that we have the right as parents, to know about this, and my father in law said this needs to be called Megan's Law. And at that point, we got very heavily involved...

Cet extrait d'entretien est parlant pour diverses raisons. D'une part, il nous indique ce pour quoi elle allait lutter, c'est-à-dire le droit à l'information. Surtout, on peut y voir plusieurs éléments qui justifient cette lutte. Nous considérons ces éléments comme faisant partie de la conception personnelle de Maureen Kanka sur ce qu'était le problème social. En résumé, elle souligne d'abord la vulnérabilité des enfants par rapport aux délinquants sexuels. De l'extrait « [...] we should have known » se dégage aussi la notion que les lois de l'époque étaient inadéquates. Du même coup, l'extrait témoigne aussi du fait que Mme. Kanka jugeait que la communauté ne disposait pas d'assez de droits. Finalement, la notion du manque de protection et de sécurité est assez claire si on analyse l'extrait dans son ensemble.

4.2.2 Publicisation du problème

Maintenant, ce problème demeurerait une conception personnelle émanant d'un événement essentiellement privé, c'est-à-dire l'abus sexuel et le meurtre de la fille de Richard et Maureen Kanka. Si l'une des caractéristiques du premier stade de Spector et Kitsuse consiste à faire d'un problème privé un problème public, nous pouvons affirmer que les Kanka ont suivi cette voie. Toutefois, nous pouvons nous demander qu'est-ce

qui a fait en sorte que le public et les politiciens soient réceptif à cette entreprise ? Pour répondre à cette question, Spector et Kitsuse nous renvoient à un ensemble de « conditions de succès », soit le pouvoir d'influence, la clarté et la spécificité de la demande, le canal utilisé ainsi que le public visé par la demande.

-Pouvoir d'influence

Qu'est ce qui a permis au problème d'être considéré et débattu dans la sphère publique et politique et comment peut-on expliquer que ceci se produisit effectivement et ce de façon si rapide ? La famille Kanka était pourtant une famille de classe moyenne typique et pour avoir visité le quartier ainsi que le domicile des Kanka dans le cadre de notre recherche, nous pouvons nous-mêmes témoigner de cette réalité. Ici l'élément à considérer est l'épreuve subie par la famille, la perte d'un enfant aux mains d'un agresseur sexuel. La nature horrible de ce type de crime engendra spontanément l'empathie du public face à la famille. Cette empathie se transforma en soutien politique, suite à la présence de trois éléments majeurs : la construction déjà présente du problème social, la grande médiatisation du crime ainsi que la nature « horrificante » de l'acte.

À l'époque comme aujourd'hui, la conception que Maureen Kanka se fait du problème social n'est pas unique. Plusieurs éléments contextuels nous permettent d'affirmer qu'une construction particulière de la délinquance sexuelle était déjà en place avant que Mme Kanka n'en fasse état sur la scène publique. En premier lieu, notre recension a d'ailleurs permis d'établir que l'intérêt envers la délinquance sexuelle était déjà élevé lorsque Timmendequas posa son geste. La période des années 1990 était particulièrement caractérisée par la mise en vigueur de plusieurs lois visant réprimer ou contrôler le délinquant sexuel. Avec le contexte sociopolitique que nous avons décrit précédemment, il n'est pas surprenant qu'une panique morale au sujet de la délinquance sexuelle ait déjà été présente. Ensuite, souvenons-nous que c'est d'abord Keith Owens qui soulevait le slogan « Right To Know » avant que Mme Kanka ne s'en empare, ce qui suggère que le problème du risque de victimisation était déjà conçu comme un manque d'information. Finalement, le support immédiat de la population pour la

demande de Kanka, via la signature de pétitions, nous indique d'une certaine manière que la population n'attendait qu'une occasion symbolique d'exprimer leur opinion face à une situation qu'elle jugeait également problématique.

Ensuite, il est légitime de croire que sans la couverture initiale du crime par diverses formes de médias présents au New Jersey, l'impact des événements sur la population aurait été nul. Dans la recension des écrits, nous avons témoigné de la propension des médias à traiter de manière intense des crimes touchant les agressions d'enfants, qui provoquent de très fortes réactions — ce qu'ils ne manquèrent pas de faire dans le cas de Megan. Notre analyse des divers textes provenant des médias tend à confirmer cette réalité. Surtout quand l'identité de la jeune fille fut révélée, sa photo figurait dans presque tous les articles et les auteurs qui se consacraient à l'histoire étaient très nombreux.

Il est alors peu surprenant que ceux qui nous ont accordé une entrevue rapportent également avoir été convaincus que le crime commis par Jesse Timmendequas horrifiait et enrageait la population au plus au point. Dans notre court entretien avec Chuck Haytaian, ce dernier soulignait qu'il était lui-même terrifié par la situation, lui qui avait des enfants à l'époque. Il témoignait de la peur que ressentait la population à l'époque. Maureen Kanka rapportait également que la tension était très haute dans la population. Inverso, quant à lui, croyait que sans pour autant être hystérique face au crime commis, la population était définitivement enragée et apeurée. Michelle Ruess affirmait la même chose, à savoir que la population était définitivement apeurée mais du même coup très en colère contre ce qui venait de se passer. Martone résumait la réaction de la population: « People can't understand what would motivate somebody to want to have sex with a 7 year old and then dump the body in a river bank. It's just so horrible. And it's a visceral reaction too you know... ».

Si Garland (2001) nous apprenait que dans la société moderne, la victime d'un acte criminel était en quelques sortes le miroir de la population, le cas à l'étude tend à confirmer cette affirmation. Bien que la famille Kanka n'avait pas subi les torts

physiques qu'avait subi la jeune Megan, elle était tout de même considérée comme étant une victime du crime. De par le statut social de la famille, c'est-à-dire une famille de classe moyenne vivant dans une communauté composée essentiellement de cols bleus, il est relativement facile de comprendre que, suivant une médiatisation intensive d'un crime jugé horrible, la population se sentirait énormément préoccupée par ce qu'avaient subi les Kanka. Pour une bonne partie des membres du public du New Jersey, les Kanka, c'était eux, et Megan, c'était leur fille, leur enfant. Maureen Kanka représentait alors l'ensemble des mères du New Jersey. La journaliste Michelle Ruess avance que l'identification était telle que plusieurs membres de la population soulignaient le fait que cette situation horrible pouvait se produire n'importe où, à n'importe qui. Bien sûr, la plupart de la couverture médiatique présentait le cas exactement en ces termes : imprévisible, indiscriminé, inévitable. Plusieurs des articles que nous avons analysés corroborent cette information. Par exemple, quelques jours après la mort de Megan, un adolescent de 16 ans interviewé par le *Trentonian* prononçait ces paroles : « As a kid myself, it worries me [...] You know, it could happen to anyone. When someone is nice to you, you don't think they will do anything to you » (Connolly, Dvorak, Mooney, Dehaven et Waligore, 3 août 1994).

Peter Inverso lui-même témoignait de cette forme d'identification, soulignant que quelques jours après la mort de Megan, même chez les politiciens qui d'abord et avant tout, faisaient partie de la population, il existait une forme d'identification aux Kanka. Inverso nous disait qu'à l'époque, il avait lui-même 4 jeunes enfants et que la mort de Megan l'avait véritablement affecté. Mme Kanka était la première à qualifier cette identification de la population de « phénoménale », nous disant que les paroles « that could have been my daughter » furent prononcées d'innombrables fois.

Cette identification conféra aux Kanka un énorme pouvoir d'influence, qu'il ne leur restait qu'à utiliser efficacement. Effectivement, le crime et sa victime auraient pu tout de même tomber dans l'oubli si la famille avait décidé de vivre son deuil de façon privée. Au contraire, ils tirèrent un maximum de certains canaux afin d'en faire une affaire publique. Spector et Kitsuse soulignent l'importance du pouvoir de ceux qui

tentent d'amener de la lumière sur un problème perçu afin qu'il devienne l'affaire de tous. Selon ce que le cas à l'étude indique, la majorité du public s'est placée du côté des Kanka de façon quasi-instantanée une fois les détails du crime révélés au travers les médias. Ceci allait donner peu de choix aux politiciens qui eux, représentaient ce même public.

- Canaux utilisés et public cible

Les détails du crime étaient maintenant publics, mais pas encore sous forme de problème social et de sa solution, qui n'avait pas jusqu'à cette époque fait l'objet de débats publics et politiques au New Jersey. Or, les Kanka parvinrent à stimuler ce débat en utilisant deux canaux principaux. Le plus évident est le recours à la pétition intitulée « Megan's Law, The Right To Know » qui cadrerait l'argumentaire de façon claire et concise, une autre condition à ce qu'un problème social subsiste chez Spector et Kitsuse. Dès le début de l'entreprise, des réseaux de membres de la communauté du New Jersey se créèrent afin de distribuer, d'acheminer et de recueillir la pétition. Considérant que 100 000 signatures avaient été recueillies dès la première semaine après sa distribution, il est assez évident qu'une partie non négligeable de la population s'accorda rapidement avec la conception du problème tel que présenté par les Kanka, ainsi que de l'élément principal de la solution qu'elle souhaitait lui apporter. Ensuite, la visibilité de Mme Kanka dans les médias lui permit de s'adresser au public à grande échelle. Deux à trois jours après que sa fille fut retrouvée, Mme Kanka demandait déjà à ce que premièrement, la population ait droit à de l'information (*right to know*) et que pour ce faire, une « Loi de Megan » devait être créée. Elle ajoutait que ceci devait se faire par une lutte citoyenne. Autant dans le cas de la pétition que dans le cas des premières apparitions médiatiques de Maureen Kanka, la réponse ou encore la solution au problème précédait ou chapeautait une définition du problème lui-même.

Qui était le public cible de Mme Kanka ? En fait, une partie de la réponse se trouve dans la question, le public cible était dans un premier temps le public. Étant donné la nature du crime et la victime (petite fille de classe moyenne étrangère à son assaillant), le message s'adressait à tous. Pour Maureen Kanka, Megan était la preuve que ce type de

crime pouvait se produire à qui que ce soit, où que ce soit. On devrait donc s'adresser à toutes les victimes potentielles, c'est-à-dire la population et plus particulièrement les familles avec de jeunes enfants. Un deuxième public cible était le monde politique de l'État du New Jersey. La demande pour une Loi de Megan devait évidemment être traitée par l'ensemble du corps législatif du New Jersey. Autant la pétition que les interventions dans les médias visaient à ce que ce monde politique prenne connaissance de la demande et du support de la population pour celle-ci. Les membres de la législature étaient donc alertés que le public qu'ils représentaient exprimait une demande claire.

En somme, les Kanka ont su faire une utilisation efficace du niveau élevé de support de la population. La pétition et le brassage médiatique ont véritablement catapulté le problème de la sphère privée à la sphère publique. Les médias y trouvaient bien sûr leur compte, ayant sous la main, sans le moindre effort, une histoire de « *human interest* » à la fois puissante et par son contenu et livrée par un personnage hautement médiagénique. Une telle mobilisation du public ne manqua pas d'attirer l'attention du monde politique, dont les membres tenteront d'en extraire du capital politique. À peine quatre jours après la disparition de Megan, la gouverneure de l'État exprimait déjà son support et son écoute aux Kanka. Au même moment, plusieurs législateurs et autres acteurs politiques s'étaient également joints à la naissance d'un débat public et politique — débat déjà irrémédiablement déséquilibré en faveur du durcissement des lois et de la stigmatisation publique des délinquants sexuels. Si Spector et Kitsuse parlaient d'une histoire naturelle des problèmes sociaux, il semble que dans le cas à l'étude, le début de cette histoire était extrêmement compressé dans le temps. Comme nous l'avons vu, il semble que citoyens et politiciens du New Jersey adoptèrent presque immédiatement un discours unique au sujet de problème et de sa solution.. Mais cette construction particulière de la délinquance sexuelle était-elle vraiment partagée par tous ?

4.3 L'anatomie du problème social et le débat

Il ressort de notre analyse que la conception dominante du problème s'installa dans un contexte sociopolitique spécifique, auquel nous avons fait référence plus tôt. Ainsi, nous verrons tout au long de la section comment la notion de société du risque et le climat

politique répressif expliquaient une perception particulière du problème social. D'autres éléments de contexte seront aussi amenés. Ensuite, nous témoignerons de la construction de la délinquance sexuelle comme telle. Sans délinquant sexuel, les autres éléments qui composent le problème social seraient inexistants. La construction du délinquant sexuel est donc centrale à ce problème social spécifique. Ensuite, de cette conception dominante du délinquant sexuel se rattachent d'autres éléments constituant le problème social, soit le fait que la sécurité de la société soit menacée, le manque d'information par rapport à la menace, le manque de justice et l'incapacité des lois à répondre au problème social perçu.

4.3.1 La construction du délinquant sexuel

La façon dont le délinquant sexuel était construit est capitale quant à la construction du problème social dans le cas à l'étude. Si le délinquant sexuel était vu à l'époque comme étant problématique en soi, c'est la façon (emphasis sur « façon ») dont il était perçu qui déterminait réellement la construction du problème social ainsi que la réponse qui lui était associée. Ainsi, dans une situation différente, le délinquant sexuel aurait pu être perçu comme étant un problème social, mais de façon totalement différente qu'il l'était dans le cas de la Loi de Megan. Nous verrons comment les divers contextes, couplés avec une dynamique particulière présente au niveau du débat politique, ont fait du délinquant sexuel un être dégoûtant, qui pour plusieurs, était un abuseur d'enfants. Nous verrons aussi qu'il était perçu comme étant fortement dangereux et finalement, il sera question du fait que le délinquant sexuel était perçu comme étant irrécupérable chez plusieurs acteurs.

-Un être « dégoûtant » : l'idée du démon populaire

Premièrement, nos lectures ainsi que nos entretiens nous mènent à croire que le délinquant sexuel n'est pas perçu comme les autres criminels. Bien que tous les criminels soient des *outsiders*, le délinquant sexuel occupe une place de choix dans le discours populaire, particulièrement haï par la majorité des acteurs. Si Peter Inverso résumait la pensée générale face au délinquant sexuel par le mot « despised », il n'était pas le seul à l'indiquer. Dans l'ensemble du discours médiatique, le délinquant sexuel soulevait une incompréhension totale, une répulsion toute particulière qui s'appliqua

immédiatement à Jesse Timmendequas, récidiviste de surcroît. Si on pouvait voir d'autres types de criminels comme étant des nuisances, on arrivait tout de même à en avoir une compréhension relative. Le délinquant sexuel, quant à lui, dépassait le niveau d'entendement et était souvent représenté comme non-humain.

Or, les divers acteurs du monde politique sont eux-mêmes des membres du public d'abord et avant tout. Au chapitre précédent, nous avons vu que du langage politique à l'époque (pendant le débat menant à la Loi de Megan) se dégagait cette idée que le délinquant sexuel était un « moins que rien », qui ne méritait aucune reconnaissance. Cette vision particulière du délinquant sexuel s'insère bien dans le climat politique répressif de l'époque. La population avait été habituée, depuis plus d'une décennie, au discours politique quotidien faisant des délinquants sexuels les cibles symboliques du système pénal. La métaphore bestiale du prédateur ou celle de l'animal incontrôlable dominait ce discours, comme le démontre la teneur du débat qui mena à la Loi de Megan. Nous avons vu, avec Edelman, que l'utilisation de la métaphore crée, sinon renforce une image symbolique quelconque.

Le délinquant sexuel était fortement polarisé par rapport à la population et même par rapport aux autres criminels. Pour un bon nombre d'acteurs, il se situait à l'extrême du « mal ». Maintenant, il semble que le crime contre Megan Kanka a eu pour effet d'amplifier la pensée déjà présente chez bon nombre d'acteurs. Timmendequas devenait le démon parmi les démons populaires, le bouc émissaire qui allait représenter l'ensemble des délinquants sexuels. Si certaines nuances par rapport aux qualifications que l'on faisait des délinquants sexuels existaient avant le meurtre de Megan, elles disparaissent immédiatement à l'arrivée médiatique du crime. Ainsi, malgré certaines tentatives d'acteurs politiques comme Furlong, visant à tempérer l'image monstrueuse du délinquant sexuel, il n'y avait pas de place pour un tel discours dans l'arène politique, comme Furlong lui-même nous l'indiquait. Par exemple, lorsqu'il soulignait que des individus comme Timmendequas étaient rares et ne représentaient pas l'ensemble des délinquants sexuels, Furlong rapporte n'avoir trouvé aucune oreille pour l'entendre : « [...] le public n'avait pas l'appétit pour ce type d'information »

(traduction libre). Lorsqu'il tenta de lire une lettre d'un délinquant sexuel durant une rencontre du comité du sénat portant sur la Loi de Megan, il se fit dire par le président du comité : « I don't want to sit here for five minutes and listen to the letter » (Ruess, 30 août 1994). Il nous disait lors de l'entretien à quel point cette réponse l'avait frustré, puisqu'il considérait que ce type de discours était une atteinte à son droit au premier amendement.

Bref la métaphore du prédateur, de l'animal ou du monstre semblait être trop forte pour permettre quelconque forme de débat sur la question. Edelman soulignait la force du langage et de la métaphore, qui ne laissaient peu, sinon aucune place aux perceptions opposées, ou même nuancées. Comment amener des arguments et des données scientifiques sur le délinquant sexuel quand ce dernier correspond au mal incarné ? Voilà le défi auquel faisaient face les acteurs politiques qui osaient s'opposer à cette perception, dont Furlong. Le résultat prévisible de leurs efforts fut un échec entier sur ce point précis de la définition du délinquant sexuel.

-Le délinquant sexuel comme abuseur d'enfants

L'un des éléments de définition du délinquant sexuel était la conviction qu'il était, de sa nature, nécessairement un abuseur d'enfants, ce qui le rendait encore plus monstrueux. De notre analyse des articles de journaux de l'époque et de nos entretiens ressort un discours particulier qui semble faire du délinquant sexuel (*sex offender*) un pédophile de façon quasi-automatique. On pourrait dire avec assez de justesse que la majorité de l'argumentaire traitant de la sécurité et la protection du public était accompagnée de phrases stipulant que les délinquants sexuels mettaient *les enfants* en danger. Très rarement était-il question d'autres types de délinquants sexuels tels que des violeurs d'adultes. Pourtant, la demande initiale des Kanka ne faisait pas abstraction des types de délinquants sexuels, qui disparurent au moment du débat politique. Ceci s'explique par deux raisons majeures. Premièrement, les histoires d'abus sexuels d'enfants sont surreprésentées dans les médias par rapport aux autres crimes sexuels, sans doute parce qu'ils provoquent une plus grande réaction chez le public. À l'époque où Megan fut elle-même abusée sexuellement et tuée par Timmendequas, la population était déjà

habituée à une grande couverture de ce type de crime. Deuxièmement, le débat politique s'articula autour de ce crime particulier, qui devint le symbole du crime sexuel en général. C'était en quelque sorte la création du mythe d'Edelman, c'est-à-dire que l'action politique requiert une simplification de la réalité, facilement accomplie en focalisant sur une cible précise. L'abuseur d'enfants devint le portrait mythique du délinquant sexuel.

-L'être dangereux

Centrale au débat était cette idée que le délinquant sexuel était un être dangereux, monstrueux, mais d'apparence ordinaire. Le crime contre Megan Kanka ne faisait que confirmer qu'en fait, le délinquant sexuel pouvait être un voisin, un professeur, un entraîneur, bref, il était invisible. De plus, il pouvait frapper à tout moment. Cette pensée, présente dominante dans le discours public de l'époque est une manifestation du concept plus large de société du risque d'Ulrich Beck. Le déroulement du débat public souligne à quel point la conscience du risque est une donnée déterminante. Comme nous l'avons vu, le langage politique lui-même soulignait cette idée de risque trop élevé, particulièrement le risque pour les enfants. On était maintenant conscient du danger que représentaient les délinquants pour le public, ou plutôt, on donnait plus d'importance à ce danger. Or, en elle-même cette conscience du danger aurait pu demeurer inopérante. Le problème, c'est qu'on ne savait pas d'où venait ce danger ou, encore mieux, de qui (emphasis sur le « qui ») il provenait. Qui sont les délinquants sexuels ? Cette relative incertitude face au risque ou à la menace est, selon Beck, génératrice d'anxiété, d'insécurité, voire de peur. Pour certains, le crime contre Megan n'a fait qu'alimenter cette insécurité déjà présente. Pour plusieurs toutefois, il semblerait que le crime avait créé une insécurité qui n'était pas présente auparavant, du moins en ce qui concerne les délinquants sexuels. Nous pouvons le voir au travers les commentaires de Maureen Kanka qui nous disait qu'avant le crime contre sa fille, elle ne connaissait pas la signification du mot « pédophile ». Karen Wengert, quant à elle, soulevait le fait qu'elle vivait dans un monde illusoire avant l'abus sexuel et le meurtre de sa fille. Bref, si certains n'étaient pas encore conscients du risque auquel ils étaient exposés, ils ne pouvaient maintenant que l'être. Pour les autres, la perception était sans doute

renforcée, ou du moins focalisée sur un narratif précis : une jeune enfant, un prédateur animal, des parents impuissants, des autorités déconnectées et sans pouvoir, un crime atroce. Plus que jamais, on était conscient du danger de la menace qu'était le délinquant sexuel, de par sa relative invisibilité et imprédictibilité. Tout discours alternatif était impossible à considérer.

-Le délinquant sexuel comme être irrécupérable

Ici, nous voyons le mot « irrécupérable » comme signifiant deux perceptions spécifiques. La première se résumait par le fait que le délinquant sexuel dans l'esprit de plusieurs ne pouvait être changé, rescapé, réhabilité ou guéri par le système. La deuxième était qu'il courait beaucoup de chances de récidiver. Pour ce qui est du premier élément, le discours politique dominant dépeignait le délinquant sexuel comme étant un individu incapable de changer, d'être réhabilité. Plusieurs des acteurs qui prononçaient un discours semblable affirmaient s'appuyer sur des études et données scientifiques ainsi que sur des commentaires de cliniciens. Or, le public qui n'allait pas lui-même vérifier ces données, ne pouvait qu'écouter et dans plusieurs cas acquiescer à l'information donnée par les politiciens. Ceci allait les empêcher d'écouter toute forme d'information qui ne concordait pas avec ce qu'il venait d'entendre comme semblait le laisser entendre John Furlong: « If the proponents of the law are going to say repeatedly "these people can't be rehabilitated", and you know with no knowledge of rehabilitation techniques or recidivism rates or what kind of treatment works etcetera, then there's no way that the public is going to digest accurate information. » Cette situation semblait témoigner de l'idée de quiétude politique chez Edelman, à savoir que le public de par son identification à l'État, allait considérer ce que leurs représentants avaient à dire, sans trop les questionner.

On ne peut toutefois ignorer le fait que cette tendance à discréditer le modèle réhabilitatif n'avait rien de nouveau à l'époque alors qu'un modèle de gestion du risque était maintenant en vogue comme nous l'avons vu dans la recension des écrits. On ne faisait plus confiance à la capacité du criminel de changer ou d'être changé. Au niveau du débat à l'étude plus spécifiquement, cette même pensée s'appliquait au délinquant

sexuel, qui aurait, de par sa nature, toujours des motivations sexuelles déviantes. Pour cette raison, les acteurs politiques qui amenaient un argumentaire témoignant du fait que c'était en fait le traitement qui était inadéquat et qu'il fallait alors augmenter et améliorer les services n'étaient pas écoutés dans l'arène politique. La réhabilitation ne fonctionnait pas pour la grande majorité des acteurs. Le fait de tenter d'améliorer ou d'augmenter l'utilisation du modèle réhabilitatif était donc un non sens.

Le deuxième élément découlait en partie du premier à savoir que les délinquants sexuels étaient plus souvent qu'autrement des récidivistes. S'ils ne pouvaient changer, ils allaient donc recommencer. Si plusieurs acteurs politiques ont tenté de démystifier et de corriger cette perception avec l'aide entre autres de statistiques criminelles, il semble que le discours dominant basé sur une perception particulière du risque l'emportait. Pour la majorité des acteurs, les statistiques importaient peu. L'idée que le délinquant sexuel était un être particulièrement dangereux, capable de frapper à tout moment, était plus importante. Le niveau de récidive perçu se fondait alors dans une perception plus large du délinquant sexuel comme être dangereux. Si ce n'était pas les statistiques criminelles qui avaient connu des hausses pour le pire, l'importance donnée à la menace ou encore au risque était quant à elle relativement élevée. En percevant le niveau de risque de victimisation comme étant élevé, il est alors peu surprenant que le niveau de récidive soit perçu de la même façon. Or, un discours sur la récidive élevée basé sur une perception élevée du danger n'est pas surprenant dans une société obsédée par le risque. Le crime contre Megan a simplement permis de solidifier sinon de justifier ce type de discours, surtout que Timmenedequas était un double récidiviste.

4.3.2 Menace à la sécurité du public

Considérant ce qui précède, le discours dominant des acteurs politiques et de plusieurs autres acteurs dont le public renvoyait au fait que la sécurité de la population était mise en péril par les délinquants sexuels. Ici, la perception populaire du délinquant sexuel en était évidemment pour beaucoup. La vision dominante du délinquant sexuel dangereux, imprévisible et incapable de changer déterminait en quelques sortes le degré d'anxiété ou d'insécurité de la population et du monde politique. Rappelons-nous qu'Ulrich Beck avait beaucoup à dire sur l'anxiété produite par une conscience élevée de la menace. Or,

de notre analyse ressort clairement cette anxiété généralisée face à la menace ou au risque de victimisation. En mots plus simples, le public redoutait les délinquants sexuels et les considéraient comme de véritables menaces à la sécurité. En ce qui concerne les acteurs du monde politique, ce discours dominant ne faisait que refléter la perception du public, faisant du délinquant sexuel un risque inacceptable pour la société. Après tout, les victimes potentielles des délinquants sexuels étaient les membres du public ; la perception même du niveau de menace du délinquant sexuel allait influencer directement sur la perception du risque de victimisation des membres de la population. Ainsi, le cas à l'étude est un bon exemple autant du constructivisme que de la société du risque de Beck (qui s'inscrit dans ce constructivisme), à savoir que ce que nous pourrions appeler les « données factuelles » étaient plus ou moins pertinentes. En d'autres mots, le niveau de risque « réel » pouvait ou non affecter la réaction par rapport aux délinquants sexuels. Ce qui amenait l'anxiété ou encore un sentiment que la menace était devenue inacceptable, c'était plutôt la perception (emphasis sur « perception) du risque encouru.

Cette perception du risque n'est pas étrangère au fait que la victime du crime symbolique, ici, était un enfant. D'une part, si on voyait le délinquant sexuel comme étant un individu qui abusait des enfants, il n'est pas surprenant que l'on parlait des enfants en général comme les proies potentielles de délinquants sexuels. D'autre part, l'acte criminel de Timmenedekas justifiait également un discours politique portant sur la grande menace à laquelle faisait face les enfants. Le discours politique insistait spécifiquement sur le fait que les enfants, contrairement aux adultes, étaient particulièrement vulnérables face aux délinquants sexuels, puisqu'ils étaient sans défense et facilement influençables. Évidemment, Megan Kanka était l'exemple parfait de cette vulnérabilité. Elle était ce que l'on pourrait nommer la « victime idéale », terme que nous avons utilisé dans la recension— c'est-à-dire le type de victime qui frappait le l'imaginaire collectif au sujet de ce que devait être une victime. De plus, son jeune âge suggérait une certaine innocence. Plusieurs médias renforçaient cette image de pureté et d'innocence, en citant plus d'une fois certaines personnes qui connaissaient la jeune fille de près ou de loin : « She was the sweetest girl with a great personality. Everyone wanted to be around Meg, said Megan's aunt [...] she was so sweet and would help you

do anything » (Plitch et Klein, 1^{er} août 1994). Certains journalistes accomplissaient la même tâche eux-mêmes, comme c'était le cas ici : « The girl, Megan, was 7. She rode a pink bike, had a smile that was all front teeth, was the baby of the family... » (Leibowitz, 31 juillet 1994). Bref, son innocence était soulignée de maintes fois autant par les médias que par les entrepreneurs moraux et les politiciens. Ensuite, il semble que la provenance de la jeune fille, c'est-à-dire qu'elle provenait d'une famille de classe moyenne, favorisait l'identification du public, comme nous l'avons vu précédemment. Cette vulnérabilité et cette innocence ont participé au sentiment général que la menace était maintenant trop grande, ou inacceptable, parce que Megan représentait tous les enfants. Le risque ne s'appliquait pas qu'aux enfants d'une famille malchanceuse, il était maintenant partagé par l'ensemble de la population.

En somme, même si certains tentaient de rendre public une perception alternative de la situation, leur argumentaire était avalé par une mer d'anxiété et d'insécurité provenant d'un sentiment partagé que les délinquants sexuels menaçaient la sécurité du public—plus particulièrement celle des enfants—et que cette menace était inacceptable.

4.3.3 Absence d'information concernant les délinquants sexuels

Cette sous-section se résumerait assez bien par la question : « Pourquoi ne savons-nous pas qui sont ces délinquants sexuels » ? Ainsi, la phrase quasi-synonyme à la Loi de Megan, *right to know*, tirait son origine de cette constatation. L'argument était fort simple si l'on se fie au discours de plusieurs de nos interviewés ainsi que plusieurs articles consultés. Richard Zimmer soulignait justement à plus d'une reprise la simplicité de l'argument, en voici un exemple : « I think the overwhelming majority of people, democrat, republican and independant thought that it was crazy that dangerous sex offenders could live anonymously [...] the premise of Megan's Law was self evident. » Zimmer n'était pas le seul à souligner cette « évidence » de l'argumentaire. Plusieurs fois pendant le débat, le discours politique renvoyait à cette idée que l'argumentaire portant sur le droit à l'information n'était qu'une question de « bon sens ». Même Ed Martone reconnaissait la simplicité et la logique de l'argumentaire : « Yeah, and as I say, it had a life of its own, it made perfect logical sense to most people that I'd be told if there's a guy [sex offender] in the neighborhood, who wouldn't want

to know? » Encore une fois, la façon d'utiliser le langage avec une expression telle *right to know* laissait peu de place aux positions qui s'opposaient ou tentaient de nuancer la question du droit d'accès à l'information sur les délinquants sexuels. Même si Martone et Karen Spinner tentaient d'argumenter que l'information serait distribuée dans des mains qui ne sauraient quoi en faire, la position adverse n'avait qu'à leur demander la question : Ne voudriez-vous pas savoir qu'un délinquant sexuel dangereux est votre voisin ? Or, comme le disait Martone lors de notre entretien avec lui, « [...] you know I was going to say the logic of that is a tough one to argue... » Ainsi, l'argumentaire dominant demeurait qu'il était inacceptable qu'un délinquant sexuel vive parmi le public sans que ce dernier ne le sache.

Or, ce type de discours s'installait bien dans le contexte social de l'époque et l'idée que l'information prend maintenant une place importante dans la vie des membres de la société. Selon notre analyse, le cas à l'étude est une manifestation de ce que plusieurs auteurs nomment « l'ère de l'information ». Non seulement l'information quant à la menace perçue pouvait être facilement disponible, mais le public souhaitait ardemment l'obtenir, si l'on se fie à leur perception particulière du niveau de risque que le délinquant sexuel représentait.

De surcroît, au niveau du débat à l'étude, la construction collective du délinquant sexuel laissait entendre une certaine invisibilité de l'individu, c'est-à-dire qu'il était très difficile, voire impossible de savoir qui était délinquant sexuel. Étant donné une perception particulière du niveau de dangerosité du délinquant sexuel, il devient plus facile de comprendre que le fait de ne pas savoir qui il était devenait fortement problématique. Or l'entreprise des Kanka supportés par le public portait en grande partie sur la résolution de ce problème.

Finalement, il est encore une fois évident que le crime contre Megan a également eu ses effets sur le discours politique portant sur le droit à l'information. Timmendequas était l'exemple parfait du problème, c'est-à-dire qu'il avait servi deux peines pour abus sexuel auparavant et il était maintenant un citoyen parmi tant d'autres. Les Kanka

n'étaient pas au courant de son passé et voilà qu'il commit un crime sexuel contre leur fille. Une fois de plus, il justifiait le discours sur un aspect du problème social.

4.3.4 Un système de justice criminelle défectueux

Dès le début du débat public sur la Loi de Megan, autant le public que les entrepreneurs moraux soulignaient le manque de droits des citoyens par rapport à ceux des délinquants sexuels. Pour eux, il était insensé qu'un individu qui commettait un crime sexuel puisse encore bénéficier de certains droits quand il venait de violer de façon si horrible ceux de la victime. Plusieurs législateurs semblaient se ranger du même côté. Du cas à l'étude semblait ressortir cette idée de polarisation, ou de *morality play* (Christie, 1986), où les victimes se situaient à un extrême du spectre et les délinquants sexuels de l'autre. D'un côté, il y avait le délinquant sexuel perçu comme étant dégoûtant, voire comme étant l'incarnation du mal. De l'autre, la victime, perçue selon Garland (2001) comme particulièrement vertueuse dans l'imaginaire collectif de la modernité tardive. D'une certaine manière, elle représente le bien, l'innocence et la pureté. Cette vision témoignait donc d'une approche morale typique du climat répressif à savoir que le bien devait complètement s'opposer au mal. Cette profonde opposition entre les deux pôles, couplée avec le caractère tout aussi dramatique du crime commis sur Megan, ont incarné le contraste idéal et le cas-type de l'application de la justice chez bon nombre d'acteurs dans le débat. En ayant une vision aussi polarisée du délinquant sexuel et de sa victime, il est peu surprenant que l'on soulignait un certain manque de justice à savoir que la victime ne détenait pas assez de droits par rapport au délinquant sexuel, qui en détenait trop.

Cette idée de *morality play* ou encore de polarisation entre deux constructions ne serait toutefois pas seule pour expliquer le fait que l'on jugeait que la situation entre la victime et le délinquant sexuel était injuste. Nous pouvons ajouter que la vision particulière du risque que représentait le délinquant sexuel pour la société était également un facteur non négligeable pour expliquer cette pensée. En adoptant une perception du délinquant sexuel comme étant fortement dangereux et menaçant pour la société, il devient peu surprenant que l'on juge injuste la façon dont il est traité par le système par rapport à la victime : aucune forme de justice, en pratique, ne pourra rétablir le déséquilibre entre ce

prédateur et cet enfant. Dans cette optique, la moindre considération pour le délinquant est forcément injuste : s'il est si dangereux, pourquoi lui octroie-t-on autant de droits et si peu à la victime de l'autre côté?

Ici, la combinaison de la polarisation du délinquant sexuel et de la victime ainsi qu'une perception particulière du risque pourraient expliquer une perception tout aussi particulière de la justice au sein du débat politique à l'étude, à savoir que les droits des uns étaient trop importants par rapport aux droits des autres. Afin que l'on s'attarde à cette perception parmi d'autres, on devait intervenir au niveau de la loi.

4.3.5 Inaptitude des lois à répondre au problème social

Ce point, nous le prenons comme faisant partie intégrante du problème social à savoir qu'il existait pour plusieurs un manque au niveau des lois pour protéger les citoyens. Nous avons toutefois choisi de le placer à la fin de la section puisqu'il découlait dans un certain sens des autres éléments composant le problème social. D'une part, les entrepreneurs moraux et une bonne partie du public demandaient à ce que la Loi de Megan soit instituée. Leur discours était simple : ils trouvaient aberrant qu'une loi comme celle proposée n'existe pas déjà. Le discours du monde politique était semblable, en ce sens qu'on reconnaissait l'existence d'une brèche dans le corps de lois qu'on se devait de colmater. Comme le soulignait le sénateur Donald DiFrancesco : « New Jersey children have been hurt. New Jersey children are at risk. New Jersey children have been failed » (Johnson, 10 août 1994)... Pour DiFrancesco et plusieurs autres, le corps de lois avait donc échoué dans sa protection des citoyens. Nous croyons que cette perception de la situation provenait quasi-exclusivement de la mort de Megan à savoir que le crime commis par Timmendequas venait justifier une perception particulière par rapport à l'état des lois sur la délinquance sexuelle dans l'État du New Jersey.

Nous détenons maintenant tous les ingrédients nous permettant de lier logiquement le problème avec sa solution. D'une part, nous avons des entrepreneurs moraux qui définissent, cadrent et publicisent un problème d'abord privé. Si dans ce cas, les entrepreneurs moraux permettaient au problème social perçu d'être débattu

publiquement, cela ne signifie pas pour autant qu'une construction sociale similaire n'était pas déjà présente auparavant dans l'imaginaire collectif, au contraire. Malgré plusieurs interventions dans le débat d'acteurs politiques tentant d'amener leur version ou leur perception des choses, il apparaissait quasi-impossible pour eux de combattre une construction du problème social si fortement ancrée dans l'imaginaire collectif. Central à la construction était le délinquant sexuel, perçu comme étant dégoûtant, comme étant un abuseur d'enfants, fortement dangereux de par son invisibilité et son imprévisibilité, ne pouvant être guéri, réhabilité ou changé et ne pouvant s'empêcher de commettre des crimes. Cette construction se liait de façon naturelle avec une perception que la société était menacée et que le risque encouru par celle-ci était inacceptable, spécialement en ce qui concernait les enfants. De plus l'anonymat ou l'invisibilité du délinquant sexuel suggérait une autre partie du problème, l'information sur les délinquants sexuels n'était pas disponible. Aussi, plusieurs étaient d'avis qu'ils avaient trop de droits, que les victimes et citoyens n'en avaient pas assez et que la situation devait être renversée. Pour terminer, aucune loi ne permettait de répondre à cette perception particulière du problème social perçu, ce qui était une autre partie du problème en soi. Nous verrons comment la solution était donc intimement liée à son problème social perçu, jusqu'au point où il est difficile de déterminer lequel entre le problème et la solution précédait l'autre.

4.4 La Loi de Megan comme solution à la construction dominante du problème social

Cette section se penchera principalement sur la solution ou la réponse au problème perçu par la majorité des acteurs. Or avant de poursuivre, il est important de comprendre que la relation entre le problème et sa solution est quasi-symbiotique, c'est-à-dire que l'un n'occasionna pas l'autre dans le temps, ils apparurent ensemble. Dès le début de leur entreprise, les Kanka cadraient déjà le problème comme un manque d'information, ce qui se perpétuait une fois le problème débattu dans la sphère politique. La solution par l'information, évidemment, cadre parfaitement avec la société de l'information, qui valorise tout renseignement. Elle cadre également avec la vague répressive, la société de contrôle décrite par Garland (2001), puisque elle se conjugue à une sanction pénale plus sévère et vient en quelque sorte la prolonger dans le temps par une dénonciation, une

stigmatisation permanente. Enfin, elle est également la manifestation d'une préoccupation pour le risque, puisqu'elle vise à permettre la gestion des risques au niveau du citoyen. En quelque sorte, la distribution d'information sur les délinquants était une solution en attente d'un crime symbolique qui permettrait de l'appliquer à une classe de délinquants.

Gusfield suggérait cette relation souvent indissociable entre le problème et sa solution, à savoir que de définir et de cadrer un problème déterminait du même coup la stratégie d'attaque afin de résoudre le problème. Ainsi, nous présentons la solution comme constitutive de la définition du problème. Aucune des solutions alternatives, qui se conjugaient avec des conceptions alternatives du problème, ne réussit à présenter un discours suffisamment cohérent avec le contexte socioculturel du jour.

4.4.1 Protection et sécurité de la population : L'utilisation d'un modèle de gestion du risque

Maintes et maintes fois, nous avons souligné à quel point la perception du risque ou de la menace importait sur la définition du problème social. Or, si le problème est lié de si près à la solution, il est évident que la perception du risque influait tout autant sur la solution qu'était la Loi de Megan. Lors de l'introduction, nous avons vu qu'un modèle de gestion du risque était en vogue depuis les années 70 et que le crime n'y échappait pas. Or, le modèle réhabilitatif qui était toujours présent, perdait lentement du terrain. On avait perdu espoir en ce modèle et le cas à l'étude l'illustre bien. Nous n'avons qu'à regarder la perception du délinquant sexuel comme étant irrécupérable. Si nous répétons que le problème perçu était intimement lié avec la solution conséquente, le cas qui nous concerne en est un exemple éloquent. La solution témoignait clairement d'une préférence pour le modèle de gestion du risque afin de protéger le public. À la limite, on peut parler de la concrétisation sur papier d'un certain passage d'un modèle réhabilitatif à un modèle de gestion du risque, comme le texte de loi lui-même semblait l'entendre : « Because sex offenders are likely to be unsusceptible to the "cures" offered by the prison system, the urges that cause them to commit offenses can never be eliminated but merely controlled » (A85: 2). Déjà, le simple fait de mettre le mot *cures* entre guillemets démontrait un certain cynisme, voire un mépris pour le modèle réhabilitatif,

que l'on allait clairement laisser de côté via l'adoption d'un répertoire public de délinquants sexuels. On ne pouvait que gérer le risque, d'abord en l'évaluant et ensuite en le contrôlant.

Évaluation du risque

En premier lieu, une échelle d'évaluation du risque, qui prit éventuellement le nom de *Registrant Risk Assessment Scale* (RRAS) était créée via la Loi de Megan. Comme nous l'avons vu, chaque délinquant sexuel était évalué par une échelle qui allait le classer dans un tiers spécifique, selon son niveau de risque pour la communauté. Il entrait donc dans le répertoire selon une catégorie de risque. L'échelle avait été créée avec l'aide d'un comité formé de 12 experts de diverses disciplines. Parmi ceux-ci, certains provenaient du milieu de la psychologie et d'autres du milieu de la criminologie (S-14/85: 1). Cet outil allait donc répondre d'une certaine façon à la perception de la menace en tentant de calculer le niveau de risque. L'outil était donc typique de ceux qui faisaient partie de la « justice actuarielle ». Le RRAS faisait donc partie d'une tendance récente d'utiliser le savoir des experts et académiciens dans l'évaluation du risque. Or, nous croyons qu'une telle réalité ne pouvait que se produire dans un contexte particulier, c'est-à-dire un contexte où la conscience du risque et plus particulièrement la perception du risque associé aux délinquants sexuels était élevée. Nous avons vu avec Beck comment ce contexte particulier s'installait dans le contexte social plus large qu'était la société du risque. Le RRAS permettait de répondre à certaines anxiétés causées par l'absence de certitudes, qui dans ce cas précis, se traduisait d'autant plus pour les délinquants sexuels.

-Contrôle du risque par la surveillance

L'évaluation du risque ne correspondait toutefois qu'à une partie de la gestion du risque, puisqu'un outil comme le RRAS ne faisait que classer les délinquants sexuels selon leur niveau de risque. Nous avons dit que la gestion du risque dans la société moderne était également souvent composée d'un autre aspect lié au risque perçu que l'on nommait le « contrôle du risque ». Or, ce contrôle était exprimé dans ce cas par la surveillance.

Dans un premier temps, le répertoire de délinquants sexuels (loi c133) permettait aux autorités de garder l'œil sur le risque ou la menace. Pour chaque nouveau crime sexuel commis, la liste pouvait être consultée afin que les autorités identifient plus rapidement le contrevenant. En ce sens, même si l'on ne considérait pas le caractère public du répertoire, il contenait tout de même de l'information privée sur les délinquants sexuels, disponible à la consultation des autorités. De plus, leurs mouvements étaient par moments contrôlés. Par exemple, tout changement d'adresse devait être signalé aux autorités. Bref le répertoire, nonobstant son caractère public, constituait déjà un certain outil de contrôle par la surveillance.

Ensuite, si l'on considère la loi qui rendait le répertoire en partie accessible au public (loi c128), on peut constater un élargissement, une décentralisation du contrôle par la surveillance citoyenne. D'une part, cet élargissement du contrôle était fortement calculé, puisqu'il se basait d'abord et avant tout sur une évaluation du risque via le RRAS. Nous savons que seule l'information sur certains délinquants sexuels à risque modéré ainsi que tous les individus à risque élevé était divulguée. Ceux qui correspondaient à ces catégories feraient donc l'objet d'une surveillance accrue, puisque certains membres du public avaient maintenant la capacité d'identifier ces individus.

Or, ceci répondait naturellement à une partie du problème social qu'était l'absence d'information concernant les délinquants sexuels. Les êtres invisibles devenaient maintenant visibles via la Loi de Megan. Les yeux étaient maintenant partout. On peut croire que la loi répondait du même coup à un certain niveau d'anxiété causé par une perception spécifique du risque. Avec la Loi de Megan, on allait contrôler en partie la source de l'insécurité et de l'anxiété du public. La loi s'adressait donc en partie au sentiment d'insécurité alors présent dans le public, puisqu'on allait lui donner un nouvel outil, celui de l'information.

La solution qui allait être administrée avait tout de même un objectif principal, voire ultime plus concret témoignant encore une fois d'un certain contrôle du risque par la

surveillance, soit celui de la sécurité du public. La conjonction de la surveillance des autorités et de celle du public allait répondre à la menace perçue de deux façons principales. D'une part, on procurait le public avec les outils nécessaires à éviter certains endroits ou individus. D'autre part, on aidait les autorités à résoudre des crimes sexuels plus rapidement, leur donnant la chance de sauver les victimes potentielles avant que le pire n'arrive. En ce sens, le contrôle du risque par une double surveillance allait concrètement empêcher des crimes comme celui sur Megan de se perpétuer. Certains acteurs, comme Furlong, ont tout de même tenté de défier cette perception qui semblait inhérente à la loi, soulignant entre autres que les délinquants sexuels récidivistes, plus particulièrement les psychopathes motivés, obtiendraient ce qu'ils voudraient peu importe le fait qu'une loi existe ou non. Il semble que ce type de discours était plus ou moins ignoré dans l'arène politique. Pour la grande majorité des acteurs, le lien entre la Loi de Megan et la sécurité du public était trop fort et étant donné la force du nombre, il semble qu'un discours comme celui de Furlong se perdait dans l'immensité des discours lui faisant opposition.

En somme, si l'on se fit à la perception dominante, la Loi de Megan, via un contrôle par la surveillance, allait non seulement restaurer sinon augmenter le sentiment de sécurité de la population, elle arriverait plus concrètement à procurer à la population un niveau accru de sécurité.

-Solution au problème social

Pour conclure sur cette section, cette gestion du risque présente dans la Loi de Megan répondait donc au problème social perçu de diverses façons. En premier lieu, on tentait d'évaluer le risque encouru, ce qui constituait une première réponse au problème perçu du délinquant sexuel comme menace inacceptable à la société. On allait maintenant avoir une certaine idée du niveau de risque des délinquants sexuels. Ensuite, le contrôle du risque par la surveillance allait répondre à trois autres aspects du problème social. Dans un premier temps, on répondait au problème de l'absence de l'information en fournissant justement de l'information sur certains délinquants sexuels vivant dans la communauté. Avec cette divulgation de l'information, on répondait une fois de plus au

problème de la menace perçue, soit en répondant à la construction dominante du délinquant sexuel. Ensuite, la surveillance du délinquant sexuel allait contenir le danger perçu et allait par le fait même l'empêcher de récidiver. Au travers la solution qu'était la Loi de Megan, on s'adressait donc directement à une perception particulière du problème social dans le but ultime d'augmenter la sécurité de la population.

4.4.2 Pour la justice des citoyens

Via la Loi de Megan, on allait également répondre au problème perçu des carences aux niveaux des droits. Mis simplement, la Loi de Megan allait faire primer le droit à la sécurité du public sur le droit à la vie privée du délinquant sexuel. D'un côté, la population héritait d'un nouveau droit d'une certaine manière, c'est-à-dire du droit à l'information, puisque ce qui jadis était de l'ordre du privé devenait maintenant accessible au public. Ce nouveau droit devait lui donner certains outils supplémentaires afin de se protéger contre les délinquants sexuels. De l'autre côté, le délinquant sexuel, plus spécifiquement s'il était de risque modéré ou élevé, perdait en grande partie son droit à la vie privée et faisait l'objet d'un contrôle accru par la surveillance. En somme, ce que l'un gagnait, l'autre le perdait, suggérant ainsi l'idée de « somme zéro » de Garland, à savoir que la modernité tardive se caractérisait par le fait que le bien de la victime devait être opposé à celui du criminel. Or, il est possible d'établir des liens logiques entre le problème et sa solution en ce qui concerne ce point précis. D'une part, la polarisation entre les constructions du délinquant sexuel et de la victime prédisait d'une certaine façon une solution où le « bien » en sortait vainqueur au détriment du « mal », qui en sortait perdant. D'autre part, nous croyons qu'au même titre que cette polarisation, la solution visée raisonnait fort bien avec le contexte social et politique répressif dans lequel baignait la société à l'époque. Le fait de reconnaître les droits d'une certaine partie de la population au détriment des droits d'une autre semblait témoigner d'un certain désir de vengeance ou du moins d'un désir de renforcer un certain point de vue moral dans le processus de justice pénale. Nous pouvons donc nous référer à l'idée de « justice expressive » soulevé par Garland, où le système de justice pénale souhaitait faire du criminel et plus spécifiquement du délinquant sexuel, un être inférieur aux autres, dont les droits étaient moins importants. Cette justice expressive ou répressive faisait en sorte que l'on voulait isoler un certain individu parmi tant d'autres

afin de lui montrer qu'il nous répugnait particulièrement. Si certains comme Inverso tentaient de réfuter ce point, soutenant que la loi était d'abord et avant tout créée dans la constitutionnalité, il n'est tout de même pas surprenant de voir que, considérant le climat politique répressif dans lequel s'installait une polarisation du délinquant sexuel et sa victime, on adopta une solution qui réduisait ou supprimait un droit du délinquant sexuel tout en augmentant le pouvoir des citoyens.

Évidemment, le discours politique dominant n'adoptait pas une telle justification lorsqu'il était question de réduire ou de suspendre certains droits chez le délinquant sexuel. Il témoignait plutôt du niveau de risque des délinquants sexuels qui était inacceptable. Comme nous l'avons vu, l'essence du discours politique sur la question semblait renvoyer au fait que, considérant le niveau de la menace perçue et le risque encouru par les familles et surtout les enfants, certains droits se devaient d'être sacrifiés au nom de la sécurité. Cette logique figurait notamment dans une déclaration faite dans le projet de loi portant sur la publicisation du répertoire : « The danger posed by the presence of a sex offender who has committed violent acts against children requires a system of notification to protect the public safety and welfare of the community » (A85: 3). Or, ce type de discours s'inscrivait de belle façon dans la société de risque, à savoir que l'idée du risque était maintenant si capitale qu'il devenait nécessaire de supprimer ou de suspendre certains droits via un répertoire public afin d'assurer une protection supplémentaire face au risque perçu.

Il semble donc que dans le cas particulier de la Loi de Megan, la fin (protection et sécurité du public) justifiait les moyens (augmentation des droits de la communauté et réduction de certains droits des délinquants sexuels via le répertoire public). Tous les éléments qui constituaient la Loi de Megan pointaient donc vers la protection du public, c'est-à-dire que pour la grande majorité des acteurs impliqués dans le débat, la Loi de Megan était d'abord et avant tout une mesure de sécurité publique. Ainsi, comme nous l'avons vu précédemment, ceux qui désiraient s'attaquer ou questionner certains aspects de la loi se voyaient placés dans une très fâcheuse position. Si la Loi de Megan semblait rimer avec « protection et sécurité du public », comment était-il possible de s'y attaquer

dans une arène politique dominée par des acteurs la supportant ? Si Edelman parle du fait que les actions gouvernementales génèrent des cognitions sur des thèmes ou des situations qui n'offrent peu sinon aucune alternative à leur action spécifique, nous croyons que la Loi de Megan était un exemple flagrant de cette idée.

Étant donné une construction particulière du problème social partagée par la grande majorité des acteurs impliqués dans le débat politique, le fait de se positionner contre la Loi de Megan était interprété comme étant une opposition à la sécurité et plus spécifiquement la sécurité des enfants. Dans ce contexte, nous voyons comment le fait de défendre les droits des délinquants sexuels pouvait sembler périlleux. D'abord, pour plusieurs acteurs, on protégeait un être quasi-monstrueux via ce type de discours. Ensuite, étant donné la grande polarisation entre le délinquant sexuel et la victime potentielle dans l'imaginaire collectif, ce discours allait signifier que l'acteur qui le prononçait se positionnait contre la protection du public. Ainsi, il n'est pas surprenant de voir que plusieurs acteurs du monde politique exprimaient leur colère face à ceux qui se questionnaient par rapport à la réduction du droit à la vie privée du délinquant sexuel, puisque pour eux, c'était de s'opposer à la sécurité des enfants. Plusieurs exemples de ces réactions, dont une de Maureen Kanka sont exposés au tableau 7 ci-bas.

Tableau 6 : réactions aux arguments contre la Loi de Megan

Citation	Acteur politique	Source
I really don't give a damn about sex offenders and their rights [...] I worry about the protection of the kids. I think it's time the pendulum swung toward the victims and (that we) not worry about the offenders.	Paul Kramer, Membre de l'assemblée	Steven Fromm, <i>The Times of Trenton</i> , 30 août 1994
In my wildest dreams I never thought there would be this much controversy over trying to protect the children of this state [...] If this bill was in place before, Megan Kanka would be alive today.	Paul Kramer, Membre de l'assemblée	Kimberley J. McLarin, <i>The New York Times</i> , 20 août 1994
I'd rather err on the side of potential victims and not on the side of criminals. We can lock away these animals and take out of our minds the doubts that our children will be the next victims.	Steven J. Corodemus, sénateur	Kimberley J. McLarin, <i>The New York Times</i> , 20 août 1994
Regardless as to the people who are whiny about constitutionality, if I am going to err, I will be sure to do it for our kids who are the most vulnerable and most in need of those protective measures.	Dick LaRossa, sénateur	Charles Stile, <i>The Times of Trenton</i> , 4 octobre 1994
Some have questioned that we moved too quickly But I do not think you can ever move quickly	Garabed "Chuck" Haytaian,	Michelle Ruess, <i>The Record</i> , 1er novembre 1994; Ivette

enough when it comes to the safety of our children.	président de l'assemblée	Mendez, <i>The Star-Ledger</i> , 1er novembre 1994
And I know this and I always knew, this would be there, always knew it, never gave air time for those that opposed it, you know the pedophiles and the ACLU would constantly bombard us and they, you know they always wanted to debate it, we never gave them the air time, to debate it. Never, because there was no argument as far as I was concerned. So we didn't do it. Umm, and the support was just tremendous.	Maureen Kanka	Entretien

Il devenait alors très difficile de s'opposer à ce type de réaction, qui n'offrait que le choix d'être du côté des victimes et de la sécurité du public, ou forcément du côté des délinquants sexuels, sans la moindre zone grise. Par exemple, lorsque Martone et Furlong adoptèrent une position fondée sur le droit constitutionnel, leur discours fut rejeté voire par moments vilipendé.

Bref, la solution au problème perçu s'installait dans deux éléments de contexte social et politique particulier, soit une société dans laquelle l'idée du risque était fortement importante autant dans la conscience de ce risque mais également dans sa gestion, mais aussi une société caractérisée par un certain climat répressif, dans laquelle une loi comme celle de Megan devait du même coup indiquer une position morale des citoyens et du système de justice pénale par rapport aux délinquants sexuels.

4.4.3 Discours alarmiste et opportunisme politique

Un bémol doit tout de même être établi si l'on souhaite réellement comprendre pourquoi et comment on en est arrivé à la solution que l'on connaît, et ce de façon si rapide. Au chapitre 3, nous avons témoigné de discours opposés quant à la vitesse du processus d'adoption de loi. Certains, dont plusieurs législateurs, jugeaient que le problème n'avait pas été assez étudié et que l'on précipitait la solution. Ceux qui répondaient à de telles accusations tenaient deux discours majeurs. L'un de ces discours renvoyait au fait qu'au contraire, malgré un processus accéléré, la situation avait été méticuleusement étudiée, notamment en ce qui concernait la constitutionnalité de la loi. L'autre discours, que nous retrouvons surtout sous le thème de la sécurité et la protection du public au chapitre 3, renvoyait au fait que la situation était urgente et que la loi devait être adoptée immédiatement afin d'empêcher que des événements similaires se produisent. L'un de

ceux qui témoignaient de cette « urgence » était le locuteur de l'assemblée Garabed « Chuck » Haytaian, qui déclara l'état d'urgence dans l'assemblée, forçant les législateurs à voter sans que des débats en chambre ne prennent place.

La nature du crime ainsi que la construction particulière du problème social s'accompagnaient d'un certain niveau d'anxiété. Le discours alarmiste est en parfaite symbiose avec cette anxiété, s'y alimentant et s'y abreuvait à la fois. Ainsi, il est permis de croire qu'un certain élément de motivation individuelle d'avancement politique pourrait en grande partie expliquer la vitesse du processus d'adoption de la loi. D'une part, en ce qui concerne Haytaian, nous ne pouvons ignorer le fait qu'il tentait à l'époque de se faire élire au sénat américain. Or, avec l'immense support de la population pour la Loi de Megan, ce dernier a pu tenir un discours alarmiste justifiant une accélération du processus d'adoption, dans le but de démontrer aux électeurs qu'il agissait dans leur intérêt. En ce qui concerne les autres législateurs, la situation était l'occasion parfaite d'accoler leur nom à une mesure souhaitée par la grande majorité de la population, en témoignant du fait qu'étant donné l'urgence de la situation, ils allaient tout faire en leur pouvoir afin que la Loi de Megan soit adoptée rapidement²⁹.

Au début de cet ouvrage, nous avons témoigné de la présence d'un certain punitivisme populiste à l'époque, qui rassurait la population en répondant à ses demandes de façon plus directe. Si le cas à l'étude nous indique une chose, c'est que le synchronisme flagrant entre les demandes du public et la réponse pénale provient en partie d'un désir des élus d'être réélus. Certes, les questions d'avancement et d'opportunisme politique ne peuvent expliquer qu'une certaine partie du recours à la solution que l'on connaît, la construction particulière du problème social de la délinquance sexuelle demeurant pour nous l'explication majeure. N'oublions pas que plusieurs législateurs eux-mêmes étaient authentiquement effrayés par la situation et souhaitaient tout autant que quelque chose

²⁹ À partir de notre recherche toutefois (commentaires de Furlong et de Inverso lui-même, ainsi que ses actions concrètes à l'époque), il semble que le commanditaire principal au projet de loi S-14, Peter Inverso, n'ait pas fait preuve d'une forme marquée d'opportunisme politique. Au contraire, il tenta de ralentir le processus par l'ajout des différents niveaux de risque par « tiers », chose que l'assemblée avait totalement ignorée, tentant de s'assurer de la constitutionnalité de la loi.

soit fait. Cependant, il semble assez clair que ces questions eurent certains effets si ce n'est qu'en ce qui concerne la relative célérité du processus d'adoption de la loi.

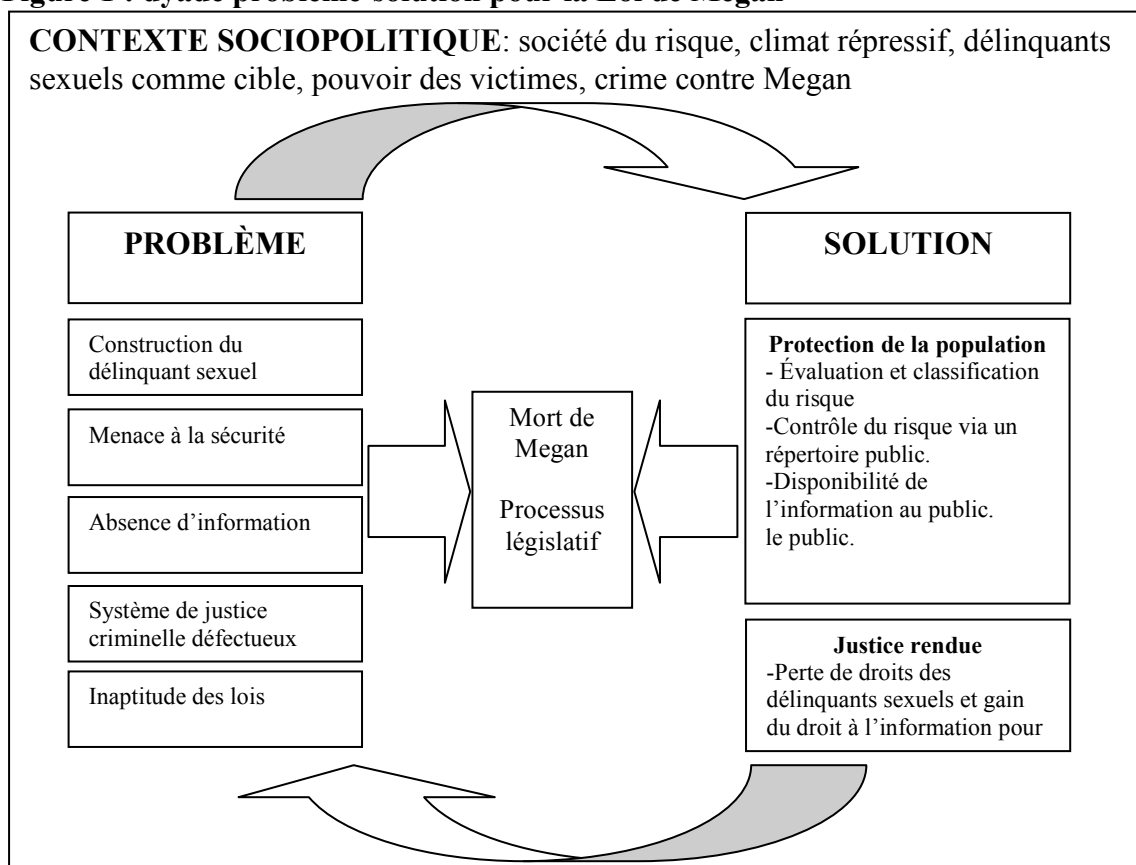
Pour clore ce chapitre, notons que les ingrédients énoncés précédemment tendent à démontrer que tous les éléments requis étaient là pour rendre presque inévitable l'adoption d'une loi comme celle de Megan. À partir d'un contexte sociopolitique spécifique, nous avons vu comment une construction du problème social et sa solution s'y installaient logiquement. Nous avons également vu en quoi le crime contre Megan se comparait en quelque sorte à une bougie d'allumage, qui allait enflâmer le problème social. Les parents de Megan, et surtout sa mère furent des entrepreneurs moraux efficaces, sachant tirer profit de la tribune qui leur était offerte. Les médias firent leurs choux gras de l'histoire, mais également du côté médiagénique de ceux qui la racontaient. Immédiatement, la solution réclamée identifie le manque d'information comme problème fondamental — le délinquant sexuel représentant une zone obscure, inconnue et imparable de risque. Les politiques se saisirent rapidement de cette solution, compatible avec le système pénal existant, peu onéreuse, et qui s'emboîtait parfaitement dans la conception dominante de la criminalité, du risque et du rôle de l'État (sans compter une certaine mesure d'opportunisme électoral).

Ainsi, une situation privée allait devenir le sujet d'un débat public. Au sein de ce débat politique s'entrechoquaient diverses positions suggérant ainsi l'idée de *culture clash* de Gusfield. La construction dominante l'emporta facilement contre les quelques groupes minoritaires qui tenaient un discours alternatif, et ce sur la grande majorité des éléments sujets à débat. Avec une mer de discours allant dans la même direction, il devenait très difficile pour certains groupes de se faire entendre et encore moins de se faire comprendre. Ainsi, si ces groupes eurent certains effets, notamment sur les questions de droits, ils étaient plus souvent qu'autrement engloutis par un groupe dominant, qui fit de leur perception du problème celle qui allait justifier la Loi de Megan.

CONCLUSION

Notre étude du cas de la Loi de Megan, au New Jersey, tentait de comprendre comment une construction particulière de la délinquance sexuelle et du risque qu'elle représentait pour la société mena à la mise sur pied d'un répertoire public de délinquants sexuels. De manière plus générale, nous souhaitions comprendre le lien entre la perception d'un problème social et sa solution identifiée. Cet objectif a pu être atteint en analysant les discours d'acteurs impliqués dans le débat politique menant à la loi : une forme de solution était déjà conceptualisée avant que Megan ne soit enlevée; elle était le produit de son contexte sociopolitique. Ce contexte détermina autant le problème perçu que la solution. Suite à l'analyse du cas à l'étude nous croyons que la dyade problème-solution s'élabora en conjonction, dans un cadre temporel uniforme, dont les seules étapes détectables sont celles du narratif de la mort de Megan et de l'élaboration concrète de la loi. Au niveau conceptuel, aucune étape équivalente n'existe (voir figure 1). En d'autres mots, la mort de Megan ne constitue qu'un point focal qui permit à des acteurs de mettre en pratique des concepts déjà largement partagés.

Figure 1 : dyade problème-solution pour la Loi de Megan



Le schéma, présenté à la figure 1 se divise en trois sections majeures, soit le contexte sociopolitique, la construction du problème social ainsi que la solution apportée à cette construction. Afin de résumer nos trouvailles, nous passerons d'une section à l'autre pour chaque élément de contexte sociopolitique.

D'abord au travers notre recension des écrits et ensuite via l'analyse au chapitre 4, nous avons contextualisé le cas à l'étude en spécifiant qu'il se déroulait dans un contexte social que Beck (1992) nommait la société du risque, dans le but éventuel de vérifier en quoi une construction d'un problème social comme celui de la délinquance sexuelle reflétait cette société. Suite à notre analyse, il devenait rapidement évident que la construction du problème social était teintée d'une préoccupation, voire d'une forme d'anxiété et d'insécurité envers le risque que représentaient les délinquants sexuels. Ceci se traduisait par une perception du délinquant sexuel comme étant dangereux, difficilement identifiable et irrécupérable. Considérant cette vision de l'individu, il n'est pas surprenant que l'on jugeait que la menace à la sécurité était trop grande, voire inacceptable et qu'il était anormal qu'aucune information publique n'existait quant à son identité. La solution allait donc logiquement répondre à cette perception particulière du problème, en tentant d'évaluer et de contrôler le risque via le répertoire public. Ainsi, du contexte sociopolitique à la solution, la notion du risque demeurait capitale.

Ensuite, nous avons aussi témoigné d'une culture répressive qui caractérisait l'époque où le cas à l'étude eu lieu et nous voulions voir si ceci allait également teinter les discours et argumentaires en lien avec le cas à l'étude, autant au niveau de la construction du problème social que de la solution. En ce qui concerne le problème perçu, cette culture répressive transparaissait dans un premier temps en ce qui concernait le délinquant sexuel lui-même, en ce sens qu'il était fortement polarisé par rapport à la victime ou encore à ses victimes potentielles. Cette perception du délinquant sexuel comme étant un prédateur monstrueux donnait à la grande majorité des acteurs un sentiment d'injustice à savoir que les délinquants sexuels détenaient trop de droits par rapport aux victimes, qui n'en avaient pas assez. Cette construction du problème social comme en étant un d'injustice allait justement être contrecarrée par la Loi de

Megan, alors que la solution s'insérait très bien dans cette culture répressive. La solution reflétait une relation de somme zéro, typique d'un climat répressif (Garland, 2001 : 11), alors que la perte de l'un (droit à la vie privée) devenait le gain de l'autre (droit à l'information). Encore une fois, autant la perception du problème social que la solution s'installaient logiquement dans le contexte sociopolitique de l'époque.

On ne peut tout de même ignorer le crime contre Megan comme facteur situationnel influent dans la conception du problème social ainsi qu'au niveau de la solution adoptée. Tout au long du chapitre 4, certaines allusions au crime porté contre Megan comme tel, indiquaient qu'il venait confirmer une construction du délinquant sexuel déjà en place et même, jusqu'à un certain point, il en venait à subsumer tout délinquant sexuel sous l'étiquette fournie par Timmendequas. De surcroît, certains facteurs sociopolitiques secondaires, comme celui de l'identification aux victimes par exemple, transformaient le crime comme un événement vécu par l'ensemble du public. Ainsi, le discours dans l'arène politique laissait entendre l'idée que l'on devait combattre ces êtres monstrueux, irrécupérables, dangereux par nature, qui s'attaquaient à des enfants et surtout, qui demeuraient des inconnus. Ce portrait correspondait presque en tous points à celui de Timmendequas, mais correspondait-il à celui de l'ensemble des délinquants sexuels ?

Un autre élément, celui de l'opportunisme politique, a brièvement été traité comme étant un facteur qui a pu faciliter le passage rapide de la Loi de Megan. En adoptant un discours alarmiste, certains politiciens ont pu justifier une accélération du processus législatif. Étant donné l'énorme support du public pour la mesure, les acteurs politiques qui soulignaient l'urgence de la situation s'attiraient dans un certain sens un capital politique de la part des électeurs. Or, une partie de ce qui donnait un caractère urgent au problème social semblait provenir des motivations électorales de certains politiciens et acteurs politiques.

Malgré tous ces éléments de contexte, le débat public aurait pu ne jamais avoir lieu. Nous avons donc souligné l'importance des entrepreneurs moraux principaux, soit monsieur et madame Kanka. Sans la publicisation initiale du problème perçu par les

Kanka, nous ne croyons pas que le problème social aurait obtenu la reconnaissance qu'il a eu dans l'arène politique. Cette constatation s'aligne de belle façon avec le cadre théorique de la construction des problèmes sociaux de Spector et Kitsuse (1977), qui faisait du problème social une activité de construction et de publicisation d'une perception par rapport à une condition. Ainsi, le cas à l'exemple démontrait efficacement que le problème social n'allait pas de soi, mais qu'il devait dans un premier temps être encadré et rendu public afin qu'il devienne le sujet d'un débat public et centre d'attention de la législature.

Finalement, il ne faut tout de même pas oublier que le cas montre également que des discours alternatifs étaient possibles. Différents groupes tentèrent de faire valoir leur conception de la délinquance sexuelle et du problème : l'ACLU, le NJAC ou encore certains avocats de la défense, purent exprimer leur conception de la situation dans l'arène politique. Néanmoins, pour différentes raisons que nous avons nommées, la plupart de ces arguments furent rejetés ou ignorés. Par exemple, nous avons vu comment la « protection de la société » ne laissait que peu de place au débat, puisque le fait de se positionner contre la loi revenait à se placer contre la sécurité de la société ou, encore pire, celle des *enfants*. Ceci aurait aisément été prévu selon l'idée de « quiétude » politique d'Edelman (1971), qui soulève entre autres le fait que certaines actions politiques ne laissent que peu de place à des visions ou des perceptions alternatives. En somme, l'apparent consensus résultait du fait qu'à l'instar de la pensée de Gusfield (1996), le groupe dominant avait réussi à imposer à d'autres sa vision des choses.

Cette étude de cas peut donc être généralisable et ce à plusieurs niveaux. D'abord, elle démontre de façon convaincante que le contexte sociopolitique donne une saveur tant à la construction du problème social qu'à la solution adoptée. Ainsi, à partir d'une analyse d'un contexte sociopolitique, il serait possible de prédire avec une assez grande précision la façon dont serait construit un problème social par rapport à une quelconque condition. Ensuite, elle souligne la liaison inséparable entre une construction particulière d'un problème social et la solution adoptée en réponse. Si à l'instar de ce que dit Gusfield (1996), le problème perçu ne mène pas nécessairement à la solution, il

lui est toutefois inexorablement lié. Finalement, l'étude souligne l'importance d'un événement ou d'une situation qui vient propulser sur la place public un problème perçu afin qu'il devienne véritablement matière à débat politique.

Encore aujourd'hui, nous vivons dans une société préoccupée par le risque (Lacombe, 2007). Ainsi, la gestion du risque par le contrôle du crime occupe toujours une place significative dans la façon de répondre du système de justice pénale (O'Malley, 2009). Parallèle à cette société du risque, il semble que chez nous, au Canada, le gouvernement conservateur actuel adopte une approche fortement répressive contre le crime, et contre les délinquants sexuels en particulier (Conservative, 4 novembre 2010). Dans un récent communiqué de presse, le Parti conservateur soulignait dans un premier temps ses accomplissements concernant les lois s'attaquant aux délinquants sexuels, témoignant entre autres de son renforcement du répertoire. Il poursuivait en témoignant des demandes grandissantes du public à ce que les lois contre les délinquants sexuels soient plus dures, rajoutant que l'on devrait répondre de façon plus sérieuse à la brutalité des crimes sexuels contre les enfants. Finalement, le parti proposait de modifier le Code criminel afin que des peines minimales obligatoires soient associées aux crimes sexuels contre les enfants.

Or, ce mélange d'une société du risque et d'une culture politique répressive rappelle celui de l'État du New Jersey en 1994. Nous suggérons alors que dans un contexte sociopolitique similaire à celui caractérisant notre cas à l'étude, une construction également similaire de la délinquance sexuelle peut facilement être envisageable. Nous ne souhaitons évidemment pas l'occurrence d'une situation similaire à celle vécue par Megan Kanka et sa famille. Toutefois, cet élément nous apparaît comme étant celui qui propulserait réellement cette construction sur la place publique, à condition bien évidemment qu'une personne ou un groupe de personnes en fassent une question à débattre.

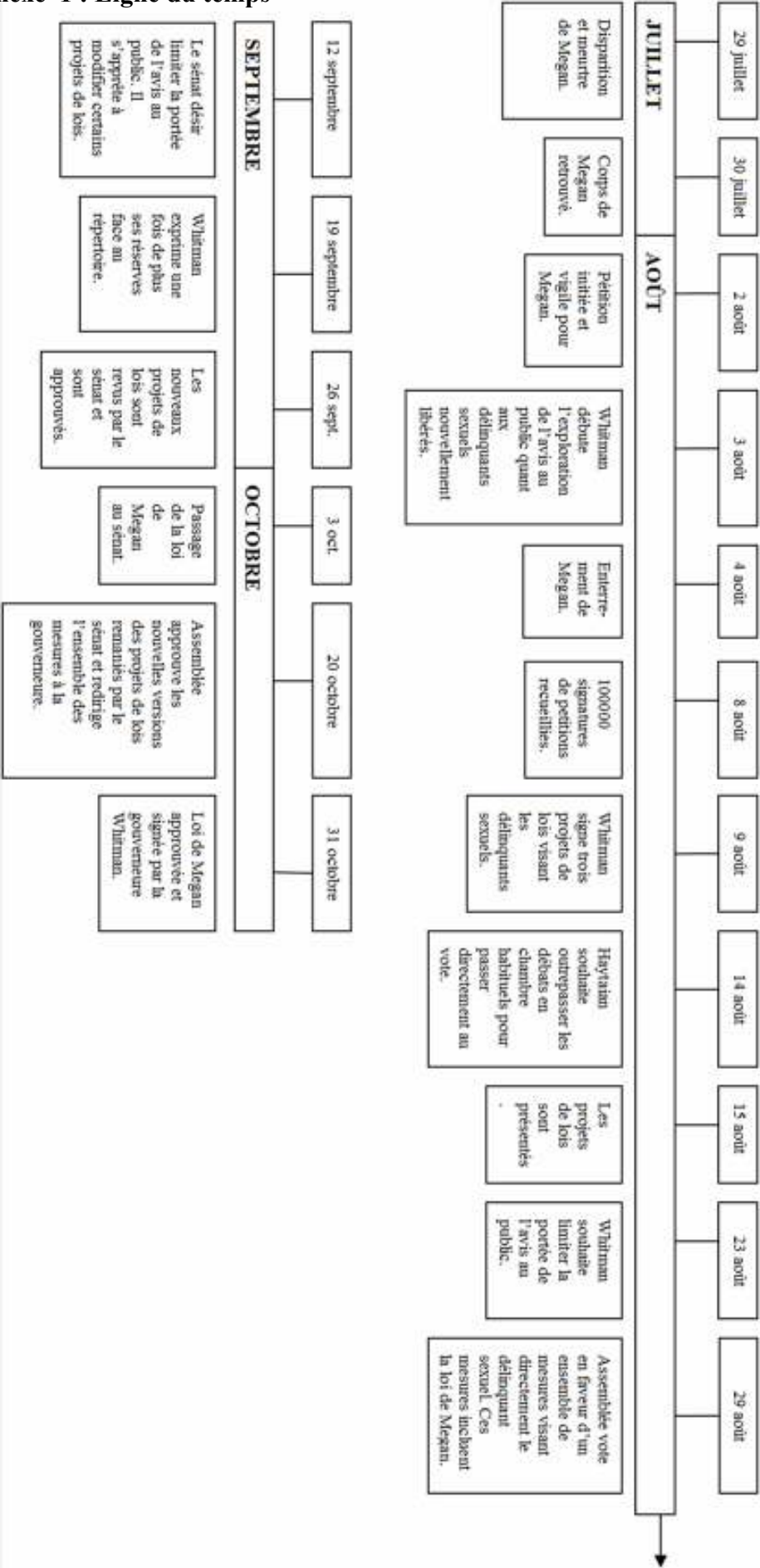
Ceci démontre, dans un premier temps les implications pratiques dans notre réalisation de cette étude de cas en ce sens qu'elle peut informer des situations similaires à celle

analysée. Dans un deuxième temps, bien que le cas étudié date du milieu des années 90, l'étude touche un contexte sociopolitique très près du nôtre, ce qui lui donne une richesse supplémentaire. Finalement, certains des éléments qui en ressortent sont intemporels, c'est-à-dire qu'ils pourront expliquer certaines situations peu importe l'époque étudiée.

Si le but de notre étude n'était pas d'évaluer les effets de la mesure, il s'avère qu'un nombre limité mais grandissant d'études s'intéresse depuis quelques années aux effets concrets de la Loi de Megan. Ces études se questionnent entre autre sur l'atteinte des objectifs des différentes lois de Megan. Si comme nous l'avons vu, la présente étude n'avait aucunement la même intention que ces travaux, elle leur servira tout de même de complément, puisqu'elle comblera l'écart entre le problème perçu et la solution identifiée.

ANNEXES

Annexe 1 : Ligne du temps



Annexe 2 : Processus, comment un projet de loi devient loi.

1. Idée développée

Un législateur décide de parrainer un projet de loi, parfois suite à une suggestion d'un électeur, un groupe d'intérêt, un agent public, ou le gouverneur. Le législateur peut demander à d'autres législateurs dans la même Chambre de se joindre en tant que co-sponsors.

2. Projet de loi rédigé

À la demande du législateur, le Bureau des services législatifs, un organisme non partisan de l'assemblée législative, effectue des recherches et aide à la rédaction, et prépare le projet de loi formellement.

3. Projet de loi introduit

Au cours d'une session, le législateur donne le projet de loi au secrétaire du sénat ou au greffier de l'assemblée, qui lit le titre du projet de loi à haute voix, ce qu'on appelle la première lecture. Le projet de loi est alors imprimé et rendu public.

4. Référence au comité

Le président du sénat ou le président de l'assemblée réfère habituellement le projet de loi à un comité de révision, mais il peut faire passer le projet de loi directement en deuxième lecture afin d'accélérer la considération du projet de loi.

5. Action du comité

Une fois établi par le président, la commission examine le projet de loi lors d'une réunion ouverte au public. Le comité peut transmettre le projet de loi à la Chambre tel qu'il est, avec des amendements, ou peut choisir de substituer le projet de loi. S'il n'est pas considéré ou transmis, le projet de loi demeure au comité.

6. Deuxième lecture

Lorsque le projet de loi est rapporté sur le plancher (ou référé directement, sans comité d'examen), son titre est lu à haute voix lors de la deuxième lecture. Le projet de loi est admissible à être amendé sur le plancher. Le projet de loi est par la suite soumis à une troisième lecture. La Chambre doit voter pour que l'on revienne à la deuxième lecture afin qu'on lui apporte des amendements supplémentaires.

7. Troisième lecture

Lorsque prévu par le président ou le locuteur, le projet de loi est soumis à une troisième lecture et est évalué sur le plancher. Le projet de loi ne peut pas être soumis à une deuxième et une troisième lecture la même journée, sauf s'il y a un vote d'urgence de 3/4 des membres (30 voix au sénat, 60 à l'assemblée).

8. Vote en Chambre

Le projet de loi passe lorsqu'il est approuvé par une majorité des membres autorisés (21 voix au sénat, 41 à l'assemblée) et est envoyé à l'autre Chambre. Si aucun vote final n'est pris, le projet de loi peut être considéré à un autre moment ou peut être retourné à un comité via un vote dans la Chambre.

9. Seconde Chambre

Le projet de loi est acheminé à la deuxième Chambre, où il passe par le même processus. Si la seconde Chambre modifie le projet de loi, il est retourné à la première Chambre pour un vote sur les modifications. Un projet de loi reçoit l'approbation législative finale quand il passe dans les deux chambres sous forme identique.

10. Action du gouverneur

Après l'adoption définitive par les deux Chambres, le projet de loi est envoyé au gouverneur. La gouverneure peut signer la loi, utiliser son droit de veto conditionnel (afin que la loi soit modifiée) ou utiliser son droit de veto absolu.

11. Nouvelle loi

Un projet de loi devient une véritable loi dès que la gouverneure la signe ou après 45 jours si aucune mesure n'est prise. Une loi devient effective à la date précisée dans le texte ou, si ce n'est pas spécifié, le 4 juillet prochain.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Ouvrages scientifiques

Altheide, D.L., Gray, B., Janisch, R., Korbin, L., Maratea, R., Neill, D., Reaves, J., Van Deman, F. (2001). News Constructions of Fear and Victim: An Exploration Through Triangulated Qualitative Document Analysis. *Qualitative Inquiry*, 7(3), pp. 304-322.

American Psychiatric Association. (1968). *Diagnostic and statistical manual of mental disorders* (2^e ed.). Washington, DC.

Angelides, S. (2003). Historicizing Affect, Psychoanalyzing History: Pedophilia and the Discourse of Child Sexuality. *Journal of Homosexuality*, 46(1/2), pp. 79-109.

Badgley, B.M. (1988). Assessing the Americas' War on Drugs. *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, 30(2/3), pp. 189-212.

Beck, U. (1992a). *Risk Society : Towards a New Modernity* (1^e ed.). London : Sage.

Beck, U. (1992b). From Industrial Society to the Risk Society: Questions of Survival, Social Structure and Ecological Enlightenment. *Theory, Culture & Society*, 9, pp. 97-123.

Beck, U. (1996). World Risk Society as Cosmopolitan Society?: Ecological Questions in a Framework of Manufactured Uncertainties. *Theory, Culture & Society*, 13(1), pp. 1-32.

Beck, U. (2006). Living in the World Risk Society. *Economy and Society*, 35(3), pp. 329-345.

Becker, H. S. (1963). *Outsiders : Studies in the Sociology of Deviance* (1^e éd.). New York : The Free Press.

Best, J. (1995). Constructionism in Context. Dans Best, J. (Ed.), *Typifying Contemporary Social Problems*, pp. 337-354. New York: Aldine de Gruyter.

Breakwell, G.M., et Barnett, J. (2003). Social amplification of Risk and the Layering Method. Dans Pidgeon, N., Kasperson, R.E., Slovic, P. (eds), *The Social Amplification of Risk*, pp.138-155. Cambridge: Cambridge University Press.

Brodeur, J.-P. (2003). *Les visages de la police* (1^e ed.). Montréal : Les presses de l'Université de Montréal.

Burchfield, K.B. et Mingus, W. (2008). Not in My Neighbourhood: Assessing Registered Sex Offenders' Experiences With Local Social Capital and Social Control. *Criminal Justice and Behavior*, 35 (3), pp. 356-374.

Cellard, A. (1997). L'analyse documentaire. Dans Poupart, J., Deslauriers, J.-P., Groulx, L., Laperrière, A., Mayer, R. et Pires, A. (1^e éd.), *La recherche qualitative : enjeux épistémologiques et méthodologiques*, pp. 85-111. Boucherville : Gaëtan Morin.

Christie, N. (1986). Crime Control as Drama. *Journal of Law and Society*, 13(1), pp. 1-8.

Cohen, S. (1972). *Folk Devils And Moral Panics* (3^e éd.). New York: Routledge.

Cote, S. (1999). *Modernity, Risk Contemporary Crime Control Strategies as Risk Management: An Analysis of Sex Offender Status and the Shift Toward a Risk Society*. Thèse, (PhD). Université de New York à Buffalo.

Crawford, A. (2001a). Les politiques de sécurité locale et de prévention de la délinquance en Angleterre et au pays de Galles: Nouvelles stratégies et nouveaux développements. *Déviance et Société*, 25(4), pp. 427-458.

Crawford, A. (2001b) Vers une reconfiguration des pouvoirs? Le niveau local et les perspectives de la gouvernance. *Déviance et Société*, 25 (1), pp. 3-32.

Deslauriers, J.-P., Kérisit, M. (1997). Le devis de recherche qualitative. Dans Poupart, J., Deslauriers, J.-P., Groulx, L., Laperrière, A., Mayer, R. et Pires, A. (1^e éd.), *La recherche qualitative : enjeux épistémologiques et méthodologiques*, pp. 85-111. Boucherville : Gaëtan Morin.

Duwe, G, et Donnay, W. (2008). The Impact of Megan's Law On Sex Offender Recidivism : The Minnesota Experience. *Criminology*, 46 (2), pp. 411-446.

Edelman, M. (1960). Symbols and Political Quiescence. *The American Political Science Review*, 54(3), pp. 695-704.

Edelman, M. (1971). *Politics as symbolic action; mass arousal and quiescence*. New York : Academic Press.

Edelman, M. (1974). The Political Language of the Helping Professions. *Politics Society*, 4, pp. 295-310.

Eisenhardt, K.M. (1989). Building Theories From Case Study Research. *The Academy of Management Review*, 4(4), pp. 532-550.

Eldridge, J., Reilly, J. (2003). Risk and Relativity: BSE and the British Media. Dans Pidgeon, N., Kasperson, R.E., Slovic, P. (eds), *The Social Amplification of Risk*, pp.138-155. Cambridge: Cambridge University Press.

Elias, R. (1993). *Victims Still: The Political Manipulation of Crime Victims* (1^e éd.). Newbury Park: Sage Publications.

Ericson, R.V., Haggerty, K.D. (1997). *Policing the Risk Society* (1^e éd.). Toronto: University of Toronto Press.

Foucault, M. (1975). *Surveiller et punir* (1^e éd.). Paris: Gallimard.

Fussey, P. (2007). An Interrupted Transmission? Processes of CCTV Implementation and the Impact of Human Agency. *Surveillance & Society*, 4(3), pp. 229-256.

Garland, D. (2001). *The Culture of Control : crime and social order in contemporary society* (1^e éd.). Chicago : University of Chicago Press.

Garland, D. (2007). Adaptations politiques et culturelles des sociétés à forte criminalité. *Déviance et Société*, 31(4), pp. 387-403.

Goodman, E.A. (1996). Megan's Law: The New Jersey Supreme Court Navigates Uncharted Waters. *Seton Hall Law Review*, 26(2), pp. 764-802.

Gowda, R. (2003). Risk and Relativity: BSE and the British Media, dans Pidgeon, N., Kasperson, R.E., Slovic, P. (1^e éd.). *The Social Amplification of Risk*, pp. 138-155. Cambridge: Cambridge University Press.

Grawitz, M. (2001). *Méthodes des sciences sociales* (1^e éd.). Paris: Dalloz.

Gusfield, J. (1996). *Contested Meanings: The Construction Of Alcohol Problems*. Wisconsin: University of Wisconsin press.

Higgs, R. (1992). Wartime Prosperity ? A Reassessment of the U.S. Economy in the 1940s. *The Journal of Economic History*, 52 (1), pp. 41-60.

Hinds, L. et Daly, K. (2001). The War on Sex Offenders : Community Notification in Perspective. *The Australian and New Zealand Journal of Criminology*, 34(3), pp. 256-276

Hollway, W., et Jefferson, T. (1997). The Risk Society in an Age of Anxiety: Situating Fear of Crime. *The British Journal of Sociology*, 48(2), pp. 255-266.

Hudson, B. (2001). Human Rights, Public Safety and the Probation Service: Defending Justice in the Risk Society. *The Howard Journal*, 40(2), pp. 103-113.

Hudson, B. (2003). *Justice in the Risk Society* (1^e éd.). London: Sage Publications.

Jenkins, P. (1998). *Moral Panic: Changing Concepts of the Child Molester in America* (1^e éd.). New Haven and London: Yale University Press.

Kasperson, J.X., Kasperson, N., Pidgeon, N. et Slovic, P. (2003). The Social Amplification of Risk: Assessing Fifteen Years of Research and Theory. Dans Pidgeon, N., Kasperson, R.E., Slovic, P. (1^e éd.). *The Social Amplification of Risk*, pp.138-155. Cambridge: Cambridge University Press.

Katyal, N.K. (2002). Architecture as Crime Control. *The Yale Law Journal*, 111, pp. 1039-2002.

Kemshall, H., Wood, J.K. (2007). Beyond Public Protection: An Examination of Community Protection and Public Health Approaches to High-Risk Offenders. *Criminology & Criminal Justice*, 7(3), pp. 203-222.

Korbin, J.E. (1987). Child Sexual Abuse: Implications from the Cross-Cultural Record. Dans Scheper-Hughes, N. (1^e éd.). *Child Survival. Anthropological Perspectives on the Treatment and Maltreatment of Children*, pp. 247-266. Norwell: Kluwer Academic Publishers.

Kumar, K. (1995). *From Post-Industrial to Post-Modern Society: New Theories of the Contemporary World* (1^e éd.). Oxford: Blackwell Publishers.

Lacombe, D. (2007). Consumed With Sex: The Treatment of Sex Offenders in Risk Society. *The British Journal of Criminology*, 48 (1), pp. 55-74.

Landau, T.C. (2007). *Challenging Notions: Critical Victimology in Canada*. Toronto: Canadian Scholar Press.

Levenson, J., D'amora, D.A. (2007). Social Policies Designed to Prevent Sexual Violence—The Emperor's New Clothes? *Criminal Justice Policy Review*, 18 (2), pp. 168-199.

Levenson, J. S. et Cotter, L. P. (2005). The Effect of Megan' s Law on Sex Offender Reintegration. *Journal Of Contemporary Criminal Justice*, 21(1), pp.49-66.

Levi, R. (2008). Auditable Community—The Moral Order of Megan's Law. *The British Journal of Criminology*, 48(5), pp. 583-603.

Lieb, R., Quinsey, V. et Berliner, L. (1998). Sexual Predators and Social Policy. *Crime and Justice*, 23, pp. 43-114.

Macculloch, M.J. et Feldman, M.P. (1997). Aversion Therapy in Management of 43 Homosexuals. *Britain Medical Journal*, 2, pp. 594-597.

Martinson, R. (1974). What works?—Questions and Answers About Prison Reform. *Public Interest*, 35, pp. 22-54.

Mary, P. (2001). Pénalité et gestion des risques : vers une justice « actuarielle » en Europe ? *Déviance et Société*, 25(1), pp. 33-51.

Masuda, Y. (1980). *The Information Society as Post-Industrial Society* (1^e ed.). Bethesda: World Future Society.

Matson, S., Lieb, R. (1997). *Megan's Law: A Review of State and Federal Legislation*. Washington State Institute for Public Policy: Washington.

McMahan, T. (2008). *Word Power: Manifestations of Power in the Environmental Discourse of the Canadian Government*. Thèse, (PhD). Université d'Ottawa.

McShane, M.D., Williams, F. P. III (1992). Radical Victimology: A Critique of the Concept of Victim in Traditional Victimology. *Crime Delinquency*, 38(2), pp. 258-271.

O'Malley, P. (2008). Experiments in Risk and Justice. *Theoretical Criminology*, 12 (4), pp. 451-470.

Petrosino, A. J. et Petrosino, C. (1999). The Public Safety Potential of Megan's Law in Massachusetts: An Assessment From a Sample of Criminal Sexual Psychopaths. *Crime & Delinquency*, 45(1), pp. 140-158.

Petrunik, M.G. (2002). Managing Unacceptable Risk: Sex Offenders, Community Response, and Social Policy in the United States and Canada. *International Journal of Offender Therapy and Comparative Criminology*, 46(4), pp. 483-511.

Pidgeon, N., Kasperson, R.E. et Slovic, P. (2003). *The Social Amplification of Risk* (1^e éd.), pp.138-155. Cambridge: Cambridge University Press.

Poupart, J. (1997). L'entretien de type qualitatif : considérations épistémologiques, théoriques et méthodologiques. Dans Poupart, J., Deslauriers, J.-P., Groulx, L., Laperrière, A., Mayer R. et Pires, A. (1^e éd.), *La recherche qualitative : enjeux épistémologiques et méthodologiques*, pp. 85-111. Boucherville : Gaëtan Morin.

Prior, L. (2003). *Using Documents in Social Research*. Londres: Sage.

Proctor, J.M., Badzinski, D.M. et Johnson, M. (2002). The Impact of Media on Knowledge and Perceptions of Megan's Law. *Criminal Justice Policy Review*, 13 (4), pp. 356-379.

Quivy, R. et Vancampenhoudt, L. (1988). *Manuel de recherche en sciences sociales* (1^e éd.). Paris : Dunod.

Rigakos, G.S. et Hadden, W. (2001). Crime, capitalism and the 'Risk Society': Towards the same olde modernity? *Theoretical Criminology*, 5(1), pp. 61-84.

Rosa, E.A. (2003). The Logical Structure of the Social Amplification of Risk Framework (SARF): Metatheoretical Foundations and Policy Implications, dans Pidgeon, N., Kasperson, R.E., Slovic, P. (1^e éd.). *The Social Amplification of Risk*, pp. 138-155. Cambridge: Cambridge University Press.

Sample, L.L. et Bray, T.M. (2003). Are Sex Offenders Dangerous ? *Criminology & Public Policy*, 3(1), pp. 59-82.

Sample, L.L., Kadleck, C. (2008). Sex Offender Laws—Legislators' Accounts of the Need for Policy. *Criminal Justice review*, 19(1), pp. 40-62.

Schram, D. D. et Milloy, D.C. (1995). *Community Notification: A study of Offender Characteristics and Recidivism*. Seattle: Washington State Institute for Public Policy.

Selvog, H.H. (2001). Social State to Penal State—Moral Panic and Sex Offenders: Megan's Law as a Result of Moral Panic. *Justice Policy Journal: Analyzing Criminal and Juvenile Justice Issues and Policies*. 1(1), pp. 74-96.

Simon, J. (1988). The Ideological Effects of Actuarial Practices. *Law & Society Review*, 22(4), pp. 771-800.

Simon, J. (1998). Managing the Monstrous: Sex Offenders and the New Penology. *Psychology, Public Policy, and Law*, 4(1/2), pp. 452-467.

Simon, J. (2000). Megan's Law: Crime and Democracy in Late Modern America. *Law & Social Inquiry*, 25 (4), pp. 1111-1150.

Spector, M., Kitsuse, J. I. (1977). *Constructing Social Problems* (1^e éd.). Californie: Cummins Publishing Company.

Tewksbury, R. (2002). Validity and Utility of the Kentucky Sex Offender Registry. *Federal Probation*, 66(1), pp. 21-26.

Thomas, T. (2005). *Sex Crime: Sex Offending and Society* (2e éd.). Portland: Willan Publishing.

Tyler, T.R., Boeckmann, R.J. (1997). Three Strikes and You Are out, but Why? The Psychology of Public Support for Punishing Rule Breakers. *Law & Society Review*, 31 (2), pp. 237-265.

Vandenberghe, F. (2001). Introduction à la sociologie (cosmo)politique du risque d'Ulrich Beck. [en ligne] Disponible sur:
<www.cairn.info/load_pdf.php?ID_ARTICLE=RDM_017_0025>. (Page consultée le 26 septembre, 2009).

Vásquez, B. E., Maddan, S. et Walker J. T. (2008). The Influence of Sex Offender Registration and Notification Laws in the United States. *Crime & Delinquency*, 54 (2), pp. 175-192.

Webster, F. (1995). *Theories of the Information Society* (1^e ed.). London: Routledge.

Welchans, S. (2005). Megan's Law: Evaluations of Sexual Offender Registries. *Criminal Justice Policy Review*, 16(2), pp. 123-140

Woolgar, S., Pawluch, D. (1985). Ontological Gerrymandering: The Anatomy of Social Problems Explanations. *Social Problems*, 32(3), pp. 214-227.

Wood, J.K. (2005). In Whose Name? Crime Victim Policy and the Punishing Power of Protection. *NWSA Journal*, 17 (3), pp. 1-17.

Young, J. (1986). The Failure of Criminology: The Need for a Radical Realism, dans Matthews, R., Young, J. (eds), *Confronting crime*, 4-30. London: Sage.

Zgoba, K.M. (2004). Spin Doctors and Moral Crusaders: The Moral Panic Behind Child Safety Legislation. *Criminal Justice Studies*, 17(4), pp. 385-404.

Documents gouvernementaux

Conservative. (4 novembre 2010). *Helping Protect Canadian Children*. [en ligne] Disponible sur : http://www.conservative.ca/press/other_stories/helping_protect_canadian_children. (Page consultée le 4 novembre 2010).

Crimtrac. (2009). *ANCOR - Australian National Child Offender Register*. [en ligne] Disponible sur : http://www.crimtrac.gov.au/systems_projects/AustralianNationalChildOffenderRegister/ANCOR.html. (Page consultée le 9 janvier, 2009)

Gendarmerie Royale du Canada. (2004). *Registre national des délinquants sexuels—Pour aider les services de police à enquêter sur les crimes de nature sexuelle*. [en ligne] Disponible sur: <http://www.rcmp-grc.gc.ca/tops-opst/bs-sc/nsor-rnds/broch-fra.htm>. (Page consultée le 20 décembre, 2009).

Office of the Press Secretary. (29 janvier 2002). *President Delivers State of the Union Address*. [en ligne] Disponible sur: <http://georgewbushwhitehouse.archives.gov/news/releases/2002/01/print/20020129-11.html>. (Page consultée le 15 décembre, 2009).

Sécurité publique Canada. (1^{er} juin 2009). *Renforcement du Registre national des délinquants sexuels et de la Banque nationale de données génétiques*. [en ligne]

Disponible sur: <http://www.radiocanada.ca/regions/Quebec/2008/06/03/004-registre_adq.shtml>. (Page consultée le 20 décembre, 2009).

The Conservative Party of Canada. (2008). *The True North—Strong and Free—Stephen Harper's Plan for Canadians*. Ottawa: Ontario.

Washington State Institute for Public Policy. (2006). *Washington State's Community Notification Law: 15 Years of Change*. Olympia: Washington. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.wsipp.wa.gov/rptfiles/06-02-1202.pdf>>. (Page consultée le 15 janvier 2009).

Lois et projets de lois

Loi sur le répertoire centralisé de délinquants sexuels: New Jersey Statutes Annotated, 2C:7-1 à 7-5, L. 1994, ch. 133, §§ 1-5, pp. 1152 - 1159.

Loi sur la publicisation partielle du répertoire: New Jersey Statutes Annotated, 2C:7-6 à 7-11, L. 1994, ch. 128, §§ 1-6, pp. 1132-1136.

Projet de loi de l'assemblée portant sur le répertoire centralisé de délinquants sexuels: New Jersey Statutes Annotated, 2C:7-1 à 7-5, L. 1994, ch. 133, bill No. A84.

Projet de loi de l'assemblée portant sur la publicisation partielle du répertoire: New Jersey Statutes Annotated, 2C:7-6 à 7-11, L. 1994, ch. 128, bill No. A85.

Projet de loi du sénat portant sur le répertoire centralisé de délinquants sexuels: New Jersey Statutes Annotated, 2C:7-1 à 7-5, L. 1994, ch. 133, bill No. S13

Projet de loi du sénat portant sur la publicisation partielle du répertoire: New Jersey Statutes Annotated, 2C:7-6 à 7-11, L. 1994, ch. 128, bill No. S14.

Projet de loi substitut du comité du sénat portant sur la publicisation partielle du répertoire: New Jersey Statutes Annotated, 2C:7-6 à 7-11, L. 1994, ch. 128, bill No. S14/A85.

Sources médiatiques et articles de journaux archivés³⁰

Alex, P. (1994, 11 août). Experts question rush to change sex-offense laws. *The Record*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>> (Page consultée le 3 mai, 2010).

³⁰ La majorité des articles proviennent d'un site Internet payant (www.nj.com). Les pages des articles originaux ne sont pas révélées par le site. Seuls les articles cités ou référés figurent dans cette liste bibliographique.

Connolly, J., Dvorak, M., Mooney, M.M., Dehaven, J., et Waligore, M.A. (1994, 3 août). Grief and Rage. *The Trentonian*, pp. 1, 3, 18.

Dvorak, P., Plitch, P., Klein, J., Mooney, M.M., Connolly, J., et Waligore, M.A. (1994, 4 août). Stats show there may be: Molester hiding on every block—Pedophiles. *The Trentonian*, pp. 1, 2, 7.

Dvorak, P. (1994, 13 septembre). Megan's parents at the crime bill's signing. *The Trentonian*, p. 5.

Ford, T. (1994, 4 août). Helping kids come to grips with tragedy. *The Trenton Times*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>>. (Page consultée le 3 mai, 2010).

Ford, T. (1994, 8 août). School board backs 'Megan's Law'. *The Trenton Times*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>>. (Page consultée le 3 mai, 2010).

Ford, T. (1994, 10 août). When danger lurks around the corner. *The Trenton Times*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>>. (Page consultée le 3 mai, 2010).

Fromm, S. (1994, 16 août). Megan's bills initiated. *The Trenton Times*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>>. (Page consultée le 3 mai, 2010).

Fromm, S. (1994, 17 août). Expert: Notification law could backfire. Debate pits notification vs. rehab. *The Trenton Times*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>>. (Page consultée le 3 mai, 2010).

Fromm, S. (1994, 30 août). Sex bills sweep by Assembly. *The Trenton Times*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>>. (Page consultée le 3 mai, 2010).

Fromm, S. (1994, 20 septembre). Whitman sees perils in sex-offender rules. *The Trenton Times*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>>. (Page consultée le 15 mai, 2010).

Fromm, S. (1994, 21 octobre). Assembly OKs bills as Megan's legacy. *The Trenton Times*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>>. (Page consultée le 2 juin, 2010).

Fromm, S. (1994, 1^e novembre). 'Megan's Law' is enacted. *The Trenton Times*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>>. (Page consultée le 2 juin, 2010).

Gray, J. (1994, 4 octobre). Sex Offender Legislation Passes in the Senate. *The New-York Times*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.nytimes.com/1994/10/04/nyregion/sex-offender-legislation-passes-in-the-senate.html>> (Page consultée le 2 juin, 2010).

Hennessey, R. (1994, 1^e août). Who's living next door. *The Trenton Times*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>> (Page consultée le 3 mai, 2010).

Hoffman, J. (1994, 4 août). New Law Is Urged on Freed Sex Offenders. *The New-York Times*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.nytimes.com/1994/08/04/nyregion/new-law-is-urged-on-freed-sex-offenders.html>> (Page consultée le 2 juin, 2010).

Johnson, T. (1994, 10 août). Sex offenders face a state crackdown. *The Star-Ledger*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>> (Page consultée le 3 mai, 2010).

Kiely, E. (1994, 3 août). State weighs registering sex offenders. *The Record*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>> (Page consultée le 3 mai, 2010).

Klein, J., et Plitch, P. (1994, 1^e août). Critics: Sex con prison soft on sickos. *The Trentonian*, p. 3.

Kovach Caldwell, D. (1994, 14 août). Kanka case spotlights sex offenders' rights. *The Trenton Times*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>>. (Page consultée le 3 mai, 2010).

Leibowitz, D. (1994, 31 juillet). A neighborhood's prayers. *The Trentonian*, p. 2.

Leibowitz, D., Plitch, P., et Mickle, P. (1994, 31 juillet). Sex con held in murder. *The Trentonian*, pp. 2-3.

Leibowitz, D. (1994, 3 août). Grief & anger give family strength to demand change. *The Trentonian*, pp. 3,18.

Leibowitz, D. (1994, 8 août). Prison doc says Avenel sex sicko warehouse. *The Trentonian*, pp. 3,7.

Marsico, R. (1994, 6 août). State moves to reform sex offender laws. *The Star-Ledger*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>> (Page consultée le 3 mai, 2010).

Marsico, R. (1994, 30 août). Notification on sex offenders passes key Senate committee. *The Star-Ledger*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>> (Page consultée le 3 mai, 2010).

Mcclure, S., et Baldwin, G. (1994, 3 août). Legislators slow on disclosure law. *The Trentonian*, pp. 19.

Mcclure, S. (1994, 4 août). Legislators vow to push 'Megan's Law'. *The Trentonian*, pp. 3, 7.

McLarin, K.J. (1994, 30 août). Trenton Races To Pass Bills On Sex Abuse. *The New-York Times*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.nytimes.com/1994/08/30/nyregion/trenton-races-to-pass-bills-on-sex-abuse.html>> (Page consultée le 2 juin, 2010).

McNichol, D. (1994, 24 août). Whitman urges limits on Megan's Law. *The Record*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>> (Page consultée le 3 mai, 2010).

Mendez, I. (1994, 2 août). Crime spurs drive for notice on ex-cons. *The Star-Ledger*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>> (Page consultée le 3 mai, 2010).

Mendez, I. (1994, 4 août). 'Megan's Laws'. *The Star-Ledger*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>> (Page consultée le 3 mai, 2010).

Mendez, I. (1994, 16 août). 'Megan's Laws' on sex crimes are presented. *The Star-Ledger*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>> (Page consultée le 3 mai, 2010).

Mendez, I. (1994, 28 août). Legislators to take up sex crime package. *The Star-Ledger*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>> (Page consultée le 3 mai, 2010).

Mendez, I. (1994, 30 août). Sex crime package voted by assembly. *The Star-Ledger*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>> (Page consultée le 3 mai, 2010).

Mendez, I. (1994, 27 septembre). Senate penel approves sex offender measures, modified notification Bill. *The Star-Ledger*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>> (Page consultée le 15 mai, 2010).

Mendez, I. (1994, 4 octobre). 'Megan's Law'. *The Star-Ledger*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>> (Page consultée le 16 mai, 2010).

Mendez, I. (1994, 21 octobre). Megan's law measures go to governor. *The Star-Ledger*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>> (Page consultée le 16 mai, 2010).

Mendez, I. (1994, 1^e novembre). Sex offender bills enacted by Whitman. *The Star-Ledger*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>> (Page consultée le 16 mai, 2010).

Nesse, D. (1994, 9 août). Parents lobby to expose sex cons. *The Trentonian*, pp. 2, 10.

Nesse, D. (1994, 23 août). Lifelong parole for sickos stalls in state Senate. *The Trentonian*, p. 4.

Nesse, D. (1994, 13 septembre). 'Megan's Law' makes its way to state Senate. *The Trentonian*, p. 5.

Non, S.J. (1994, 15 octobre). *The Trenton Times*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>>. (Page consultée le 27 mai, 2010).

O'Brien, K. (1994, 9 octobre). Parents see world as a crueler place—Crime data, fears for kids at odds. *The Record*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>> (Page consultée le 27 mai, 2010).

O'Crowley, P. (1994, 8 août). Can kids be safe, yet not scared? —Parents faced with dilemma. *The Record*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>> (Page consultée le 3 mai, 2010).

Orr, S. (1994, 14 septembre). 'Toughest' crime law boosts state. *The Star-Ledger*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>> (Page consultée le 15 mai, 2010).

Page, P. (1994, 3 août). Experts : N.J. lax on molesters. *The Trenton Times*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>>. (Page consultée le 3 mai, 2010).

Patterson, M.J. (1994, 2 octobre). Treated sex offenders say Megan's Law unfair. *The Star-Ledger*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>> (Page consultée le 27 mai, 2010).

Plitch, P., et Klein, J. (1994, 1^e août). Sex con held in murder. *The Trentonian*, pp. 3, 12.

Radio-Canada. (3 juin 2008). *L'ADQ réclame un registre public*. [en ligne] Disponible sur: <http://www.radiocanada.ca/regions/Quebec/2008/06/03/004-registre_adq.shtml>. (Page consultée le 20 octobre, 2009).

Ruess, M. (1994, 2 août). Identification of released sex offenders sought. *The Record*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>> (Page consultée le 3 mai, 2010).

Ruess, M. (1994, 6 août). Sex offender policy under review. *The Record*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>> (Page consultée le 3 mai, 2010).

Ruess, M. (1994, 9 août). Victims' kin work to pass 'Megan's Law'. *The Record*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>> (Page consultée le 3 mai, 2010).

Ruess, M. (1994, 10 août). Whitman: Monitor all sex offenders. *The Record*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>> (Page consultée le 3 mai, 2010).

Ruess, M. (1994, 15 août). Haytaian gets jump on sex-offender bills. *The Record*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>> (Page consultée le 3 mai, 2010).

Ruess, M. (1994, 16 août). Megan's Law moving fast in assembly. *The Record*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>> (Page consultée le 3 mai, 2010).

Ruess, M. (1994, 27 août). Warning due on sex offenders' release. *The Record*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>> (Page consultée le 3 mai, 2010).

Ruess, M. (1994, 30 août). Assembly approves Megan's Law. *The Record*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>> (Page consultée le 3 mai, 2010).

Ruess, M. (1994, 13 septembre). Senate expected to limit Megan's Law. *The Record*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>> (Page consultée le 15 mai, 2010).

Ruess, M. (1994, 18 septembre). Offenders fear vigilantism. *The Record*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>> (Page consultée le 15 mai, 2010).

Ruess, M. (1994, 27 septembre). A mother's plea: pass Megan's bill. *The Record*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>> (Page consultée le 15 mai, 2010).

Ruess, M. (1994, 14 octobre). Sex offenders plan challenge to Megan's Law. *The Record*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>> (Page consultée le 27 mai, 2010).

Ruess, M. (1994, 21 octobre). Assembly Oks Megan's Law. *The Record*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>> (Page consultée le 27 mai, 2010).

Ruess, M. (1994, 26 octobre). Sex offender bill garners wide support. *The Record*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>> (Page consultée le 27 mai, 2010).

Ruess, M. (1994, 1^e novembre). Megan's Law signed by governor. *The Record*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>> (Page consultée le 2 juin, 2010).

Sagnip Hollendonner, J., et Dee, J. (1994, 2 août). Neighbors knot together in tribute in tragedy—neighbors knot together. *The Trenton Times*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>>. (Page consultée le 3 mai, 2010).

Sagnip Hollendonner, J. (1994, 4 août). Kanka urge: Let killer live. *The Trenton Times*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>>. (Page consultée le 3 mai, 2010).

Sagnip Hollendonner, J. (1994, 5 août). Rafferty goes on TV show. *The Trenton Times*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>>. (Page consultée le 3 mai, 2010).

Sagnip Hollendonner, J. (1994, 9 août). Tragedy inspires action. *The Trenton Times*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>>. (Page consultée le 3 mai, 2010).

Siegel, R. (1994, 6 octobre). Megan's Law—Senate OKs Registry For Sex Offenders. *Hunterdon County Democrat*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>>. (Page consultée le 27 mai, 2010).

Stile, C. (1994, 2 août). Outrage sparks action. *The Trenton Times*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>>. (Page consultée le 3 mai, 2010).

Stile, C. (1994, 3 août). 7,500 at rally demand action after Megan's death. *The Trenton Times*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>>. (Page consultée le 3 mai, 2010).

Stile, C. (1994, 10 août). Legislators to crack down on sex offenders. *The Trenton Times*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>>. (Page consultée le 3 mai, 2010).

Stile, C. (1994, 29 août). Changing the rules for sex offenders. *The Trenton Times*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>>. (Page consultée le 3 mai, 2010).

Stile, C. (1994, 3 octobre). 'Megan's Law' set for full Senate vote today. *The Trenton Times*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>>. (Page consultée le 27 mai, 2010).

Stile, C. (1994, 4 octobre). In memory of Megan. *The Trenton Times*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>>. (Page consultée le 27 mai, 2010).

Stile, C., et Fromm, S. (1994, 25 août). Notification plan 'tiers' sex offenders. *The Trenton Times*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>>. (Page consultée le 3 mai, 2010).

Sullivan, J. (1994, 1^e novembre). Whitman Approves Stringent Restrictions on Sex Criminals. *The New-York Times*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.nytimes.com/1994/11/01/nyregion/whitman-approves-stringent-restrictions-on-sex-criminals.html>> (Page consultée le 2 juin, 2010).

Tedeschi, B. (1994, 22 septembre). Critics decry efforts to register molesters. *The Record*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>> (Page consultée le 15 mai, 2010).

Weissman, D. (1994, 3 août). Whitman orders study of sex crime solutions. *The Star-Ledger*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>> (Page consultée le 3 mai, 2010).

Weissman, D., et Mendez, I. (1994, 9 août). Grieving families of murdered girls call for registry of sex offenders. *The Star-Ledger*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>> (Page consultée le 3 mai, 2010).

Wyckoff, J. (1994, 8 septembre). Assembly Railroads 'Megan's Law' Bills. *Hunterdon County Democrat*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>> (Page consultée le 15 mai, 2010).

Zambito, T. (1994, 5 août). Drive urges tough sex offense laws. *The Record*. [en ligne] Disponible sur: <<http://www.newslibrary.com/sites/stlb/>> (Page consultée le 15 mai, 2010).